

Nette majorité au Conseil de sécurité pour le vice-premier ministre égyptien

M. Boutros-Ghali deviendra en janvier secrétaire général de l'ONU

Un homme « trait d'union »

L'ÉLECTION de M. Boutros-Ghali au secrétariat général de l'ONU est d'abord un nouveau signe du dégel des relations internationales. En 1987, à l'époque du « socialisme réel » et de la guerre froide, il avait fallu des semaines et vingt tours de scrutin au Conseil de sécurité, agrémentés de seize vetos de la part de la seule Chine communiste, avant de faire sortir du chapeau un Péruvien inconnu, Javier Pérez de Cuellar, lequel devait d'ailleurs bien vite surmonter son handicap de candidat de compromis et faire oublier son triste prédécesseur, Kurt Waldheim.

Aujourd'hui, l'usage du droit de veto par l'un des cinq membres permanents semble déjà appartenir au passé, et c'est avec une facilité inhabituelle, sans aucune voix « contre », que M. Boutros-Ghali a été désigné.

Ce vote est d'abord une victoire pour l'Afrique, déjà candidate il y a dix ans et qui l'emporta enfin, bien que ses couleurs aient été cette fois dispersées entre six champions. Après l'Europe, qui a fourni à trois reprises un secrétaire général, l'Asie et l'Amérique latine (une fois chacune), mais pour quatre mandats en tout, l'Afrique restait, avec l'Amérique du Nord, le seul grand continent qui n'ait jamais été représenté à la tête de l'organisation internationale. Cette injustice est aujourd'hui réparée.

Il est vrai que M. Boutros-Ghali n'est pas précisément typique du continent noir. Universitaire raffiné, francophone et chrétien né au cœur d'un monde pauvre, arabe et musulman, ce copte marié à une femme juive est à plusieurs titres minoritaire dans son propre pays. Mais cette diversité lui donnait justement le profil idéal de l'homme « trait d'union » entre le monde arabe, l'Afrique et l'Europe. C'est elle qui lui a valu dès le début le soutien actif de la France et, en fin de compte, la bienveillance américaine.

La carrière diplomatique de M. Boutros-Ghali avait commencé avec le voyage d'Anwar El-Sadate à Jérusalem et les accords de Camp David, dont il a été l'un des principaux artisans. Malgré le handicap de l'âge (à soixante-neuf ans, le futur secrétaire général est à peine moins âgé que son prédécesseur), c'était là un atout de plus à l'heure où la conférence de Madrid relançait les chances de réduire l'un des derniers grands conflits de la planète.

Cela dit, la « nouvelle ONU » hérita de pas mal des problèmes de l'ancienne. M. Boutros-Ghali trouva à la fin de l'année un budget en déficit de près de 500 millions de dollars, alors même que l'Organisation est sollicitée pour des missions de plus en plus nombreuses, du Cambodge à l'Irak et bientôt à la Yougoslavie. Il devra sans doute aussi faire face à une contestation visant les structures mêmes de l'ONU : pendant combien de temps encore le Japon, l'Allemagne, l'Inde, se résigneront-ils à voir un droit de veto réservé à une Union soviétique qui n'existe plus, à deux autres ex-grandes puissances, la France et la Grande-Bretagne, désormais unies au sein de la Communauté européenne ? Un vaste problème pour le futur secrétaire général.

M0147 - 1123 0 - 6.00 F



Avec une nette majorité, le Conseil de sécurité de l'ONU a désigné, jeudi 21 novembre, le vice-premier ministre égyptien, M. Boutros Boutros-Ghali, au poste de secrétaire général. Il succédera à M. Javier Pérez de Cuellar dont le mandat prend fin le 31 décembre. Cette nomination doit encore être approuvée par l'Assemblée générale de l'organisation, mais il ne devrait s'agir que d'une simple confirmation.

NEW-YORK

de notre correspondant

Comme notamment pour avoir été l'un des signataires des accords de Camp David, en 1978, et du traité de paix conclu ensuite entre l'Égypte et Israël, M. Boutros Boutros-Ghali a obtenu onze voix ; il n'y a eu aucun vote contre, mais quatre abstentions. Sur le nom de son principal rival, M. Bernard Chidzero, ministre des finances du Zimbabwe, il y a

eu sept voix pour, deux non (qui ne sont pas nécessairement des vetos) et six abstentions. Le candidat égyptien ayant obtenu plus du minimum requis (neuf voix sur les quinze membres du Conseil) sans encourir aucun veto, sa désignation au poste de secrétaire général était automatique.

SERGE MARTI

Lire la suite et les articles de ALEXANDRE BUCCIANI et JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ page 3

Les projets de réforme des institutions

La droite mène bataille sur le mode de scrutin

Le RPR et l'UDF, réunis au bureau politique de l'Union pour la France, ont répondu, jeudi 21 novembre, aux projets de réforme des institutions annoncés par le président de la République en concentrant leurs attaques sur le possible changement du mode de scrutin pour les élections législatives de 1993. L'offensive de la droite prend appui sur la crise que cette question entretient au sein du Parti socialiste.

par Patrick Jarreau

Si l'usure d'un pouvoir se révèle dans son incapacité à reprendre durablement l'initiative, les propos pessimistes que tiennent certains socialistes sur la situation du président de la République se justifient.

A peine plus de dix jours après l'annonce par M. François Mitterrand, le 10 novembre sur la Cinq, d'un référendum constitutionnel à la fin de 1992, l'effet

de cette offensive ressemble à celui d'un caustique sur une jambe de bois.

L'opposition, un temps embarrassée de voir ses projets de rajout de sièges aux institutions pris au mot, contre-attaque en accusant M. Mitterrand d'avoir seulement cherché à camoufler son unique souci : une réforme du mode de scrutin lui évitant de devoir affronter une majorité de droite soudée, en 1993, à l'Assemblée nationale.

Lire la suite page 8

Sur le chantier de Séville

Vingt millions de visiteurs attendus dans cinq mois à l'Exposition universelle

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

A J moins 150, le chantier de l'Exposition universelle de Séville donne l'impression qu'il ne sera jamais achevé à temps. De la vieille ville, on aperçoit, de l'autre côté du Guadalquivir, un enchevêtrement de grues, de carcasses métalliques, de mâts, de pylônes, de câbles et de fils. Sur les pavillons, de toutes les couleurs et de toutes les formes, les ouvriers s'escriment tant et plus. Le gros œuvre doit être fini avant le 31 décembre. Vous pleurez. Les Américains font déjà savoir, muezza voce, que leur bâtiment ne pourra être inauguré avant le 10 mai : le dôme qui en est la pièce maîtresse vient seulement de sortir de terre.

EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 12

Les fantômes de Vukovar, ville martyre

Images de désolation d'une cité où vivaient des Serbes et des Croates

VUKOVAR

de notre envoyée spéciale

Vukovar, la ville fantôme. Après quatre-vingt-trois jours de siège et de combats, ce qui fut une jolie bourgade de Slavonie aux façades baroques de l'époque austro-hongroise n'est plus qu'un magma de cendres, de boue et de gravats. Ses maisons aux couleurs pastel vert et ocre se sont englouties dans le néant. Quelques jours après la fin des combats, Vukovar est désormais une ville morte qui s'efface

sur l'horizon brumeux d'automne : un silence profond, un spectacle apocalyptique. Maisons éventrées, toits de tuiles effondrés, volets soufflés, débris de verre partout, poutres calcinées : aucun bâtiment n'a été épargné. Des arbres sectionnés par des obus, arrachés par les chars, des rues recouvertes de boue et jonchées de cartouches, d'éclats d'obus, de boîtes de conserve et de gravats.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON page 6



LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

MORABITO
1, place Vendôme
75001 PARIS
Tél. : (1) 42-60-30-78

BRY
15, rue de la Paix
75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-62-54

Les bras de la mer

Gérard d'Aboville a conclu jeudi 21 novembre sa prodigieuse traversée du Pacifique à la rame

ILWACO
(État de Washington)

de notre envoyé spécial

Les pêcheurs sont des gens matinaux. Jamais depuis qu'il ouvre sa boutique vers 5 heures du matin pour proposer aux pêcheurs des hameçons et des appâts, mais aussi des boissons et quelques biscuits, John Richards n'avait vécu pareille levée. Dans la nuit, les cars de reportage des chaînes de télévision avaient investi le petit port, composé de quelques dizaines de maisons en bois à l'embouchure de la rivière Columbia. A quai, les propriétaires de chalutiers pour la pêche au saumon avaient promis de ne pas attendre le lever du soleil pour aller au-devant du héros du jour.

En remorquant à arriver à San-Francisco, beaucoup trop au sud, Gérard d'Aboville avait bouleversé les habitudes du petit port, mais il prenait aussi un grand risque en s'imposant le franchissement d'une monstrueuse barre de mer au large de l'estuaire. Très secoué trois jours plus tôt par une violente tempête qui lui avait coûté trois nouveaux chavirages (trente et un au total pour sa traversée du Pacifique au lieu

de cinq dans l'Atlantique) et une plaie au front, le rameur breton avait d'autant plus hâte d'en finir avec sa traversée qu'une forte dépression était encore annoncée pour la fin de semaine.

Dès la sortie du chenal, la mer encore très agitée malgré l'accalmie météorologique donnait une idée de ce qu'avait dû être la tempête. Ce n'était toutefois rien par rapport à la vision dantesque de la barre. Les effets conjugués de la fin des hauts fonds, du fort vent d'ouest formant une grosse houle et des marées se heurtant au courant du fleuve Columbia créaient à quelques milles de l'estuaire de monstrueuses déferlantes surmontées de nuages d'écume. Pour cette seule année 1991, quatre bateaux sont allés par le fond à cet endroit et trois vies ont été perdues.

Alors que les chalutiers et la vedette des garde-côtes *Triumph* prête à intervenir en cas de nécessité, attendaient le rameur français en deçà de la barre, un seul des bateaux avait accepté de la franchir la veille et, semblait-il, de remorquer Gérard d'Aboville dans la nuit afin qu'il soit bien au rendez-vous de l'accalmie.

GÉRARD ALBOUY
Lire la suite page 10

La dette soviétique

Huit Républiques acceptant un rééchelonnement partiel page 25

Procréation assistée

Des dispositions ont été discrètement intégrées dans un projet de loi page 11

Le régime fiscal des successions

La loi de finances pour 1992 prévoit des allègements page 25

Le congrès des travailleurs israéliens

« Colombes » et « faucons » renvoyés dos à dos page 5

M. Major et l'Europe

Un large soutien parlementaire page 6

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

Politique

par Alain Duhamel

BIBLIOGRAPHIE

**« FRANÇAIS,
SI VOUS OSEZ... »**
par Alain Minc. Ed. Grasset.
110 F. 253 p.

mille par an sur les huit millions d'actifs qui y sont employés ! ».

Un danger

l'empêche. Depuis « Ciel et terre », manifeste radical, signé de Jean-Jacques Servan-Schreiber, mais écrit par Michel Albert, qui avait éclairé les années 70, voit le premier texte qui renoue avec une vision globale et positive du devenir de la société française. Le manifeste réformiste – qui professe avec l'immobilité et la permanence que l'« éternelle politique ne constitue pas une fatalité dans les sociétés complexes » – a toutes chances de mourir, au moment des élections, que s'approchant, un vigoureux débat démocratique. C'est tout le bien qu'on lui souhaite.

Celles-ci ont été, dans notre histoire récente, l'enjeu principal de l'affrontement gauche-droite. Aujourd'hui, elles entendent la même chose. Ce sont elles qui paient, en pertes d'emplois, en recul de perspective d'élévation

L'Autre, une idée neuve

La fiction

par Alain Finkelkraut

dans l'échelle sociale, le prix de la démocratisation : la gauche, comme la droite libérale, s'intéresse davantage d'une part à « ceux qui gagnent », d'autre part aux exclus. Et lorsqu'il s'agit, par exemple, de réforme fiscale ou de mise en cause des institutions redistributives, ce sont elles qui sont en première ligne : ainsi apparaissent chez

elles des réflexes à petits
blancs, qui, à leur tour, vont
nourrir le populisme ambiant.

C'est dire qu'au cœur de la
démarche d'Alain Minc se
trouve bel et bien posé le problème
de l'applicabilité d'un
certain nombre de réformes,
dans un état donné du corps
social. Lui, a fait un choix, celui
d'aller de l'avant. Avec, diront
ses détracteurs, le confort que
lui procure son statut d'intellectuel,
qui veut que, par exemple,
lorsqu'il pleide pour la cession,
ou pour la refonte de la
rationalité du patrimoine, son propos
soit soit crédité d'une compé-

l'empêcha de devenir assesseur. Je passai le même ou au contraire l'opposai au socialisme. Inacceptable lorsqu'il est tenu par un homme politique. Ce qui les conserve à l'extérieur de toutes les bordes» conclut-il. Alain Milne, lui ne l'acceptait pas: des politiques.

Il n'empêcha. Depuis «Ciel et terre», manifeste radical, signé Jean-Jacques Servan-Schreiber, mais écrit par Michel Albert, qui avait éciéris les années 70; voici le premier texte qui renoue avec une vision globale et positive du

devenir de la société française. Je manifeste le réformisme - qui professe avec verve et persévérance que « l'immobilité politique ne constitue pas une fatalité dans les sociétés complexes » - à toutes chances de mourir, au moment des élections électorales qui s'approchent, un vigoureux débat démocratique. C'est tout le bien qu'on lui souhaite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

« nourrir, au moment des élections électorales qui s'approchent, un vigoureux débat démocratique. C'est tout le bien qu'on lui souhaite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ÉTRANGER

L'élection de M. Boutros-Ghali au poste de secrétaire général de l'ONU

Une revanche sur la destinée

Victoire pour l'Égypte, pour l'Afrique, pour les francophones, pour les Arabes s'est-on aussitôt félicité après l'élection de Boutros-Ghali au poste de « Monsieur Monde ». Sans aucun doute. Mais quelle revanche aussi sur sa destinée pour ce fils de la grande bourgeoisie égyptienne, juriste international de premier ordre, politologue aussi, homme politique aisé, le travail bien fait mais dont les amis se lamentaient *in petto* il y a quelques années parce que, disaient-ils, il ne pourrait jamais être ni le numéro un de la diplomatie égyptienne, ni secrétaire général de la Ligue arabe, ni même sans doute ambassadeur à Paris — ce fut longtemps son rêve — en raison de sa religion.

Car dans cette Égypte pacifique et civilisée, considérée et même populaire sur la Terre entière, les vestiges du statut de « diminué » la « protection-assujettissement » prévue pour chrétiens et juifs par la loi islamique — résistent encore suffisamment pour que l'origine confessionnelle d'un homme soit dans de nombreux cas plus importante que ses qualités propres ou que l'intérêt national.

On s'en était déjà rendu compte il y a quelques années, sur le plan des fonctions internationales lorsque le nom de M. Boutros-Ghali avait été proposé pour le poste de haut-commissaire aux réfugiés ou de directeur général de l'UNESCO et où, devant le peu d'enthousiasme de plusieurs capitales musulmanes

importantes, l'Égypte officielle même n'avait offert à son brillant ressortissant qu'un demi-soutien. Il est vrai que, à cette époque-là, Israël — où M. Boutros-Ghali n'est pas aimé, même s'il y est souvent respecté — avait convaincu les États-Unis de ne pas appuyer le ministre d'État du Caire.

Une épouse exemplaire

Pour entraver son cursus il n'est pas jusqu'à l'ascendance de son épouse, Leila, une Alexandrine de souche judéo-romaine (convertie à la foi copte orthodoxe) qui n'ait été soulevée reprochée à M. Boutros-Ghali. Dieu sait pourtant de quelle aide précieuse sera pour son époux, dans ses fonctions aux Nations unies, cette Égyptienne raffinée et cultivée depuis longtemps élue par la haute société proche-orientale « la femme la plus élégante » de la région.

Encore un mot sur le contexte familial du nouveau secrétaire général de l'ONU : son grand-père, dont il perpétue le souvenir par le prénom et par le nom (Boutros signifie Pierre en arabe), fut le seul chef de gouvernement musulman (avec le très éphémère Waliba) de l'Égypte moderne. Assassiné en 1910, il laissa derrière lui, notamment parmi ses descendants, le culte du service de l'État et du service « coussu main ».

Sur ce dernier point, M. Boutros-Ghali a fait un parcours sans faute

depuis que, en novembre 1977, le président Sadate, abandonné dans la même journée par deux ministres musulmans effrayés à l'idée d'accompagner le roi chez l'ennemi *donné*, à Jérusalem, avait tiré de son chapeau, à l'étonnement quasi général, M. Boutros-Ghali.

Et ce fut aussitôt le départ pour Israël, le choc du contact avec ces Israéliens si redoutés, les projectiles permanents de l'actualité mondiale, les incessants voyages vers l'Amérique, l'Europe, l'Afrique pour convaincre du bien-fondé des positions égyptiennes, les nuits entières passées à préparer les dossiers que le président Sadate utiliserait face aux redoutables dirigeants israéliens et américains.

Pourtant, durant ces harassantes années de la fin de la décennie 70, M. Boutros-Ghali ne fut jamais que « ministre d'État », c'est-à-dire, selon l'administration égyptienne, « secrétaire d'État ». Il eut presque toujours aussi près de lui un « ministre » avec qui il dut partager, mais légèrement en retrait, la charge des affaires étrangères. Quand il fut un bref moment seul, c'est que, directeur, en pleine négociation avec Washington et Israël, un ministre musulman avait craqué et que le « copte » — pourtant un vrai laïque à la française — se trouvait une nouvelle fois seul avec le président à bâtir cette difficile paix égypto-israélienne dont Boutros-Ghali restera pour l'Histoire l'artisan, avec Anouar El Sadate. Jamais pourtant il ne fit preuve de complaisance à



L'égard des Israéliens, défendant pied à pied les intérêts de son pays et également ceux des Arabes, en particulier des Palestiniens, même lorsque le décalage fut total entre la démarche de paix du Caire.

Aimé des Africains

Dans ce double combat mené en même temps contre l'intransigeance israélienne et le refus arabe, M. Boutros-Ghali s'est certainement trempé une capacité de résistance diplomatique qui lui sera de la plus haute utilité à Lake-Success.

C'est peu de dire que le successeur de M. Perez de Cuellar bénéficiera d'emblée de la plus vive sympathie parmi de nombreuses

nations ou communautés. Outre les musulmans, égyptiens ou autres, qui se sont finalement inclinés devant la fois ses qualités intellectuelles, son professionnalisme et sa loyauté à l'égard des intérêts arabes, M. Boutros-Ghali jouira de l'enthousiasme des francophones.

C'est lui qui est à l'origine du ralliement de l'Égypte à la francophonie (il vient de participer au sommet de Chailot), mais également il a toujours su écouter les Africains — les anglophones aussi, puisque M. Boutros-Ghali est un parfait trilingue — et défendre leurs dossiers dans les rencontres internationales. Il a su en outre rappeler à son propre pays qu'il se trouve en Afrique et à un rôle de premier plan à y jouer : les experts égyptiens qu'on rencontre souvent au sud du Sahara y sont le reflet de la dynamique diplomatique africaine du Caire, dominée par tant Anouar El Sadate que le président Mubarak ont laissé le « ministre d'État » agir vraiment en numéro un.

Outre sa solide formation juridique (il est ancien élève de Sciences po et a obtenu à Paris en 1949 un doctorat en droit international), sa vieille connaissance des milieux journalistiques (il dirigea lui-même l'excellente revue égyptienne en arabe *Politique internationale*) et son expérience du terrain diplomatique universel depuis 1977, Boutros-Ghali mettra au service des Nations unies, au moment où, face à l'hégémonie américaine, elles ont l'urgent besoin, un esprit d'in-

dépendance avéré. Quand la majorité des étudiants de sa génération succombaient aux sirènes marxistes, le jeune Boutros ne craignait pas de souligner les vertus du libéralisme occidental ; lorsque la plupart des Arabes refusaient toute idée de règlement négocié avec Israël, le responsable égyptien encore modeste essayait inlassablement de les y convertir, et ainsi de suite. La vie de cet homme est jalonnée d'exemples de ce type.

Un homme qui a su, face à toutes les préventions contre sa classe et sa foi, s'imposer comme serviteur éminent de l'État égyptien et qui a en main de nombreux atouts pour être à l'ONU un homme d'État international de première envergure.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

[Né au Caire, le 14 novembre 1922, M. Pierre Boutros-Ghali, juriste de formation, a fait ses études à Paris, aux États-Unis et dans la capitale égyptienne, où il a occupé la chaire d'études politiques à l'université. Il a aussi collaboré au quotidien *Al Akhbar*. Membre de la communauté copte, il a épousé, en secondes noces, une juive égyptienne dont il a eu un enfant. Nommé ministre d'État en octobre 1977, il n'a plus, depuis lors, quitté le gouvernement. Éminent grise de la diplomatie de son pays, il accompagnait le président Sadate, en novembre 1977, lors de sa visite historique à Jérusalem et participa de très près aux négociations qui aboutirent, en mars 1979, à la conclusion d'un traité de paix israélo-égyptien. Il était depuis mai dernier vice-premier ministre chargé des affaires étrangères et plus spécialement des relations avec les pays africains.]

Les prédécesseurs

TRYGVE LIE (1946-1952). — Le premier secrétaire général de l'ONU fut Trygve Lie, ancien ministre des affaires étrangères de la Norvège. Cet ex-syndicaliste fut contraint de démissionner le 10 novembre 1952, après s'être attiré les foudres de l'URSS et des États-Unis pour avoir pris fermement position « à la guerre de Corée » et s'être efforcé de faire admettre la Chine à l'ONU.

DAG HAMMARSKJÖLD (1953-1961). — Dag Hammarskjöld, ministre des affaires étrangères de la Suède, a pris la succession de M. Lie le 10 avril 1953. Il a marqué le poste — et l'organisation elle-même — de son empreinte, en résolvant sous pressions des grandes puissances et à leur prétention de gouverner le monde. M. « H » est mort lors d'un accident d'avion, survenu dans des conditions restées mystérieuses, le 17 septembre 1961, en Rhodésie du nord (aujourd'hui Zambie).

U THANT (1961-1971). — Représentant de la Birmanie à l'ONU, U Thant a été nommé

secrétaire général par intérim jusqu'à la fin du mandat de M. « H ». L'Assemblée générale l'a ensuite nommé secrétaire général jusqu'en 1968. A cette date, son mandat a été prorogé pour cinq ans.

KURT WALDHEIM (1971-1981). — Secrétaire général de l'ONU à partir de 1971, Kurt Waldheim, dit renoncer, en 1981, à un troisième mandat : en raison du veto de la Chine. Le futur président autrichien ne faisait alors pas encore l'objet de la polémique, qui a fait rage à partir de 1986, sur son passé dans la Wehrmacht.

JAVIER PEREZ DE CUELLAR (1981-1991). — Après avoir passé plus de quarante ans dans la diplomatie péruvienne, M. Perez de Cuellar, né en 1920, succéda le 11 décembre 1981 à M. Waldheim. Son nom restera attaché à la métamorphose de l'ONU, l'organisation ayant pris, à la fin des années 80, et à la faveur du dégel, entre Est et Ouest, une nouvelle dimension.

Fierté en Égypte

LE CAIRE

de notre correspondant

L'Égypte a accueilli avec grande satisfaction et fierté le choix de M. Boutros-Ghali comme prochain secrétaire général de l'ONU. Malgré l'heure tardive à laquelle la nouvelle est tombée, plusieurs journaux égyptiens ont rendu leur « une ». C'est ainsi que l'officielle *Al Akhbar* a barré sa première page d'une manchette en gros caractères rouges : « L'Égypte rapporte le poste de secrétaire général des Nations unies ». Le journal ajoute en sous-titre : « Victoire écrasante de M. Boutros-Ghali sur ses concurrents ». Selon *Al Gounahia* « l'élection de M. Boutros-Ghali est une victoire pour les Arabes et pour l'Afrique ».

À l'événement extraordinaire, place extraordinaire : c'est ainsi que *Al Akhbar* a réagi en troisième page des réactions au discours du président Mubarak devant le Parlement européen. Des réactions qui, normalement, devaient figurer à la une. Le journal rapporte par ailleurs la première réaction officielle égyptienne, celle de M. Nabil El Arabi, représentant permanent de l'Égypte à l'ONU, selon lequel « l'élection de M. Boutros-Ghali constitue une victoire pour l'Égypte et pour sa poli-

tique de médiation ». *Al Akhbar* cite ensuite des « sources politiques aux Nations unies » selon lesquelles « cette victoire revient à la considération mondiale pour les positions courageuses de l'Égypte en ce qui concerne les problèmes internationaux ainsi qu'à la science et à l'expérience de M. Boutros-Ghali au niveau des relations internationales ».

Le journal qui consacre une bonne partie de sa page deux à un portrait de celui qui était jusqu'à présent vice-premier ministre chargé des affaires internationales et des expatriés, publie la réaction de l'épouse de M. Boutros-Ghali. Selon elle, le choix de M. Boutros-Ghali à la tête de l'ONU est une « confirmation de l'importance et de la place prépondérante de l'Égypte sur la scène internationale ».

Mais si l'élection de M. Boutros-Ghali constitue « une très bonne nouvelle » pour les Égyptiens, elle l'est encore plus pour la communauté copte orthodoxe (10 % de la population), récemment en butte à des agressions islamistes. Un jeune copte nous a déclaré : « Que cela serve de leçon aux fanatiques musulmans. Celui qui est resté toujours numéro deux à cause d'eux est maintenant numéro un mondial ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

Les coptes

LE CAIRE

de notre correspondant

À l'origine, le mot copte (1) — du grec *Aiguptos* — voulait dire « les habitants de l'Égypte ». Convertis au christianisme après son introduction par saint Marc en l'an 42, ces Égyptiens sont très vite entrés en conflit avec Byzance. Leur Église monophysite échappa d'ailleurs à la conquête byzantine avec la conquête arabe de l'Égypte en 641. Entre-temps l'évêque de l'Église d'Alexandrie avait pris le titre de pape.

Au fil des siècles et du fait des pressions économiques (impôt sur les non-musulmans) beaucoup plus que des violences dont ils ont été quelquefois victimes, la plupart des coptes se convertirent à l'islam. Les coptes restés chrétiens ne connurent une relative émancipation qu'au siècle dernier, sous la dynastie de Mehmet Ali, mais tant et si bien qu'en 1908 le premier ministre égyptien était un copte. Il n'était autre que le grand-père du futur secrétaire général de l'ONU : il fut assassiné en 1910 par un musulman fanatique. Les coptes participèrent activement à

la vie politique jusqu'au coup d'État de 1952. Aucun copte ne figurait parmi les groupes des « officiers libres » qui renversèrent le roi Farouk.

Depuis Nasser, les coptes ont dû se contenter de deux ministres nommés à des postes généralement subalternes, d'un ou deux gouverneurs sur les vingt-neuf que possédait l'Égypte et d'une dizaine de députés au Parlement (sur 458), alors qu'ils sont les égaux des musulmans selon la Constitution.

Les coptes subissent une ségrégation diffuse. Plus grave encore, les coptes sont devenus la cible des islamistes extrémistes depuis les années 70. Le plus récent incident a eu lieu dans le quartier populaire d'Imbaba au Caire (le *Monde* du 25 septembre), où plusieurs centaines d'intégristes musulmans ont attaqué des coptes et mis le feu à deux églises.

A. B.

(1) Le pourcentage officiel de la population copte est de 6,5 %. Les coptes parlent de 20 %, mais l'estimation de 10 % paraît la plus proche de la réalité.

Nette majorité au Conseil de sécurité pour le vice-premier ministre égyptien

Suite de la première page

La double surprise de ce scrutin à huis clos — dont personne ne connaissait véritablement l'issue au début de séance — tient à la fois à un résultat obtenu sans véritable bataille électorale, dès le premier vote officiel, et aussi à la large avance dont a bénéficié le vice-premier ministre égyptien, MM. Boutros-Ghali et Chidzero avaient déjà bénéficié d'un net avantage lors des précédents votes « blancs ». Tous deux figuraient sur une liste de six noms paritaires par l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

L'élection d'un « candidat de l'Afrique », au détriment des autres concurrents — parmi lesquels des Occidentaux qui ont réalisé un très mauvais score (1) — est considérée comme une grande victoire pour ce continent, qui estimait que « son heure avait sonné », et pour les pays non alignés qui, dès le début de la consultation, avaient fait preuve d'une solidarité finalement très payante.

Ce résultat a été aussi accueilli avec une satisfaction que l'on imagine par la France qui, dès le début, avait fait ouvertement campagne en faveur de M. Boutros-Ghali, lequel bénéficiait aussi du soutien de la Chine. En revanche, la Grande-Bretagne avait officiellement choisi M. Chidzero tandis que l'Union soviétique refusait jusqu'au bout d'abaisser son jeu. Côté américain, il était clair, dans un premier temps, que l'idée d'un

secrétaire général africain ne plaisait guère à Washington, pas plus que la personnalité de M. Boutros-Ghali, à laquelle l'administration Bush prêtait un candidat plus jeune, moins impliqué dans une zone géographique sensible, le Proche-Orient, et avec un profil de gestionnaire pour une institution qui a besoin d'être réformée.

Mais, faute de trouver l'oiseau rare répondant à ces critères et susceptible de briser le front des pays non alignés, les États-Unis se sont résolus à ne pas s'opposer plus longtemps à un candidat de consensus représentant l'Égypte, un pays qui, au demeurant, a su se ranger aux côtés des troupes américaines lors de la guerre du Golfe.

SERGE MARTI

(1) Outre MM. Boutros-Ghali et Chidzero (M. Raul Mangalag, le candidat philippin ayant préféré se retirer, faute d'avoir obtenu une seule voix pour au premier vote blanc), les onze autres candidats ont obtenu : M. Sadatouine, Aga Khan (Iran) : 4 oui, 7 non, 4 abstentions ; M. Dadda (Ghana) : 6 oui, 4 non, 5 abstentions ; M. Dou Kisse (Cameroun) : 6 oui, 4 non, 5 abstentions ; M. Harlem-Brugland (Norvège) : 1 oui, 9 non, 5 abstentions ; M. Jonah (Sierra-Léone) : 5 oui, 4 non, 5 abstentions ; M. Obejano (Nigeria) : 6 oui, 3 non, 6 abstentions ; M. Orono (Gabon) : 3 oui, 3 non, 9 abstentions ; M. Stukiewicz (Pologne) : 2 oui, 8 non, 5 abstentions ; M. Stenroos (Norvège) : 2 oui, 9 non, 4 abstentions ; M. Terence (Barundi) : 4 oui, 7 non, 4 abstentions et M. Van den Broek (Pays-Bas) : 5 oui, 7 non et 3 abstentions.

ASIE

CHINE

La saga tragi-comique de la journaliste dissidente Dai Qing

PÉKIN

de notre correspondant

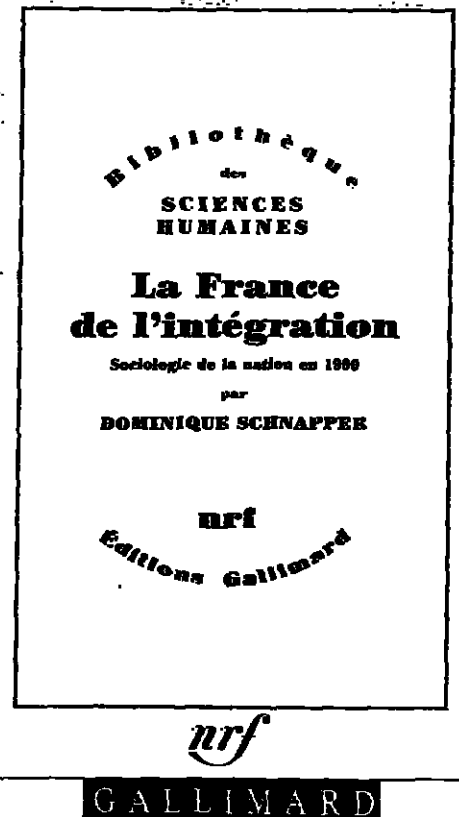
La saga tragi-comique de la journaliste Dai Qing, empêchée de rencontrer des observateurs du secrétaire d'État américain lors de sa visite à Pékin du 15 au 17 novembre, a tourné au fiasco pour le régime communiste chinois grâce à la malice de l'intéressée. Finalement libérée après avoir été détenue, pendant le séjour de M. Baker, dans un hôtel près de la station balnéaire de Beidaihe, M^{me} Dai a retourné la situation à son avantage en déclarant à la presse qu'elle avait eu l'intention d'inciter les États-Unis à menager le régime sur la question des droits de l'homme, de peur de le durcir davantage.

C'était sans doute demander trop d'imagination aux policiers qui s'étaient arrangés pour faire partir la journaliste contre son gré, sous prétexte d'un reportage urgent pour son journal, le quotidien *Clarins*, dont elle est toujours employée bien qu'il lui

ait été infirmé l'ordre de rester chez elle à étudier l'idéologie après sa participation discrète au « printemps de Pékin ». L'art consommé de la direction chinoise, par les temps qui courent, à se prendre les pieds dans ses propres tapies, a fait le reste : forte de sa notoriété nouvelle, M^{me} Dai menage d'arranger une grève de la faim et put rentrer à Pékin trois jours après le départ du chef de la diplomatie américaine. Bilan de l'opération : le département d'État faisait savoir jeudi qu'il n'était pas satisfait des explications fournies par les autorités chinoises pour que la journaliste, âgée de cinquante ans, n'ait nullement été « arrêtée ». Philosophe, M^{me} Dai fait valoir que les circonstances de sa disparition provisoire témoignaient d'une certaine amélioration de la condition des opposants en Chine : sous Mao Zedong, elle aurait été embaillonnée pour longtemps.

F. D.

Un livre fondamental au cœur du débat actuel



لدينا من الامل

هذا من اجل

DIPLOMATIE

La fin du sommet de Chaillot

La francophonie élargie et rassérénée

Célebrant, jeudi 21 novembre, au palais de Chaillot, le IV^e sommet de la francophonie qui venait de réunir durant trois jours une cinquantaine de délégations de divers statuts venues des cinq continents, M. Mitterrand l'a qualifié de « conférence de l'élargissement et de la maturité ».

Elargi, le mouvement francophone l'est certainement, qui ne groupait qu'une vingtaine d'États - la plupart africains - en 1970 et paraît maintenant avoir fait le plein à la notable exception des Algériens avec l'adhésion des Camériens mais aussi des Roumains et des Bulgares. Sans parler de la participation plus active des Laotiens et Vietnamiens, ces derniers étant même candidats pour accueillir à Hanoï en 1993 le VI^e sommet des « parlant-français ». En attendant, leur cinquième rencontre est déjà fixée à l'île Maurice en novembre 1993. Il est en revanche moins certain

que la francophonie ait vraiment dépassé le stade des turbulences infantiles. On en veut pour preuve, notamment, le nouveau remaniement institutionnel qui va désormais faire figurer, aux côtés de l'Agence de coopération culturelle et technique, un « conseil ministériel » et également un « conseil permanent » de seize pays.

Surprise, parmi ceux-ci, entre la France et le Canada-Québec et quelques « bons élèves » sudistes de la classe démocratique, figurent le Vietnam communiste et même le Zaïre autocratique, dont le président devait primitivement recevoir la conférence tenue à Chaillot et avait lui-même été déclaré indésirable à Paris.

« Activisme démocratique »

C'est là un signe que la position française actuelle tendant à ne pas trop brusquer l'évolution politique des gouvernements africains tout en la favorisant en douceur - le président Diouf du Sénégal devait

se rendre vendredi à Kinshasa - a pris le pas sur un certain « activisme démocratique » du Canada et du Québec. Toutefois, la Déclaration de Chaillot donne aux militants des droits de la personne une large satisfaction d'ordre moral. (voir extraits ci-contre).

Pour le francophone de la rue, en Afrique, Chaillot comptera surtout en raison de la décision enfin prise d'étendre au continent noir - une heure par jour dès 1992 - la chaîne internationale d'expression française TV 5 déjà captée en Europe occidentale, en Amérique du Nord et aux Caraïbes.

Afin de financer cette réalisation audiovisuelle et divers autres projets éducatifs et universitaires offerts au Sud par les « quatre Grands de la francophonie » - France, Canada-Québec, Communauté française de Belgique (Wallonie-Bruxelles) et Suisse - Paris a lui seul augmenté en 1992 sa dotation pour la francophonie d'environ 45 millions de francs, portant ainsi sa contribution totale à 210 millions de francs par an.

Cependant, un ensemble humain fondé sur une relation souvent affective avec une langue ne saurait se nourrir que de lignes budgétaires. M. Mitterrand l'a compris, qui s'est engagé personnellement à faire à l'avenir du sort du français dans la vie internationale un « souci majeur ». Préoccupation de nature à rasséréner ceux qui, ces dernières années, s'étonnaient de la relative passivité de la France face à l'uniformisation culturelle de la planète sur le modèle des États-Unis.

J.-P. P.-H.

La déclaration finale

Les représentants des quelque cinquante pays ou entités qui ont participé au quatrième sommet des pays ayant en commun l'usage du français, du 19 au 21 novembre au palais de Chaillot à Paris ont adopté, à l'issue de leurs travaux, une déclaration, dont voici les principaux extraits :

« Nous chefs d'État, de gouvernement et de délégation des pays ayant en commun l'usage du français, (...) Nous félicitons des progrès de la démocratie constatés dans le monde entier, saluons tout particulièrement la contribution déterminante des peuples à cette évolution, et sommes convaincus qu'il appartient à chaque peuple de déterminer les voies les plus appropriées à l'affermissement de ses institutions démocratiques. »

Réitérons notre foi dans les valeurs démocratiques fondées sur le respect des droits de la personne, des minorités et des libertés fondamentales. « Nous engageons à l'avènement d'un véritable partenariat économique fondé sur l'établissement d'un dialogue renouvelé entre nos pays. (...) Prenons l'engagement de faire avancer le processus de démocratisation, de consolider les institutions démocratiques et de développer des programmes appropriés dans ce sens. »

Le Canada, deuxième fournisseur d'aide aux pays francophones, n'a pas réussi à convaincre la France d'initier ce geste (« Je n'entends pas observer les pays africains avec une règle à la main pour leur taper sur les doigts », a dit le président Mitterrand, soucieux de laisser chacun cheminer « à son rythme » vers plus de démocratie, « dès lors que la direction est prise », mais il a été décidé, dans la déclaration finale, « d'encourager le processus de démocratisation » en cours en Afrique. M. Mulroney s'est par ailleurs réjoui que ce sommet, qualifié de « productif », ait permis d'aller « au-delà du simple énoncé de grandes convictions ». Une « unité » des droits de la personne (« les droits

Priorité à l'image

L'annonce par M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la francophonie, de la création d'Ecrans du Sud (1) lors des Assises francophones de la communication (du 15 au 17 novembre) ne devait pas résoudre à elle seule le déséquilibre des échanges médiatiques entre le Nord et le Sud. Cette mesure gouvernementale augurait pourtant favorablement des suites qu'aurait pu donner les quarante-sept chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français lors du sommet de Chaillot aux autres requêtes de ces Assises, notamment celles des radios et de la presse écrite francophones.

Les décisions prises, comme l'extension, tant attendue, de la chaîne internationale de langue française TV 5 à l'Afrique (le 1^{er} décembre 22 novembre) et la demande d'augmentation de 35 millions de francs du fonds d'aide à la production de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) (le ministère de

la francophonie a déjà répondu en doublant sa participation de 3 à 6 millions de francs), imposent un constat : en francophonie, l'image l'emporte sur le son et l'écrit.

La déclaration du conseiller pour la francophonie auprès du président de la République, M. François-Régis Bestie, lors des Assises à l'arche de la Défense - « Heureux les peuples qui n'ont que la radio et la presse écrite pour médias », - ne semble pas avoir été entendue. Africa n° 1, la première radio commerciale d'Afrique diffusée à Paris sur la bande FM (107.6) à l'occasion du sommet, a pourtant matérialisé la volonté de dialogue Sud-Nord de la francophonie, mais cette initiative éphémère n'aura pas permis aux professionnels des radios du Sud d'obtenir un fonds d'aide multilatéral similaire à celui consacré par M^{me} Tasca à la télévision.

La presse écrite, largement oubliée aussi durant ce sommet, pourrait quant à elle faire appel à la

fondation d'aide créée par l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPL). Financée en particulier par de grandes entreprises et gérée par des professionnels au sein d'une coopérative internationale, elle constitue « un organisme qui devrait permettre de combler les lacunes des aides publiques et de répondre aux attentes de certains organes de presse et notamment de presse écrite », déclare un de ses responsables, Georges Gros.

(1) Ecrans du Sud est une fondation dotée d'une enveloppe de 20 millions de francs pour aider la production audiovisuelle (cinéma et télévision) des pays du Sud.

Le groupe Gracchus Babeuf revendique deux attentats. - Deux explosions d'origine criminelle, qui n'ont pas fait de blessés, se sont produites dans la soirée du mercredi 20 novembre et dans la matinée du jeudi 21 novembre à Paris, a-t-on appris de source policière. Les explosions - la première dans un bureau de poste de la rue Mariotte (17^e arrondissement) et la seconde dans un local destiné à des réunions d'étudiants américains, rue de Valenciennes (14^e) - ont provoqué d'importants dégâts matériels. Des tracts signés par le groupe gauchiste Gracchus Babeuf, dénonçant le sommet des pays francophones et l'attitude des pays occidentaux à l'égard de la Libye, ont été retrouvés sur les lieux. - (AP).

AMÉRIQUES

HAITI

Le Venezuela s'efforce de favoriser une solution négociée de la crise

Le président Jean-Bertrand Aristide devait rencontrer à Carthagène (Colombie), vendredi 22 novembre, une délégation de parlementaires haïtiens, afin de trouver, sous les auspices de l'Organisation des États américains (OEA) une issue négociée à la crise née du coup d'État du 30 septembre à Port-au-Prince. La solution envisagée, à laquelle travaille notamment le Venezuela, repose sur un gouvernement de coalition, avec l'agrément du Père Aristide et des parlementaires, lesquels réclament en priorité la levée des sanctions internationales.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Le gouvernement vénézuélien est résolu à maintenir toute la pression économique sur les putschistes haïtiens, mais il s'efforce en même temps de persuader le Père Aristide, exilé à Caracas, de ne pas s'enfermer dans la position intransigeante qu'il a adoptée depuis le coup d'État du 30 septembre, dans l'intérêt même du rétablissement de la démocratie en Haïti. « Cette restauration démocratique est une question de principe qui ne souffre pas de discussion », nous a déclaré le président Carlos Andrés Pérez. Pour toute l'Amérique latine, c'est vital. Si nous devions perdre cette bataille, qui demain pourrait faire reculer les militaires tentés par un coup de force dans d'autres pays de l'hémisphère ? Au Suriname, le commandant Desi Bouterse a dû céder et accepter des élections générales. Il faut continuer dans cette voie, aujourd'hui que l'Organisation des États américains, si souvent et si justement décriée dans le passé, manifeste un dynamisme et une résolution exemplaires. »

Le gouvernement de Caracas, favorable dans un premier temps à une intervention militaire de l'OEA en Haïti pour faire céder les « tombeurs » du Père Aristide, estime aujourd'hui que l'embargo strictement appliqué peut obtenir les mêmes résultats. « Le Venezuela fournit 100 % de son pétrole à Haïti. Et nous avons fermé le robinet. Les effets devraient être rapides... », explique M. Carlos Andrés Pérez. Encore faut-il que l'embargo soit appliqué. Or, il apparaît que la frontière entre Haïti et la République dominicaine reste largement ouverte, permettant des livraisons plus ou moins clandestines de pétrole aux militaires haïtiens. Ce n'est pas un secret d'État : le gouvernement Balaguer est hostile depuis le début au Père Aristide, considéré à Saint-Domingue comme un « dangereux gauchiste et un irresponsable ». Caracas a très nettement mis en garde le gouverne-

ment dominicain contre le non-respect de l'embargo, laissant entrevoir une suspension des livraisons pétrolières à Saint-Domingue.

M. Pérez multiplie les contacts pour renforcer le consensus international contre les putschistes. Il s'est récemment entretenu par téléphone avec M. Bush à Washington (qui, a-t-il dit, a un « comportement exemplaire ») et avec M. Mitterrand. Il a aussi conversé avec M. Ramírez Ocampo, ancien ministre colombien des affaires étrangères et chef de la mission de l'OEA en Haïti. Celui-ci fait preuve d'un optimisme « modéré » après l'accord conclu le 13 novembre à Port-au-Prince avec des parlementaires haïtiens pour la mise au point de la négociation qui devait s'ouvrir vendredi 22 novembre à Carthagène en Colombie, entre le président déposé et une délégation parlementaire haïtienne.

« Agir avec sagesse »

« La position des forces armées haïtiennes », dit M. Ramírez Ocampo, reste peu claire et préoccupante. Les militaires haïtiens sont divisés et « l'état-major lui-même est incapable de donner des garanties sérieuses ». La majorité des membres de la mission de l'OEA ne serait plus favorable à un retour « immédiat » du Père Aristide et souhaiterait agir avec « sagesse » et tenter de répondre aux « accusations de violation des droits de l'homme formulées par les adversaires du gouvernement Aristide à son encontre ».

On déplore à l'OEA comme à Caracas l'attitude qualifiée de « d'intransigeance et butée » du Père Aristide. Ce dernier estime qu'il est « le président constitutionnellement élu d'Haïti » et qu'il a donc « tous les droits de promotion et de nomination ». On ajoute dans les milieux dirigeants de Caracas : « Il est « légitime » de dire que l'embargo politique pendant ces sept mois de pourvoi qu'il n'a pas cherché à renverser les chefs de file modérés de l'opposition, et qu'il a effrayé la bourgeoisie militaire, les commerçants, les hommes d'affaires et les possesseurs en multipliant les appels enflammés à ses partisans ». Deux jours avant le coup d'État, le Père Aristide déclarait publiquement que « le temps était venu pour les riches de partager avec les pauvres ou d'affronter leur colère ».

Seul un contrôle militaire impitoyable empêche les partisans exaspérés du Père Aristide de descendre dans la rue, estime le président vénézuélien. A Caracas, l'ancien curé salésien bénéficie en tout cas d'un traitement de chef d'État et sa protection est assurée par une impressionnante escorte militaire.

MARCEL NIEDERGANG

Des dizaines de « boat people » ont disparu dans un naufrage

Un navire transportant clandestinement quelque deux cents réfugiés haïtiens vers les États-Unis a fait naufrage jeudi 21 novembre au large des côtes orientales de Cuba. Selon le dernier bilan, vingt-neuf personnes sont mortes et cent douze sont portées disparues. Les garde-côtes de La Havane ont récupéré soixante naufragés. Le navire, un voilier, n'était pas à même d'affronter les très forts vents soufflant dans la nuit entre les deux îles.

L'imposition d'un embargo à l'encontre de Port-au-Prince, après le coup d'État du 30 septembre contre le président Aristide, a accéléré l'émigration clandestine de Haïtiens réduits à la misère. En novembre, les garde-côtes américains ont intercepté 1375 de ces « boat people ».

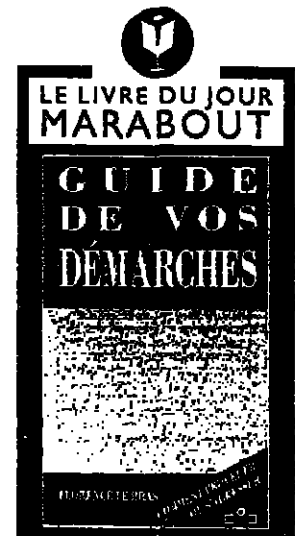
Par ailleurs, une vingtaine de jeunes partisans du président Aristide occupent depuis mercredi 20 novembre le consul canadien à Port-au-Prince et scandent par les fenêtres des slogans hostiles au général Cédras, auteur du coup d'État. - (AFP, AP, Reuters.)

LE MONDE diplomatique

Novembre 1991

- **ÉTATS-UNIS** : L'Amérique de M. Bush ne renonce pas à la puissance militaire, par Richard J. Barnet. - Déficit budgétaire ou déficit social ?, par Jacques Decroix.
- **DÉFENSE** : Washington s'assure la suprématie dans la nouvelle donne stratégique, par Paul-Marie de La Gorce. - Un bilan de la politique de défense réaganienne, par Jean Klein.
- **EUROPE DE L'EST** : La Serbie dans le bourbier de la guerre, par Catherine Samary. - L'affrontement yougoslave vu d'Albanie, par Odette Marquet et Christiane Montecot. - Les lenteurs de la reconstitution roumaine, par Jean-Yves Potel. - La Slovaquie tentée par la séparation, par Joseph Yacoub.
- **URSS** : L'union est morte, vive la communauté économique ?, par Jean Radanyi.
- **MÉDIAS** : La guerre des chaînes d'information, par Yves Eudes.
- **CULTURE** : Retrouver la violente beauté de la symphonie urbaine, par Pierre Armand.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



THE NAVY IS STILL PLANNING
La presse américaine :
Armée surpuissante cherche TO FIGHT
ennemi sérieux pour conflit durable.
WORLD WAR III.
Cette semaine, en français, dans **Courrier International.**

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL, vous ne le lirez jamais.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à l'issue de trois jours de travaux

Le congrès du Parti travailliste a renvoyé dos à dos « colombes » et « faucons »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Les « colombes » ont vaincu, les « faucons » aussi, mais c'est la victoire travailliste au complet qui risque de tout perdre aux prochaines élections. » Pour être schématisé et quelque peu irrespectueux, ce commentaire sur le cinquième congrès travailliste israélien n'est peut-être pas totalement inexact. Au fil des trois jours de ses travaux, le parti, dont l'image auprès du public s'est nettement brouillée ces dernières années, est souvent apparu ambigu et parfois confus. A preuve, le vote de cette résolution « révolutionnaire », jeudi 21 novembre au soir, en faveur d'une meilleure séparation entre religion et État en Israël.

Approuvé par 390 députés contre 302, alors que le congrès comprenait en principe près de trois mille votants et que la plupart d'entre eux étaient sortis de la salle, le texte, présenté par une célèbre « colombe », M. Avraham Burg, écartait les représentants « des institutions religieuses d'usage des valeurs de la démocratie » pour soumettre chaque année le maximum de fonds publics en faveur de leurs établissements. Au total, la résolution albait définitivement les électeurs pratiquants et interdit de facto toute possibilité d'alliance politi-

que entre les travaillistes et les partis religieux. C'est pourquoi la direction du parti, qui s'est déclarée surprise par ce texte, a décidé de le faire abroger aussitôt que possible.

Ancien chef du gouvernement et président d'un parti qui a perdu l'exclusivité du pouvoir il y a quatre ans, M. Shimon Pérès, soixante-huit ans, était particulièrement furieux de l'incident. D'autant plus qu'il était finalement parvenu à sauvegarder l'unité de son organisation en convainquant une majorité des députés d'oublier tous les amendements que les uns et les autres avaient déposés, pour se rallier autour d'une série de compromis préparés par les attachés du parti. Le vieux mouvement de Ben Gourion, que les sondages créditaient aujourd'hui d'à peine un quart des intentions de vote - 22 % selon certaines enquêtes - se remet mal, en réalité, de voir ses idées, en matière de paix avec les voisins arabes de l'État juif appliquées avec plus ou moins de bonheur par le gouvernement rival du Likoud.

Ainsi les travaillistes se réjouissent-ils de « l'ouverture des négociations à Madrid », peut-on lire dans le document politique approuvé, « et ils y voient la preuve qu'ils avaient choisi la bonne voie ». Mais, malgré cela, la direction se démarque du Likoud de M. Shamir sans verser

« Seuls les écrits comptent », disent les « colombes », et c'est vrai qu'aucun article de la plateforme du Labour n'interdit plus explicitement les contacts avec la centrale palestinienne. « C'est la première fois, et c'est un énorme progrès », se félicitait ainsi M. Uzi Baram, une « colombe » de la Knesset. « Il y a même un passage, ajoutait-il, qui prévoit qu'une « représentation palestinienne », sans plus de précision, pourra être autorisée à négocier avec Israël, des lors qu'elle aura rejeté le terrorisme, reconnu Israël et accepté les résolutions 242 et 338 des Nations unies. » Trois mesures que l'O.L.P. justement, affirme avoir déjà intégrées à son programme...

Bref, les travaillistes apparaissent désormais moins figés

que le Likoud quant à l'identité de ceux avec qui ils sont prêts à traiter de la paix. Mais quelle paix et à quel prix ? Les résolutions sont moins nettes. Dans le même temps les députés ont bien voulu reconnaître « les droits nationaux » des Palestiniens, tout en leur refusant « le droit à l'autodétermination » qui était proposé, tel quel, par les « colombes ».

Le Labour s'est prononcé pour la suspension de la colonisation juive des territoires occupés « pendant une année », à l'exception « de Jérusalem et de la vallée du Jourdain », et cela, au moins, c'est clair. En revanche, les auteurs de la plateforme ont cherché à concilier les positions les plus opposées en ce qui concerne le sort du Golan, ce plateau naguère syrien, occupé par Israël depuis 1967 et annexé depuis dix ans. « Pour le renforcement » des implantations juives existantes sur ce territoire, pour « la poursuite de la présence et du contrôle civil et militaire d'Israël » sur le plateau, le parti se prononce également en faveur de compromis territoriaux dans cette région « de haute importance pour la sécurité de l'État ». Sur ce point, même le très « faucon » Rabin a surpris tout le monde en se déclarant favorable à l'abandon « de kilomètres » de territoire, y compris sur le Golan, en échange de la paix.

PATRICE CLAUDE

Les suites de l'attentat contre le DC-10 d'UTA

M. Mitterrand réaffirme sa volonté de « ne pas laisser impuni l'assassinat de nos compatriotes »

Le président François Mitterrand a réaffirmé jeudi 21 novembre que son « gouvernement a profondément à cœur de ne pas laisser impuni l'assassinat de nos compatriotes » tués dans l'attentat en Afrique contre l'avion d'UTA, pour lequel la justice française a mis en cause des agents libyens.

Intervenant lors de la conférence de presse du sommet francophone de Chaillet, M. Mitterrand a en outre rappelé ce qu'il avait affirmé vendredi à Bonn, à savoir qu'il y aurait du nouveau d'ici à lundi dans l'attitude des Occidentaux envers la Libye. « Il semble qu'il faille un peu plus de temps pour arriver à une réaction, a-t-il relevé.

Entre-temps, la politique entre Jérusalem et Washington ne poursuit. Les États-Unis ont mis jeudi Israël au défi d'apporter la preuve d'un rôle de la Syrie dans l'attentat contre un Boeing de la PanAm au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie en 1988. Un responsable israélien avait déclaré que les services de renseignement de Jérusalem restaient convaincus qu'un groupe palestinien basé en Syrie était responsable de l'attentat, qui avait fait 270 morts (le Monde du 22 novembre).

Réagissant aux informations publiées à ce propos par le New York Times, M. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État,

a déclaré : « Si cette personne (le responsable israélien) a des preuves, qu'elle les produise. » Il serait « injuste que ce responsable anonyme affirme cela alors que le gouvernement israélien (...) a été très précisément informé par notre gouvernement de toutes les preuves dont nous disposons », a-t-elle ajouté.

D'autre part, les États-Unis ont souligné ironiquement « bonne chance » au chef d'une faction palestinienne qui prétend les poursuivre en justice pour diffusion parce qu'il a été soupçonné d'être responsable de l'attentat de Lockerbie. Les enquêteurs américains et britanniques avaient très vite soupçonné le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) de M. Ahmed Jibril. Finalement, seule la Libye a été officiellement mise en cause la semaine dernière.

M. Jibril a affirmé jeudi qu'il allait poursuivre en justice les États-Unis en son nom personnel et au nom de son organisation pour diffusion. « Pendant trois ans, les Américains nous ont accusés de cet attentat et à travers nous la Syrie. Maintenant, ils colent l'accusation à la Libye, demain ce sera peut-être l'Irak. Ces gens changent de victime comme de chemise », a-t-il affirmé dans une conférence de presse à Beyrouth. - (AFP, AP)

LIBYE : les félicitations de Tripoli à M. Chevardnadze

Les paradoxes du colonel Kadhafi

Le colonel Kadhafi avait été l'un des rares chefs d'État à féliciter M. Guennadi Ianaev, le principal responsable du coup d'État du 19 août contre M. Gorbatchev, pour son « acte historique courageux ». Même après l'échec du putsch, le « guide de la révolution », avait profité de toutes les occasions pour dénoncer le dirigeant soviétique responsable selon lui de la liquidation du « socialisme » en URSS et du démantèlement de l'URSS. M. Gorbatchev lui avait d'ailleurs, après son retour au pouvoir, répliqué sur le ton badin, en affirmant qu'il avait reçu des messages de soutien des « dirigeants du monde entier à l'exception de Saddam Hussein, de Kadhafi et de Rubik », le premier secrétaire du PC letton, violemment opposé à la perestroïka.

Les relations entre Moscou et Tripoli, jadis au beau fixe, s'étaient détériorées bien avant le coup d'État du 19 août, le colonel Kadhafi voyant d'un mauvais œil le rapprochement graduel de la politique étrangère de Moscou, dont l'un des principaux artisans a été M. Edouard Chevardnadze, de cette suivie par les Occidentaux en général et les États-Unis en particulier. La « guide » de la Jamahiriya a toujours été contre les « compromissions » de

Moscou concernant le problème palestinien, et n'a pas du tout apprécié la décision de l'URSS de « permettre aux juifs soviétiques d'émigrer en Israël ».

Dans ce contexte, les félicitations qu'il vient d'adresser à M. Chevardnadze, par l'intermédiaire du chef de la diplomatie libyenne, M. Ibrahim El Béchant, pour son retour à la tête du ministère soviétique des affaires étrangères, constituent un nouveau tournant dans la politique de l'imprévisible colonel.

Ce dernier aime les paradoxes. Fin septembre, alors que partout en URSS et dans les pays de l'Est on déboulonnait les statues des dirigeants historiques, les Libyens déclaraient d'honneur Lénine, Staline, Khrouchchev et Brejnev, « ces grands révolutionnaires qui ont contribué à changer le monde et ont été les amis et les partisans du monde arabe », en leur accordant au cours d'une cérémonie publique organisée à l'occasion de la Journée de la loyauté, la médaille de la Grande Révolution libyenne. Une façon comme une autre d'affirmer, une fois de plus, que M. Gorbatchev et ses amis ont trahi la cause de l'amitié avec les pays arabes et ont contribué à la régression de l'URSS. - J. G.

JORDANIE

Le nouveau gouvernement ne comporte pas de grands changements

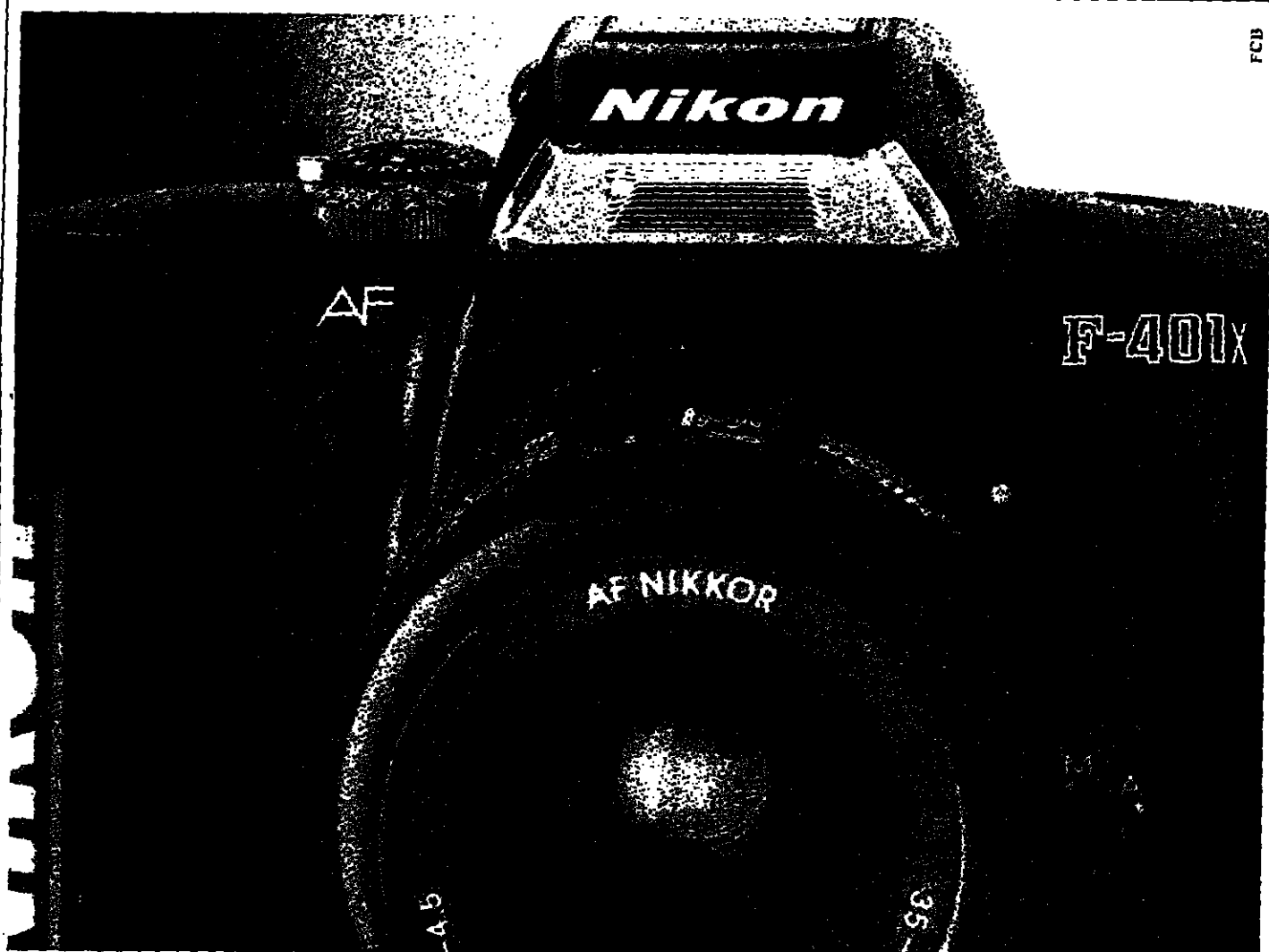
Le nouveau premier ministre jordanien, le maréchal Zeid Ben Chaker, a formé jeudi 21 novembre un gouvernement de vingt-neuf ministres ne comportant pas d'importants changements. M. Ben Chaker avait été officiellement nommé à la suite de l'acceptation par le roi Hussein de la démission du premier ministre sortant, M. Taher Masi.

M. Ali Suheimat, qui occupait déjà le même poste dans le gouvernement sortant, et M. Dhoulan Hindawi, chef du bloc destourien au Parlement, qui avait signé la motion de défiance ayant entraîné la démission de M. Masi, sont tous deux vice-premiers ministres. Le gouvernement de M. Ben Chaker comprend aussi quatorze ministres du cabinet sortant. Dix députés en font partie. Les titulaires des postes des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'information et des finances demeurent inchangés. Les Frères musulmans

ne participent pas au nouveau gouvernement, comme c'était le cas pour celui de M. Masi. Toutefois un député islamiste indépendant, M. Atif Btoush, est chargé du ministère des affaires parlementaires.

Par ailleurs le ministre de la culture, M. Khaled Karaki, a été nommé par décret royal conseiller politique du roi en remplacement de M. Adnane Abou Audén, qui devient chef du cabinet royal à la place de M. Ben Chaker.

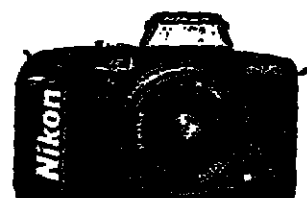
Dans un message publié à l'occasion de la formation du gouvernement, le roi Hussein a souligné que la « tâche la plus importante de ce gouvernement dans l'étape actuelle est la poursuite de la participation au processus de paix ». Le souverain a appelé à « la mobilisation de tous les efforts et énergies en vue d'assurer le succès de ce processus qui n'est qu'à son début ». - (AFP)



Nouveau Nikon F-401x.

Quand on s'y connaît en photo on choisit un Nikon, quand on n'y connaît rien aussi, d'ailleurs.

Ceux qui s'y connaissent en photo seront heureux d'apprendre que le nouveau Nikon F-401x a intégré les technologies qui ont fait le succès des boîtiers professionnels Nikon. La mesure matricielle, par exemple, analyse la lumière et le contraste de l'image, et détermine la meilleure exposition selon 25 programmes établis à partir de l'observation de 100 000 cas de photos. Ceux qui n'y connaissent rien seront encore plus heureux d'apprendre que tout cela se passe en une fraction de seconde dans l'ordinateur du F-401x, simplement en effleurant le déclencheur. Ils pourront dès lors se consacrer entièrement à la composition de leur image, sans se soucier de la technique. Prix indicatif sans objectif, moins de 2900 F.



Nikon

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue de Marche Rolley 94504 Champigny-Mareuil Cedex

هذا هو المثل

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : avant le sommet de Maastricht

M. John Major a obtenu un large soutien parlementaire sur l'Europe

LONDRES

de notre correspondant

Les partenaires européens de la Grande-Bretagne retiendront du débat sur l'Europe qui s'est déroulé aux Communes, que le premier ministre dispose d'un large soutien parlementaire pour négocier lors du sommet des chefs d'Etat de la CEE le 9 décembre à Maastricht. Tel était d'ailleurs le but de M. John Major en organisant ce débat. Les résultats du vote qui est intervenu, jeudi soir 21 novembre, sont sans ambiguïté : la motion gouvernementale qui affirme la volonté de placer la Grande-Bretagne « au cœur de l'Europe » a été adoptée par 351 voix contre 250. Comme prévu, il ne s'est trouvé qu'une quinzaine de parlementaires conservateurs pour manifester leur défiance. Neuf d'entre eux se sont abstenus, dont M. Norman Tebbit, chef de file des « euro-sceptiques », et six autres ont voté contre le gouverne-

ment. Le Labour a lui aussi affiché ses divisions internes : vingt parlementaires se sont abstenus sur le texte présenté par le chef de l'opposition, M. Neil Kinnock.

M. Major s'est félicité d'un vote de confiance pour le gouvernement dans la conduite des négociations. Ce débat a, d'autre part, montré pour la première fois, que M. Major ne craignait pas de s'opposer directement à son prédécesseur, M. Thatcher qui, mercredi, avait demandé l'organisation d'un référendum sur la question de la monnaie unique. Alors que le 10 Downing Street affichait une attitude conciliante mercredi soir, M. Major a dissipé toute ambiguïté le lendemain : il n'y aura pas de référendum avant ou après Maastricht. Mais un affrontement ultérieur entre M. Thatcher et son successeur est d'autant plus probable que le gouvernement britannique est prêt à faire des concessions pour obtenir un accord à Maastricht.

LAURENT ZECCHINI

o TCHÉCOSLOVAQUIE : manifestation de soutien à M. Vaclav Havel. - Environ 40 000 personnes se sont rassemblées, jeudi 21 novembre, sur la place Venceslas de Prague, pour manifester leur soutien au président Vaclav Havel au maintien de l'Etat tchécoslovaque. S'adressant à la foule, le chef de l'Etat a annoncé que le Parlement discuterait dès sa session de décembre de la possibilité de recourir à un référendum sur l'avenir de la Fédération si 20 % des électeurs, au moins, en font la demande dans l'une des deux

Républiques, tchèque et slovaque. - (AFP).

o BULGARIE : rétablissement de l'enseignement en turc. - Le gouvernement bulgare a décidé par décret, jeudi 21 novembre, d'autoriser l'enseignement de la langue turque dans les écoles à partir de février prochain, indique l'agence BTA. Les élèves de la minorité turque, forte de neuf cent mille personnes, boycottaient les classes depuis le début de l'année scolaire pour revendiquer le rétablissement de l'enseignement dans leur langue, interrompu depuis six ans. - (AFP).

YUGOSLAVIE : dans le but de prévenir une nouvelle bataille

M. Bernard Kouchner demande à une série de personnalités de venir à Dubrovnik

Alors que Dubrovnik craint que le départ des observateurs étrangers ne soit le signal d'une entrée de l'armée fédérale dans la ville, M. Bernard Kouchner a appelé, vendredi 22 novembre, des personnalités comme les anciens présidents Jimmy Carter ou Valéry Giscard d'Estaing à venir sur place pour éviter une nouvelle bataille.

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

Du temps de la Yougoslavie - il y a un siècle ! -, Mokovice, avec ses seize mille habitants, était considéré comme un des faubourgs « chic » de Dubrovnik : « Ces immeubles, ils étaient les plus chers de tout le pays », dit un étudiant avec un mélange de fierté et de dépit. Car aujourd'hui, Mokovice n'est plus qu'une cité « entre parenthèses ». Quatorze mille de ses habitants l'ont fuie et la plupart de ceux qui sont restés n'ont qu'un désir : partir. N'importe où, pour ne plus vivre dans l'angoisse d'une guerre absurde.

« Je croyais que je ne pourrais jamais quitter ma maison ; maintenant je vais le faire dès que possible », affirme G. La peur s'est installée et elle ne veut pas que son nom soit cité. « Sinon, ils pourraient me retrouver », explique-t-elle en montrant du menton les hommes de l'armée fédérale qui a totalement occupé la ville, mardi 19 novembre, après l'avoir étran-

glée pendant des semaines. Ce jeudi, les militaires mènent des opérations « humanitaires » devant la télévision yougoslave, arrivée ici comme par enchantement. Distribution d'eau - coupée depuis des semaines - et de marchandises introuvables depuis cinq jours. Mais croient-ils vraiment, ces trois jeunes réservistes fédéraux, qu'ils sont là, comme on le leur dit depuis le début du conflit, pour protéger les habitants de Mokovice contre les oustachis croates ? Impossible en tout cas de les faire changer un tant soit peu d'avis. « Avant, nous étions amis ; maintenant, depuis que les oustachis sécessionnistes sont au pouvoir en Croatie, c'est la guerre », est plus, ajoutent-ils, sans le moindre serbe, sans nous, que deviendrait la Croatie et la Slovénie ? ».

Soldats

énervés

Les habitants de Mokovice, ceux qui restent, écoutent ces dialogues en hochant la tête. Certains d'entre eux commencent à parler avec les « fédéraux » : après tout, ils utilisent la même langue. Mais sans grand succès. Et pourtant ce jour-là, ce sont les plus présentes - présence des journalistes étrangers oblige ! - des troupes fédérales qui sont là. Des commandos montagnards, par exemple, se sont volatilisés. Les Monténégriens, les plus pauvres de la « fédération », qui lorgnent sur Dubrovnik-la-Riche, depuis si longtemps !

Pour la deuxième journée consécutive, M. Bernard Kouchner a tenté jeudi de mettre d'accord les différentes parties concernées sur un compromis minimum. Sous un abri de fortune, le ministre français a réuni autour de lui les responsables de l'armée fédérale, de la Croix-Rouge et des représentants de Mokovice et de Dubrovnik. L'objectif est de créer entre les deux villes un couloir humanitaire pour ceux qui veulent partir. Depuis deux semaines, quatre navires ont déjà convoyé des réfugiés ; le quatrième, le bateau-hôpital français la *Rance*, devait quitter le port vendredi matin, avec plus de deux cents réfugiés à bord.

Si M. Bernard Kouchner a pu obtenir des responsables de l'armée fédérale qu'un autocar puisse faire quotidiennement un ou deux allers-retours entre Mokovice et Dubrovnik, les négociations restent toujours en revanche sur l'objectif essentiel, à savoir la démilitarisation de Dubrovnik. Alors que les discussions battaient son plein, les troupes fédérales gagnaient encore du terrain sur la route menant à Dubrovnik, ce qui les mettait à moins de deux kilomètres des portes de la cité. Combattus par des miliciens croates cachés dans les collines, les fédéraux ont perdu un homme dans l'affrontement. Faisant apparemment contre mauvaise fortune bon cœur, les responsables de l'armée demandèrent à leurs troupes de revenir sur leurs anciennes positions. Des troupes considérablement énervées par les quelques

centaines de mètres gagnés puis perdus et par la mort d'un des leurs. Mauvais augure : les militaires ont fait savoir qu'ils ne participeraient pas vendredi matin, comme prévu, à la poursuite des négociations.

Apparemment, les responsables fédéraux semblent avoir de plus en plus de mal à contenir certaines de leurs troupes qui n'ont qu'une envie : descendre sur Dubrovnik et en découdre. Les habitants, qui savent que les militaires les encerclent totalement, craignent que la prise de Dubrovnik ne commence dès que les quelques observateurs étrangers auront quitté la ville. Dans ces conditions, la mission de M. Kouchner aura eu au moins un mérite : démontrer que tous les efforts ont été faits pour tenter d'éviter la pire, c'est-à-dire que Dubrovnik ne soit un second Vukovar. Dans cette perspective, le secrétaire d'Etat a lancé vendredi matin un appel solennel pour qu'un certain nombre de personnalités, comme les anciens présidents Jimmy Carter ou Valéry Giscard d'Estaing, le président de l'UNESCO ou M. Jean d'Ormesson, se rendent à Dubrovnik pour transformer cette ville en une « cité internationale ». Il en appelle aussi à M. Perez de Cuellar pour qu'il intervienne en ce sens. Un bateau de l'UNICEF pourrait accueillir différentes personnalités regroupées à Paris pour les amener à Dubrovnik.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le Monde



ENTREPRISES, MÉDIAS : des liaisons dangereuses ?

4^e séminaire Sciences-Po - Le Monde

mardi 26 novembre 1991

MATIN

Présidence : René RÉMOND

9 h

Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT

9 h 15

LA COMMUNICATION DANS L'ENTREPRISE : AVEC OU SANS LES MÉDIAS ?

Séance introduite par Elie COHEN

* Des stratégies de communication contrastées :
Christian BLANC
Pierre DELAPORTE
Jean DROMER
Jean-Louis MISSIKA

Animateur : Manuel LUCBERT

11 h

LE RECOURS AUX MÉDIAS : DU NARCISSISME A LA DOMESTICATION ?

Séance introduite par Patrice ALLAIN-DUPRÉ

* De l'usage de la presse par les entreprises :
Alain MINC
Nina MITZ
Patrice KREIS

Animateur : Michel COLONNA D'ISTRIA

12 h 45

Déjeuner

APRÈS-MIDI

Présidence : Jacques LESOURNE

14 h 15

LES MÉDIAS FACE AUX ENTREPRISES : UNE INFORMATION SOUS INFLUENCE ?

Séance introduite par Bruno FRAPPAT

* L'opinion des journalistes :
E.S. BROWNING
Emmanuel de LA TAILLE
Didier POURQUERY
Federico RAMPINI
Philippe RIES

Animateur : Roland CAYROL

16 h

SITUATIONS DE CRISE : LES MÉDIAS, INSTRUMENTS DE GUERRE ?

Séance introduite par Yves MAMOU

* L'information, nouvel enjeu dans les crises :
Jean-Bernard PINATEL
Pierre-Yves TANGUY
Marc VIENOT
Patrick ZELNIK

Animateur : Alain FAUJAS

17 h 45

CONCLUSION DU SÉMINAIRE :

Jacques LESOURNE

Ce séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS

Programme détaillé et inscriptions : Institut d'Études Politiques de Paris - Service formation continue
215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 45-49-11-76 - 45-49-51-94

Les fantômes de Vukovar

Suite de la première page

Des carcasses de voitures calcinées, des clochers d'églises démolies... Ce sont les images de désolation d'une ville mixte où vivaient des Serbes, des Croates et une vingtaine de minorités ethniques.

Depuis lundi 18 novembre, jour de la reddition des forces croates, quelque dix mille civils tapés pendant près de trois mois dans les abris ou les caves de leur maison ont été évacués par l'armée fédérale. Jeudi, les derniers résidents de l'enfer qu'étaient Vukovar. Dans les ruines, il ne restait plus que des hommes en uniforme, le fusil à l'épaule, des soldats fédéraux, mais surtout des Serbes de Vukovar chargés, sous le commandement de l'armée yougoslave, d'assurer le contrôle de la ville, car le gros des troupes qui avaient participé à la bataille de Vukovar était déjà parti avec les chars sur un autre front un peu plus à l'ouest, sans doute vers Vinkovci et Osijek.

En plein cœur de la ville, au milieu des ruines : l'hôpital. Le bâtiment est endommagé mais tient toujours debout. Déménagé dans les sous-sols, l'équipement médical a été sauvé. La salle d'opération est restée fonctionnelle jusqu'au bout. Lundi 18 novembre, il y avait encore quatre cents blessés. En trois jours à peine, l'armée fédérale les a transportés vers des hôpitaux de Serbie. Jeudi, il restait encore vingt-deux blessés, civils pour la plupart. Serbes et Croates, entassés dans une salle sans électricité. Douze devaient être évacués dans l'après-midi, les dix autres ont demandé à rester à Vukovar.

Dans la cour de l'hôpital, sur des brancards, des cadavres. De l'autre côté de la rue, dans la cour d'une maison... d'autres cadavres, la plupart numérotés, gisent à même le sol. Près de soixante-dix corps qui n'avaient pas encore été enterrés et qui provenaient, à en juger par les sous-vêtements, de l'hôpital. Certains étaient visiblement mutilés par les explosions ou la torture... Selon les spécialistes, seule une autopsie permettrait de le savoir.

Il était bien difficile de s'orienter dans ces ruines qui s'effritaient, jeudi, dans le brouillard. Au bord du Danube, on reconnaissait pourtant l'hôtel Danav, une construction moderne perdue sur tous ses flancs. Le parvis de l'hôtel est défoncé. La vaste terrasse qui surplombait le Danube a été littéralement démolie par les bombardements. La grande salle fréquentée cet été par la garde nationale croate servait désormais de cantine aux officiers fédéraux.

A environ 2 kilomètres de la ville : la caserne fédérale, qui avait été encerclée et bloquée fin septembre par les forces croates. Le blocus

avait duré vingt-trois jours. Ensuite, elle était devenue la base de commandement de toutes les forces fédérales qui ont participé à « la libération de Vukovar ». Dans un des bâtiments aux vitres cassées, « les héros de la bataille de Vukovar » - en l'occurrence l'armée - les réservistes et les volontaires serbes, avaient organisé, jeudi, un briefing pour la presse.

Pour eux, la bataille de Vukovar est « le symbole de la lutte la plus acharnée contre le fascisme ». Les fédéraux affirment qu'ils se battent en Croatie contre le fascisme et contre la politique du fait accompli des autorités sécessionnistes de Zagreb. Par ailleurs, ils accusent l'adversaire d'avoir commis un véritable génocide contre le peuple serbe de Vukovar et appelle les journalistes étrangers à transmettre la vérité sur les massacres de civils serbes dans cette ville martyre.

La preuve de ces atrocités serait notamment, selon l'armée fédérale, les cadavres qui gisent en face de l'hôpital. Mais comment savoir, avant d'avoir procédé à une identification rigoureuse des victimes, s'il s'agit de Serbes ou de Croates ? Les autorités de Zagreb n'accusent-elles pas les forces irrégulières serbes des mêmes atrocités ? Sans doute faudrait-il attendre que les passions s'apaisent pour connaître la vérité sur la bataille de Vukovar.

FLORENCE HARTMANN

URSS

Un hélicoptère transportant des médiateurs abattu dans le Haut-Karabakh

Vingt et une personnes - dont un vice-premier ministre azérbaidjanais, un vice-ministre du Kazakhstan, des députés de Russie, deux généraux soviétiques et deux journalistes azéris - ont trouvé la mort, mercredi 20 novembre, leur hélicoptère s'étant écrasé dans le Haut-Karabakh, où il se rendait dans le cadre de la mission de paix lancée en septembre par les présidents russe, M. Eltsine et tatar, M. Nazarbajev. L'appareil a été mitraillé, a déclaré jeudi un responsable du parquet d'Azerbaïdjan. - (AFP).

o Le président tchécoslovaque a levé la loi martiale. - Le président tchécoslovaque, Václav Havel, a levé, jeudi 21 novembre, la loi martiale qu'il avait décrétée dans la République du Caucase en réponse à l'état d'urgence proclamé le 8 novembre par le président Eltsine, et renvoyé sa garde nationale dans les casernes, selon Tass. - (AFP).

EUROPE

ALLEMAGNE : la visite du président russe

M. Boris Eltsine se pose en seul représentant sérieux de l'ex-URSS

Le drapeau russe flottait, jeudi 21 novembre, sur la chancellerie allemande, où le président Boris Eltsine est venu proposer une « sainte Alliance » à M. Helmut Kohl. Le dirigeant de toutes les Russies a proposé aux Allemands un marché « conforme aux intérêts des deux pays » : la main de la Russie contre leur aide pour sortir de la crise actuelle.

BONN

de notre correspondant

Les relations entre l'URSS et l'Allemagne, a déclaré M. Eltsine à l'issue de ses entretiens avec les responsables allemands, « ont un potentiel de développement énorme ». Le président russe s'est posé d'emblée en interlocuteur quasi unique issu de l'ancienne Union soviétique. Au cours du dîner que lui offrait le chancelier jeudi au palais Schomburg, il a souligné que le début de réalisation de son programme de transition vers le marché créait de bonnes conditions pour l'approfondissement de la coopération dans tous les domaines. Avec la Russie et l'Allemagne, a-t-il dit, nous avons



affaire aujourd'hui « avec deux nouveaux États ». M. Eltsine n'a pas évoqué en public la nouvelle Union en cours d'élaboration entre une partie des Républiques de l'URSS. Il n'a cessé d'insister dans la délégation allemande, de s'affirmer comme le seul interlocuteur sérieux, prêt à prendre si nécessaire en

charge les dettes des Républiques défilantes ou le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est. Pris entre son désir d'honorer le héros des journées d'août à Moscou et de ne pas mériter le président Gorbatchev, Bonn avait soigneusement mesuré le protocole. Si l'hymne russe a retenti pour la première fois

à la chancellerie, un seul entretien était prévu avec M. Kohl. Après les discussions, deux déclarations communes ont été signées. L'une prévoyant des « consultations régulières » entre les ministères des affaires étrangères, l'autre jetant d'une manière très générale les bases de la coopération entre les deux pays.

République de la Volga

A la satisfaction de Bonn, la Russie s'y déclare « décidée » à permettre de recréer sur la Volga une « République des Allemands », à laquelle l'Allemagne se déclare prête à assurer son aide. Mais M. Eltsine devant prendre en compte la résistance des populations russes locales, un accord définitif n'a pu être signé, comme on l'espérait initialement côté allemand. Les Russes proposent la création d'un territoire de 6 000 kilomètres carrés pris sur des terrains militaires appartenant assez fortement pollués et des zones peu peuplées de la région. Les Allemands s'y verraient reconnaître le droit de s'y constituer de façon autonome dans le cadre de la Fédération de Russie, à partir de trois cantons où ils sont déjà en majorité.

La déclaration souligne que les traités liant l'Allemagne et l'URSS s'appliquent, dans les relations entre Bonn et la Russie, en fonction « des nouvelles responsabilités constitutionnelles » de la Russie. Les Allemands ont tenu à y faire figurer un passage affirmant que l'établissement de relations financières entre les deux pays supposait que « la Russie participe de manière active et directe à l'élaboration et à la mise en place d'une structure juridique, contraignante pour servir la date extérieure de l'URSS ». Bonn a promis à la Russie de l'aider à reconstruire son économie, mais, prudent, le chancelier a souligné devant la presse qu'il ne pouvait agir que de concert avec ses partenaires occidentaux.

Au cours des échanges de toasts, M. Kohl a défendu une forme d'union entre les Républiques de l'URSS. Proposant en exemple les efforts des Européens de l'Ouest pour constituer une union politique, il a souligné à M. Eltsine, aux dirigeants des autres Républiques et de l'Union « mesure et largeur de vue » pour résoudre les changements de structure en cours. Il s'est prononcé pour le maintien et la consolidation « des imbrications existant entre les Républiques, notamment dans les domaines de la sécurité, de l'économie et des infrastructures ».

La susceptibilité du président Eltsine en la matière a éclaté à propos de l'affaire Honecker. Tous ces derniers jours, à la suite des déclarations du ministre russe de la Justice revendiquant la responsabilité de son gouvernement en la matière, la presse allemande spéculait sur une éventuelle expulsion vers l'Allemagne de l'ancien chef de la RDA.

Pressé, par un chancelier Kohl épuisé, à prendre publiquement position, M. Eltsine a fini par concéder que le problème restait du ressort du président Gorbatchev. Non sans aigreur : « Je ne me suis pas occupé de ce problème. Je croyais qu'il revenait de la compétence de M. Gorbatchev. Je lui en ai déjà tellement parlé que je ne voulais pas lui en enlever une de plus », a-t-il lancé à la stupéfaction de l'auditoire. Il a affirmé que M. Honecker n'allait pas être « bouffé » s'il était remis à la justice allemande, qu'il était pour cette solution et qu'il l'opposait en tout état de cause à ce qu'il reste sur le territoire de la Russie où il est entré « illégalement ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

HENRI DE BRESSON

BELGIQUE : les élections législatives du 24 novembre

La classe politique prédit de longues négociations sur la formation de la future coalition

La campagne en vue des élections législatives, dimanche 24 novembre en Belgique, a été dominée par les sempiternelles querelles communautaires. De l'avis général, les négociations sur la formation du futur gouvernement de coalition seront particulièrement longues.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Ce sera la négociation la plus difficile de l'après-guerre », M. Guy Spitaels affiche ses inquiétudes à propos des lendemains d'élections, quand il s'agit de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement de coalition et de se partager les portefeuilles. Il parle en connaissance de cause. Président du PS francophone, il fait partie des « bellarmistes », c'est-à-dire des chefs de formations nationales appelés au palmarès. Après les élections de décembre 1987, la sortie de la crise se fit attendre cinq mois, tant les résultats du scrutin présentaient de multiples combinaisons.

Il est douteux que le verdict des urnes soit plus clair, dimanche 24 novembre. Au contraire, on s'attend à un éparpillement des voix. Les ultranationalistes devraient progresser dans une Flandre particulièrement divisée; les écologistes pourraient mordre sur le PS en Wallonie, notamment à Liège où la gestion du parti dominant a donné lieu à quelques scandales et à beaucoup de querelles intestines. Deux nouveautés dans cette campagne: la candidature du premier ministre flamand, M. Wilfried Martens, à Bruxelles, en majorité francophone, et le thème de l'immigration enroulé par les libéraux et la formation ultranationaliste, le Vlaams Blok (le Monde des 21 et 22 novembre). Mais, globalement, les partis traditionnels se sont de nouveau com-

plés dans les conflits communautaires.

La plupart des tracts glissés dans les boîtes aux lettres tournent autour de la « place » respective des Flamands, des Wallons et des Bruxellois dans la nation, sans trop entrer dans des détails institutionnels, longtemps exposés dans la presse, mais rébarbatifs pour les buveurs de gueuze. En gros, il s'agit de poursuivre la « réforme de l'Etat », chantier juridique rouvert en 1988, dans le cadre de la plateforme gouvernementale négociée entre les partis, et visant à transférer une part croissante des compétences nationales aux régions et aux communautés linguistiques. Beaucoup a déjà été fait en août 1988, avec le transfert de l'enseignement aux communautés, et en janvier 1989, avec la création de la « Région de Bruxelles-capitale ». Ces entités, dotées de compétences en matière d'économie, d'aide sociale, de culture, gèrent déjà environ 50 % des anciennes dépenses de l'Etat. Des Wallons voudraient y ajouter la coopération, le commerce extérieur et l'agriculture. Des Flamands réclament en demandant l'élargissement de l'actuel système national de sécurité sociale, ce qui sera un des terrains d'affrontement des prochains mois.

« Ce pays se sépare »

Les deux grands syndicats, chrétien et socialiste, ont pris position contre le démantèlement de la sécurité sociale. Malgré des tensions internes, ils ont conservé leur structure nationale, contrairement aux partis, et c'est peut-être une des dernières chances du royaume. Libéraux, sociaux-chrétiens, socialistes de Flandre et de Wallonie se disent « de la même famille » mais sont devenus des formations distinctes, voire opposées. La situation est surréaliste au 13, boulevard de l'Empereur à Bruxelles, où socialistes francophones et socialistes fla-

mais se partagent le même immeuble, se croisent dans le même ascenseur mais, au moins au niveau des chefs, ne se parlent presque pas.

« Les communistes (francophones et flamands) divergent de plus en plus », affirme M. Spitaels. Jamais les Flamands n'accepteront un premier ministre francophone qui serait autre chose qu'un intermédiaire. L'affirmation selon laquelle les querelles communautaires sont entretenues artificiellement par les hommes politiques qui en font leur fonds de commerce suscite l'ire du leader socialiste. « Les organisations culturelles en Flandre, les ligues des familles qui se chamaillent, les associations bruxelloises qui se divisent en deux barreaux distincts, est-ce l'œuvre des hommes politiques? La réalité est que ce pays, que j'ai vu diverger pendant vingt ans, se sépare ».

Les sociaux-chrétiens et surtout les libéraux ont des vœux un peu moins tranchés. Les milieux économiques aussi. Dans les grandes entreprises, la cohabitation communautaire est présentée comme ne posant pas de problèmes graves. Les patrons ont intérêt, il est vrai, à apaiser les passions et à utiliser la méthode Coué, ne serait-ce que pour conserver un marché national déjà étroit. Chez les intellectuels, les doutes sont beaucoup plus fréquents quant à la pérennité du « fédéralisme d'union » prôné par M. Martens. Sans être spécialement monarchistes, certains prédisent que l'heure de vérité viendra après le décès ou le retrait du roi Baudouin. Toutes ces graves questions ne laissent pas les Belges indifférents, loin de là. Mais elles ne trouvent pas toujours leur traduction dans la logomachie politicienne. Ici, le vote est obligatoire. Sage précaution pour les professionnels, car, selon un sondage récent, sans elle, plus de la moitié des inscrits ne se rendraient pas aux urnes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

AFRIQUE

DJIBOUTI

La situation demeure confuse dans le nord du pays

De retour de Djibouti, le directeur des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, M. Paul Dijoud, porte d'une demande d'intervention de l'armée française, « doit faire rapport sur sa mission », a indiqué, jeudi 21 novembre, un porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Au vu de ses conclusions, nous examinerons la demande officielle de Djibouti », a-t-il ajouté.

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

« L'armée tient la situation en mains », annonçait la Radio-télévision djiboutienne (RTD), dans la soirée de jeudi, en précisant que les soldats avaient repoussé une offensive rebelle sur Obock, ville du pays saharan encerclée depuis plus d'une semaine. Le bilan officiel des combats s'élève à quinze morts parmi les maquisards et à un mort et cinq blessés du côté des forces gouvernementales. Aucune victime civile n'est à déplorer, ajoutait le présentateur en insistant par ailleurs sur

« l'origine étrangère des assaillants » et « les traces de drogue trouvées sur le corps des victimes ».

Les autorités assurent que le reportage diffusé a été tourné sur place l'après-midi même, mais les milieux opposants de la capitale restent perplexes. Ils soupçonnent la télévision d'avoir diffusé des images d'archives qui ne correspondent pas à la réalité. En effet, jeudi, en début d'après-midi, quelques instants avant que les communications téléphoniques ne soient coupées avec Obock, des habitants affirmaient que les rebelles étaient entrés en ville. Alors, pourquoi ce brusque renversement de situation, si la version officielle est exacte?

La question ne perturbe pas la vie quotidienne de la capitale. Passés les quartiers pauvres en tôle ondulée, puis les bidonvilles en planches et cartons, la route, animée seulement par les voitures chargées de qat (l'herbe locale) roulant à tombeau ouvert vers Djibouti, s'ouvre sur un paysage aride et immonde. A 50 kilomètres de là, une arche blanche marque le début de la route vers Tadjourah, qui relie le nord et le sud du pays. Une dizaine de militaires assis à l'ombre d'un arbre en barrent l'accès.

JEAN HÉLÈNE

■ SÉNÉGAL : le président Diouf a rencontré son homologue mauritanien. Le président Abdou Diouf et le colonel Ould Taya, son homologue mauritanien, se sont rencontrés, à Paris, à l'occasion du sommet de la francophonie. Une première entrevue a eu lieu, mercredi 20 novembre, en présence de M. Mitterrand et a été suivie d'un tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat. Depuis avril 1989, un conflit territorial oppose Dakar et Nouakchott qui ont alors suspendu leurs relations diplomatiques.

■ NIGÉRIA : le président s'installera le 12 décembre dans la nouvelle capitale. Le gouvernement militaire nigérian a annoncé, mardi 19 novembre, que le président Ibrahim Babangida s'installera, le 12 décembre, à Abuja, la nouvelle capitale du pays. Mais les représentations diplomatiques auront jusqu'à cinq ans pour transférer leur chancellerie de Lagos à Abuja. (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Signature d'un accord avec la Thaïlande sur le rapatriement des réfugiés

M. Roland Dumas est arrivé au Cambodge vendredi 22 novembre. Le ministre français des affaires étrangères effectue sa première visite officielle à Phnom-Penh, où il a été accueilli par le premier ministre, M. Hun Sen. La veille, le chef de la diplomatie thaïlandaise, M. Arsa Sarasin, avait signé avec le prince Sihanouk un accord pour le rapatriement des quelque 350 000 Cambodgiens réfugiés à la frontière entre les deux pays. M. Arsa a souligné que les réfugiés seraient rapatriés « aussitôt que possible », à un rythme de cinq à six mille par mois.

D'autre part, le prince Sihanouk a demandé que l'exposition macabre de crânes de victimes des Khmers rouges dans l'ancien centre de tortures de Tuol-Sleng soit démantelée. Ces restes doivent être incinérés. Enfin, M. Son Sann, président du FNLPK, rentré jeudi à Phnom-Penh, s'est plaint qu'« il y ait encore des prisonniers politiques détenus sans jugement, certains depuis des années ». (AFP, Reuters.)

ROUMANIE

L'opposition n'a pas voté la nouvelle Constitution

Les députés et sénateurs roumains ont adopté à une large majorité, jeudi 21 novembre, une

nouvelle Constitution faisant de la Roumanie « un Etat démocratique et social ». La plupart des députés de l'opposition ont rejeté ce texte qui devra être approuvé par référendum d'ici un mois. Il ne reprend pas la Constitution de 1965, mais clausure l'inspiration du principe de séparation des pouvoirs et de ne pas assez garantir l'indépendance de la justice. (Corresp.)

VENEZUELA

Trois personnes tuées par balles lors d'une manifestation de lycéens

Le gouvernement vénézuélien a décidé de suspendre les classes dans toutes les écoles et universités du pays, après que trois personnes, dont un adolescent de dix-sept ans (retrouvé menotté aux poignets) eurent été tuées par balles et dix autres blessées, lors d'une manifestation de lycéens, le mercredi 20 novembre à Caracas. Des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, dont Valencia et Maracaibo. A Barquisimeto, dans le sud-est du pays, quinze personnes ont été blessées.

Depuis le mois d'octobre, des manifestations de lycéens et d'étudiants ont lieu presque quotidiennement pour protester contre l'augmentation des tarifs des transports en commun, et contre la répression policière. Le gouvernement vénézuélien a reconnu jeudi 21 que les trois morts de Caracas avaient vraisemblablement été victimes d'un policier. (AFP.)

Nos prix vont vous donner des ailes.

PARIS - BOSTON
2995F

TWA met à prix très doux un grand nombre de destinations

aux États-Unis, au départ de Paris et de la province. Pour partir, appelez dès maintenant votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11 à Paris.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Validité 7 jours min., 21 jours max. Le voyage doit être commencé entre le 1^{er} octobre et le 15 décembre 91 ou entre le 6 janvier et le 21 mars 92, et terminé le 31 mars au plus tard. Supplément du vendredi au dimanche (150 F par trajet). Réservation et achat du billet 7 jours min. avant la date de départ. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

سكنا من الحظ

سنة من الحزن

POLITIQUE

La réunion du bureau de l'UPF et la réforme des institutions

L'opposition dénonce la «manœuvre» de M. Mitterrand

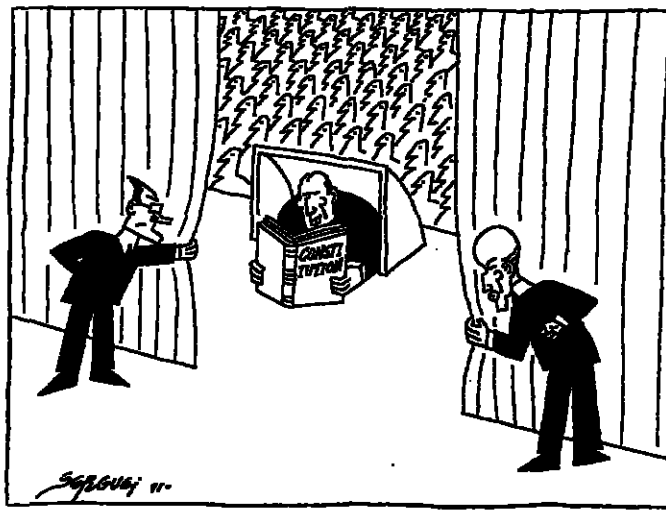
Quarante-huit heures après les déclarations du chef de l'Etat, MM. Giscard d'Estaing et Chirac s'étaient empressés de se concerter pour assurer que l'opposition apporterait une réponse «cohérente et commune aux initiatives politiques de François Mitterrand». Cette réponse est venue après une brève réunion du bureau politique de l'UPF convoqué jeudi 21 novembre, mettant fin provisoirement à plus d'une semaine de tergiversations tant à l'UDF qu'au RPR.

Cette réponse, parce qu'elle se veut avant tout politique sinon exclusivement tactique, manque de cohérence. L'objectif premier de l'opposition est aujourd'hui d'amener le président de la République à sortir du «flou artistique» que dénonçait encore M. Juppé dimanche dernier. «Notre priorité

n'est pas d'ouvrir maintenant un débat de fond, n'a cessé de répéter M. Giscard d'Estaing devant le bureau politique de l'UPF. Prenons une position politique pour répondre à une initiative politique.»

Tricherie, mauvais coup, manœuvre, ces mots contenus dans le communiqué final de l'UPF montrent que, de ce point de vue, l'opposition ne s'est pas embarrassée de nuances. Termes d'autant plus surprenants que, la semaine dernière encore, une tout autre tonalité avait été donnée. «Ce débat sur les institutions n'est pas pour nous piéger, nous n'avons pas à le craindre, encore moins à le refuser», déclarait M. Chirac, vendredi 15 novembre à Lyon.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. En réalité, le RPR et l'UDF ne sont d'accord que sur trois points. Le refus de toute modification du mode de scrutin pour les élections législatives de 1993, ainsi – ce qui est nouveau – que pour le mode d'élection des sénateurs. L'acceptation de toutes mesures renforçant



l'indépendance de la justice. Le désir, enfin, de renforcer la protection des droits du Parlement. Pour le reste, c'est la bouteille à l'encre.

Divergences sur le quinquennat

Officiellement, l'UPF accepte le quinquennat. Pour des raisons aisément décelables, MM. Giscard d'Estaing et Chirac défendent avec le même entrain cette réforme. Mais certains trahissent de plus en plus les pieds. La ligne de clivage passe à l'intérieur du RPR et de l'UDF. Au RPR, les gaullistes ont exprimé leurs réserves. A l'UDF, MM. Longuet, Barrot et Wilizer ont demandé qu'on réfléchisse bien aux conséquences d'une telle mesure. «Le passage de sept à cinq ans, expliquait jeudi soir M. Longuet, invité du grand oral «OFM-La Croix», ce n'est pas simplement la perspective réjouissante pour les uns, inquiétante pour les autres, de voir M. Mitterrand partir plus tôt. C'est un véritable enjeu qui se joue. Si nous allons vers le quinquennat, nous allons en fait vers un régime présidentiel et il faudra en tirer toutes les conséquences.»

Si ce quinquennat voit le jour, M. Mitterrand sera-t-il contraint moralement de s'appliquer cette

réforme à lui-même? Les avis sont divers, dans la mesure où cette question revient à repenser le problème de la cohabitation. Que M. Balladur soit l'un des plus prudents sur cette question ne peut surprendre. Enfin, la divergence est sérieuse sur la réforme du référendum d'initiative populaire. L'UDF s'est cabrée jeudi sur ce sujet. Certains de ses dirigeants ont fait valoir qu'une telle disposition était dangereuse et contradictoire avec le souci admis par tous de renforcer les droits du Parlement. M. Chirac a accepté de faire marche arrière en convenant que «le sujet restait à approfondir».

Il est clair que l'opposition ne fait aujourd'hui que de se donner un petit répit. Son désir secret est que M. Mitterrand se contente de parachever la réforme du quinquennat et s'en aille le lendemain. Ou qu'il décide de repousser après les élections de 1993 ces grands travaux constitutionnels. Sa hantise, quoiqu'elle prétende le contraire, est qu'avant la nouvelle année M. Mitterrand ne précise ses pensées et ne l'oblige en conséquence à préciser les siennes.

DANIEL CARTON

La bataille du mode de scrutin

Suite de la première page

Le RPR et l'UDF fondent leur réponse sur la crise que le projet de réforme du mode de scrutin entraîne chez les socialistes.

L'intervention présidentielle, en effet, n'a pas neutralisé la rivalité des dirigeants de courants dans la perspective de l'épave-Mitterrand ni clarifié le débat entre eux sur le mode de scrutin. Lors de la réunion du bureau exécutif du PS, trois jours après les déclarations de M. Mitterrand, aucune décision n'avait été prise, si ce n'est celle de réunir le groupe de travail constitué le 6 novembre et associant des responsables du parti et des parlementaires pour discuter de la réforme. Cette réunion était fixée au 19 novembre.

Or, il apparaissait que, pendant ce temps, M. Mauroy ne restait pas inactif. S'appuyant sur l'approbation du président de la République, le ministre de l'Intérieur s'employait à faire avancer le projet qui avait sa préférence et la faveur de l'Hôtel Matignon. Il s'agit d'un système à deux tours, inspiré du mode de scrutin appliqué aux élections municipales et qui serait transposé dans le cadre du département. Les partis présenteraient des listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, ces listes étant soit éliminées, soit autorisées à fusionner pour le second tour. Ce système serait appliqué dans les départements les plus peuplés, tandis que les autres continueraient à élire leur député au scrutin majoritaire de circonscription.

L'intérêt du système préconisé par M. Mauroy réside, à ses yeux, dans ce second tour, qui obligerait les «petits» partis, s'il venait avoir des députés, à s'entendre avec les «grands». Le PS pourrait se proposer, ainsi, de rassembler grâce aux fusions de listes, ce en proportion de leur représentativité, les communistes orthodoxes ou dissidents, le centre gauche (France unie) et, surtout, les écologistes. Le caractère majoritaire du système serait évident. C'est ce que contestent ses adversaires, en observant que les accords se noueraient localement – ce qui rendrait aléatoire la formation d'une majorité à l'Assemblée – et, surtout, que la plus grande partie des députés seraient élus au scrutin de liste.

Les rocardiens, dès le 11 octobre, par la plume de M. Jean-Claude Petitdemange, chargé des élections au secrétariat national du PS et directeur de l'ancien journal, ont opposé aux intentions qu'ils prêtent à M. Mauroy la formule d'une liste complémentaire nationale, destinée à compenser, pour les petites formations, l'effet d'exclusion du système majoritaire (le Monde du 12 octobre). M. Petitdemange proposait une liste de cent députés élus à la proportionnelle avec un second bulletin de vote, ce scrutin ayant lieu en même temps que le premier tour de l'élection destinée à élire les députés de circonscription.

Convergences entre fabiusiens et rocardiens

Sur le même principe, un autre expert électoral rocardien, M. Alain Richard, rapporteur général du budget, a mis sur pied une formule différente, adoptée la semaine dernière par l'ancien premier ministre. Elle consiste à élire non pas cent, mais soixante députés supplémentaires (soit 10 % de l'effectif de la future Assemblée) avec les voix recueillies au premier tour de scrutin majoritaire par les seules formations que ce scrutin exclut ou minorise lourdement. Ce système a été proposé par M. Michel Rocard à M. Laurent Fabius lors de leur entrevue, le 16 novembre. Ce jour-là, les deux anciens chefs de gouvernement se sont trouvés d'accord pour refuser la proposition de scrutin conçu par M. Mauroy et pour lui opposer le maintien du scrutin majoritaire, avec la simple adjonction d'une liste complémentaire nationale. M. Fabius s'en est entretenu, le même jour, avec M. Mitterrand.

Rendez public par une «faiblesse» dans la presse au début de la semaine, la rencontre de MM. Rocard et Fabius, suivie par une visite imprévue du premier à M^{me} Edith Cresson, le 18 novembre, a redonné au débat sur le mode de scrutin la dimension que les propos de M. Mitterrand lui avaient, très provisoirement, ôté. D'autant que, le 19 novembre, dans un entretien au Monde, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, paraissait énoncer noir sur blanc les arrière-pensées rocardiennes : maintien du scrutin majoritaire, quasi-

désignation de M. Rocard comme candidat du PS à l'élection présidentielle lors du congrès extraordinaire du mois prochain, point d'interrogation sur le sort de M. Mauroy. Le même jour, une dépêche de l'Agence France-Presse révéla à la suite d'une conversation entre des conseillers du premier ministre et plusieurs journalistes, donnait à penser que le système défendu par M. Mauroy pourrait déboucher sur un projet de loi examiné en conseil des ministres dans les trois semaines à venir.

Cette dépêche a motivé une démarche commune de M. Petitdemange et d'un des lieutenants de M. Fabius, M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national du PS, auprès de M. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée, trésorier du parti et jospiniste, le 19 novembre en fin d'après-midi. MM. Bartolone et Petitdemange ont proposé à leur interlocuteur de s'entendre sur une démarche commune, destinée à mettre en échec les initiatives du premier secrétaire et à exiger que le débat sur le mode de scrutin soit mené au bureau exécutif du PS et au sein du groupe de travail désigné depuis deux semaines, et nullement ailleurs. Après réflexion, M. Lionel Jospin et ses amis ont estimé que cette initiative n'avait pas d'autre sens que celui d'une motion de défiance envers le premier secrétaire, qui n'aurait eu, alors, d'autre choix que de s'en aller.

Les fabiusiens démentent que leur convergence avec les rocardiens – appuyée, conviennent-ils, sur une amélioration des relations entre les deux courants depuis la convention des 12 et 13 octobre, qui avait désigné les candidats aux élections régionales – aille au-delà d'une hostilité commune au scrutin proportionnel. Les rocardiens donnent à penser que les choses pourraient aller plus loin, compte tenu de ce qu'ils estiment être l'attente des militants pour le congrès extraordinaire – rassemblement, stérilement, le parti, sorti enfin du congrès de Rennes de mars 1990 et, dans, associer les rapports entre les différents dirigeants et courants sur des bases claires et saines. Leur schéma est simple : M. Rocard, candidat officiel à la succession de M. Mitterrand, désigne implicitement M. Jospin comme son futur premier ministre, la direction du parti revenant à M. Fabius.

«Le système Mauroy»

Le ministre de l'Éducation nationale, qui avait eu l'occasion de s'entretenir avec le président de l'Assemblée nationale lors d'une visite à Rouen le 12 novembre, n'a pas caché ses réserves sur le changement de mode de scrutin. «Personnellement, je me sens accommodé au système tel qu'il est», a-t-il déclaré, jeudi 21 novembre, sur Radio-F. Ses amis ne dissimulent pas leur agacement devant le comportement de M. Mauroy. Pour autant, l'idée d'abandonner la direction du parti ne leur convient pas, non plus que celle de s'engager derrière la seule candidature de M. Rocard à l'Élysée, alors qu'ils comptent dans les rangs de leur courant l'autre candidat possible, M. Jacques Delors. L'accession de M. Fabius au poste de premier secrétaire a, par ailleurs, des partisans, mais ils sont actuellement minoritaires. Quant à la proposition qui leur a été faite de porter M. Rocard à ce poste, elle leur paraît irréaliste.

Les jospinistes ont donc décidé de venir en aide à M. Mauroy. Le groupe de travail, réuni jeudi soir sous la présidence du maire de Lille, a donc pris en compte ce qu'il ne faut pas appeler le «système Mauroy» (y compris ses deux variantes, avec ou sans «prime» majoritaire), au même titre que la proposition rocardienne. S'y ajoutent une formule privilégiée par de la liste complémentaire à tous les partis, et une autre, défendue par M. Daniel Penchard, premier secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais, consistant à élire des députés à la proportionnelle sur des listes complémentaires régionales.

Placé entre les mains des «experts», le dossier ne perd rien, pour autant, de son caractère explosif. Les enjeux qui lui sont attachés concernent ne peut s'en abstraire. En plaçant sa réponse à M. Mitterrand sur ce terrain, l'opposition montre qu'elle est résolue, de son côté, à tirer tout le profit possible du conflit stratégique dans lequel sont pris les socialistes.

PATRICK JARREAU

La déclaration

«Un mauvais coup pour la France»

Voici le texte de la déclaration publiée, jeudi 21 novembre, par le bureau politique de l'Union pour la France : «L'Union pour la France considère, avec la majorité des Français, que la manœuvre en cours pour changer les lois électorales n'est rien d'autre qu'une tricherie. Elle aboutirait à coup sûr à rendre la France ingouvernable pour protéger les socialistes de la sanction des électeurs. C'est un mauvais coup pour la France. L'Union pour la France décide de lancer une campagne unitaire d'opinion pour s'y opposer.

«Le débat lancé par M. Mitterrand autour d'une réforme de la Constitution participe pour l'essentiel de la même manœuvre. Il s'agit pour le pouvoir de détourner l'attention des vrais et graves problèmes que connaît notre pays : le chômage, la crise de l'éducation et de la formation, le malaise social, l'immigration, la moralisation de la

vie politique. L'Union pour la France veut défendre la V^e République et sa Constitution. L'équilibre institutionnel voulu par le général de Gaulle a permis à notre pays d'échapper à l'instabilité gouvernementale chronique. L'Union pour la France s'opposera à toute évolution institutionnelle qui nous ramènerait à la IV^e République.

«Défendre une bonne Constitution, c'est aussi être ouvert à des améliorations ponctuelles ressenties comme souhaitables à la lumière de l'expérience. Elles devraient concerner l'indépendance de la justice, la protection des droits du Parlement, aujourd'hui étouffés, et l'extension du champ d'application du référendum.

«Enfin, si le raccourcissement du mandat présidentiel est ratifié, l'Union pour la France considère que la raison et l'intérêt du pays devront le faire s'appliquer au mandat en cours.»

Les élections régionales dans le Nord-Pas-de-Calais

La candidature de M. Borloo gênera la droite et la gauche

M. Jean-Louis Borloo, maire (sans étiquette) de Valenciennes, élu au Parlement européen en 1989 sur la liste de M^{me} Simone Veil, se lance dans la bataille des régionales dans le Nord-Pas-de-Calais (le Monde du 19 novembre). Il conduira une liste dans le Nord et en présentera une également dans le Pas-de-Calais.

LILLE

de notre correspondant

«Tout organisme vivant a besoin d'oxygène.» C'est le principe de M. Jean-Louis Borloo dans sa campagne pour les élections régionales. Il considère, en effet, que la région Nord-Pas-de-Calais étouffe et en veut pour preuve le noir bilan qu'il dresse de la «gestion socialiste». Le Nord-Pas-de-Calais, explique-t-il, a perdu quarante-quatre places dans le classement des régions européennes en termes de PIB. Elle voit ses jeunes la quitter. Elle est en retard dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la formation. Elle est parmi les plus atteintes par le chômage en France.

Il ne veut pas, dit-il, faire le procès d'un parti mais plutôt celui d'un clan, d'un système. Celui qui permet au Parti socialiste de contrôler, et depuis longtemps, tous les rouages dans la région : le conseil régional, les conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais, la capitale régionale. «Dans ces conditions, affirme-t-il, on ne peut pas refuser la responsabilité d'un bilan.» Il estime que la région a besoin «d'hommes neufs et indépendants, des hommes engagés mais libres», ceux justement qu'il se propose de réunir sur la liste qu'il rendra publique dans trois ou quatre semaines. Avant de dévoiler ses thèmes, il veut d'abord rencontrer et écouter les gens. Ce sera la première phase de sa campagne, la plus importante, assure-t-il. L'arrivée de ce nouveau venu en politique va modifier la donne régionale traditionnelle. En effet, sa liste va mordre sérieusement dans le Nord, sur l'électorat de l'opposition. Mais elle n'épargnera cer-

tainement pas celui du Parti socialiste. Certes, cette liste devrait réunir des hommes qui seront payés, dans cette vieille terre socialiste, comme proches de la droite et du centre plus que de la gauche. De ce point de vue, elle risque de gêner l'opposition.

Mais à l'inverse, M. Borloo, en raison de son image d'homme neuf, entamera celle de M. Michel Delebarre, généralement considéré jusqu'à présent comme l'homme du renouveau pour le Nord. «On ne fait un score considérable», promet M. Borloo, qui n'exclut pas de briguer lui-même la présidence du conseil régional pour former «un gouvernement d'union régionale». «Ce sera, promet-il, le principal exemple de recomposition du paysage politique français. Vous voyez, il y aura une campagne médiatique pour les régionales. Ce sera un duel Tapie-Le Pen, et il y aura une campagne politique au vrai sens du terme. Ce sera celle du Nord-Pas-de-Calais.»

JEAN-RENÉ LORE

M. Gilbert Santel directeur du cabinet de M. Michel Delebarre

M. Gilbert Santel, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, a été nommé directeur du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, chargé de la ville et l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Paul Mingasson, qui devient secrétaire général d'Air France.

[Né le 23 décembre 1948 à Pontacq (Pyrénées-Atlantiques), M. Gilbert Santel est ancien élève de l'école nationale des ponts et chaussées. Il a occupé divers postes depuis 1972 en Moselle, en Seine-Saint-Denis, puis à la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France. En 1986, il est nommé secrétaire général du comité interministériel pour la ville. En 1988, il entre comme conseiller technique au cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et, en 1989, il prend la direction du cabinet de M. Louis Besson, titulaire du portefeuille du logement. Il était directeur de la construction depuis mai 1990.]

ULYSSE GOSSET
VLADIMIR FEDOROVSKI

Un récit passionnant (...) qui nous révèle aujourd'hui les secrets du coup d'Etat manqué.

Le Nouvel Observateur

Comment la taupe du KGB a vaincu le putsch (...) Une enquête qui ne cache rien. Un livre qui se lit comme un roman de politique-fiction.

Paris Match

Un livre explosif.

Le Quotidien de Paris

HISTOIRE SECRÈTE D'UN COUP D'ÉTAT

MOSCOU 19 AOÛT 1991

Photo: F. Hior/Sygnia

POLITIQUE

Le Front national et l'immigration

M. Le Pen qualifie ses contradicteurs de « crétins » et de « pauvres débilés »

Après avoir soulevé l'indignation de tous les partis politiques, des Eglises et des organisations de défense des droits de l'homme, les cinquante mesures, présentées intégralement dans les éditions du *Monde* du 19 novembre et qui constituent, selon M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, « le programme de gouvernement capable de régler le problème de l'immigration », suscitent la condamnation des syndicats.

Parlant de « propositions inqualifiables », la CFTD estime que « le Front national vient, en persistant et en signant sur l'immigration, de confirmer sa vaine nature d'organisation xénophobe, inclinant à la discrimination raciale ». « Ce n'est pas une découverte, ajoute la centrale dirigée par M. Jean Kasper, mais c'est une confirmation du danger que fait peser ce parti sur la démocratie. » Selon la CGT, ces mesures incluent « les ingrédients d'une des périodes les plus noires de notre histoire : celle du gouvernement de Vichy ». L'organisation de M. Krasucki souligne que le Front national « prône de plus en plus clairement la ségrégation et l'apartheid, la pureté de la race et l'ouverture de camps pour les immigrés ».

L'Union départementale FO de Paris dirigée par M. Jacques Mainé fait part de son « indignation » et souligne que « le mouvement syndi-

cal libre, indépendant et démocratique sait se souvenir que les vieilles idées qui inspirent le Front national ont, voici, plus de cinquante ans, conduit à l'extermination des syndicats ». La JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) dénonce « la menace sur la démocratie, la dignité et les droits de l'homme » que fait peser le parti d'extrême droite par ses mesures.

Alors que seuls les Verts de Besançon avaient porté, vendredi matin 22 novembre, une appréciation négative, Gérard Collomb estime que le Front national « ne fait que confirmer sa conception raciste de la société et sa nostalgie vichyste ». Pour sa part, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, « désapprouve toutes les mesures qui ne sont pas conformes à celles que nous avons faites » lors des états généraux de l'UDF à Villepinte (Seine-Saint-Denis). L'ancien président de la République relève une proposition « particulièrement condamnable », celle concernant la remise en cause des naturalisations obtenues depuis 1974 car « c'est contraire à la tradition française ». « Ne faites pas de ces propositions le centre de la vie politique française ».

Pour M. Gérard Longuet également, « il manque une cinquantaine d'années à ces mesures ». Les lettres de dénonciation doivent être adressées à la Commission européenne. « Jus- qu'à présent, ajoute le président du PR, le Front national avançait couvert. Aujourd'hui, il sort de la tranchée. Tant mieux ! On va pouvoir ajuster le tir ».

En déplacement, jeudi 21 novembre à Bourg-en-Bresse, M. Le Pen, nous indique notre correspondant dans l'Ain, Laurent Guignon, a très violemment commenté ces réactions. « Sans même que les propositions, internes à notre parti, aient été lues ou publiées (elles ont été seulement commentées), a souligné le président du Front national, nous avons assisté à un concert d'onomatopées, d'ouïsses et d'ouïs- trages qui démontrent l'inculture de ceux qui les prononcent. » « On reproche au Front national de vouloir rétablir le droit du sang. Pauvres

crétins, ceux qui ignorent que 94 % de la population a acquis ce droit depuis deux mille ans. Le droit du sang n'est pas une notion hitlérienne mais une notion romaine », a-t-il poursuivi, en qualifiant de « pauvres débilés » ses contradicteurs. Le quotidien de l'extrême droite l'express Présent développe dans son édition du 22 novembre la thèse du « montage ».

M. Tapie : « On ne peut pas mettre Chirac et Giscard dans le même panier »

M. Bernard Tapie, qui était, mercredi 20 novembre, l'invité du « Grand débat » de Radio-Stulson, a notamment déclaré, à propos des rapports entre l'extrême droite et la droite : « Moi, je n'ai pas peur d'affirmer que Le Pen, demain, peut arriver au pouvoir. Par les urnes, ou par la force. De très nombreux policiers et militaires sont aujourd'hui sympathisants du Front national. Il serait grand temps aujourd'hui d'en prendre compte. (...) Il faut à tout prix culpabiliser les électeurs, leur faire comprendre qu'il y a une limite à ne pas dépasser qui les fait basculer contre la démocratie et la République. (...) Pour moi, le seul ennemi, c'est le Front. La République ne sera pas en danger, demain, si Jacques Chirac est élu président de la République ; par contre, si sollicité dix députés fascistes siègent à l'Assemblée nationale il y a un vrai danger. (...) On ne peut pas mettre Chirac et Giscard dans le même panier. Chirac a toujours refusé toute alliance avec le Front national. Il en a toujours condamné les thèses avec la volonté affirmée de les combattre. (...) Il y a aujourd'hui au sein de la droite parlementaire deux camps : une droite classique, républicaine, et une autre droite qui joue à la surenchère vis-à-vis de Le Pen. C'est évidemment la technique et la stratégie de Giscard... »

A l'Assemblée nationale

Les centristes ont approuvé la réforme du statut de la magistrature

Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 21 novembre, le projet de loi organique sur le statut de la magistrature. Le texte a été voté par les groupes centriste et socialiste. La RPR, l'UDF et le PC ont voté contre. Au cours de la discussion, les députés ont adopté un amendement limitant la portée du détachement judiciaire prévu pour certains fonctionnaires par le projet de loi.

L'examen du projet de réforme du statut de la magistrature a permis aux députés de l'opposition et au porte-parole du groupe communiste de juger sévèrement l'action du gouvernement en matière de justice. Ils ont également déploré le retrait précipité du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature, devenu pour ainsi dire caduc à la suite de l'intervention révisée de M. Mitterrand, qui devait être examinée à la suite du projet de loi organique sur le statut de la magistrature.

Cette dernière réforme n'a pas fait l'unanimité. M. Jean-Pierre Béard (PC, Seine-Saint-Denis) a estimé qu'elle « n'opère pas la réforme urgente qui consisterait à doter la magistrature d'un statut la garantissant de toute ingérence du pouvoir exécutif ». M. Nicole Catala (RPR, Paris) a ajouté qu'elle « n'apportera pas aux magistrats le supplément de garanties dont ils auraient besoin » et M. Pascal Clément (UDF, Loire) en a condamné « les blocages idéologiques ». « Ce n'est pas la grande réforme que sera un jour indispensable, du moins proposée-vous quelque chose », a indiqué en revanche M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne).

Après le rejet, la veille, de l'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui estimait que les dispositions permettant à certains fonctionnaires d'exercer pendant un laps de temps des fonctions de magistrat pouvaient se révéler contraires à la Constitution, un compromis a été trouvé entre le gouvernement et l'opposition. Il est revenu à M. Hyst de jouer les « M. Bons Officiers » en déposant un amendement accepté par la commission des lois et par le gouvernement traitant les catégories de fonctionnaires pouvant bénéficier du détachement judiciaire.

Détachement limité

Seuls les membres des tribunaux administratifs, des cours administratives d'appel, les membres du corps des chambres régionales des comptes, qui ont déjà la qualité de magistrat et dont l'indépendance ne peut être mise en doute, et les professeurs et maîtres de conférence des universités, dont la situation est, selon M. Hyst, comparable à celle qui est prévue pour les conseillers et les avocats généraux en service extraordinaire à la Cour de cassation, pourront bénéficier de ce détachement, limité à une durée non renouvelable de cinq ans.

Les députés ont également adopté l'ensemble des modifications statutaires proposées par le gouvernement : l'avancement à l'ancienneté au sein du second grade, contesté par M. Pascal Clément, la dissociation du grade et de la fonction, qui permettra aux magistrats d'exercer plus longtemps, s'ils le désirent, au même poste, sans que leur carrière en pâtisse, et les dispositions nouvelles garantissant la

transparence du fonctionnement des différentes instances qui décident de l'avancement des magistrats.

Ils ont également voté la mise en place d'un troisième concours de recrutement du type de celui de l'ENA, et supprimé, contre l'avis du gouvernement, l'automatisme du maintien en activité sur place des magistrats ayant atteint l'âge de la retraite.

Après le vote du projet, les députés ont enfin adopté une proposition de loi de M. Hyst conférant aux chefs de cour le pouvoir de détacher des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux de son ressort.

GILLES PARIS

□ Le Conseil constitutionnel valide la loi de règlement du budget de 1989. - Contrairement à la requête des députés CDS, RPR et UDF, le Conseil constitutionnel a décidé, mercredi 20 novembre, que la loi de règlement du budget de 1989 était conforme à la Constitution. Les élus de droite contestaient une erreur d'imputation de certaines dépenses, estimant que cela n'avait pas permis au Parlement d'exercer son contrôle sur l'exécution du budget. Conformément à une jurisprudence établie en 1983, le Conseil constitutionnel a fait observer que « s'agissant d'opérations qui présentent le caractère d'actes administratifs ou comptables, le contrôle de leur régularité appartient aux autorités et juridictions compétentes pour en connaître et ne relève pas du Conseil constitutionnel ». En fait, le Conseil ne veut pas s'engager dans un contrôle de la régularité de l'exécution du budget, ce qui l'amènerait à tenir un rôle que tient déjà la Cour des comptes.

SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE PARIS

SEINE RIVE GAUCHE : 3.000 ARBRES D'ALIGNEMENT MISE EN CULTURE D'UNE PREMIÈRE TRANCHE DE 1.850 ARBRES

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Accessible aux entreprises et ressortissants de la Communauté Economique Européenne

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris (SEMAPA) est chargée par la Ville de Paris de l'aménagement de la Z.A.C. Paris Seine Rive Gauche. Les quartiers s'étendent dans le treizième arrondissement, sur 130 hectares à l'entrée rive gauche de la Seine dans Paris. Le long des rues et espaces publics créés ou réaménagés seront plantés environ 3.000 arbres d'alignement.

La SEMAPA organise un appel d'offres restreint (au sens de l'article 93.3 du Code des marchés publics français) pour la fourniture d'un premier lot de 1.850 arbres qui seront mis en culture dès l'année 1992 à Jarcieu (Isère) en France.

Les arbres devront être disponibles à partir du 1er janvier 1992. Ils se répartissent en 36 essences différentes, la taille des sujets à l'achat devra dépasser 30 cm de circonférence à 1 mètre du sol.

Les actes de candidature devront parvenir à la SEMAPA, direction générale, 69/71 rue du Chevaleret, 75013 Paris, avant le 5 décembre 1991 à 12h 00, soit par pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre reçu.

Ce dossier, rédigé en langue française, comprendra : une déclaration d'intention de soumissionner, la forme juridique de l'entreprise, son capital social, le nombre de ses salariés, la surface de la pépinière, son chiffre d'affaires 1990/91, et la liste des villes où la pépinière est intervenue.

Les entreprises intéressées peuvent obtenir des renseignements à la SEMAPA
Tél. : (1) 44.06.21.04.

Date d'envoi de l'avis à la publication chargée de l'insertion officielle : le 13 novembre 1991.



L'Afrique a toujours réservé
à ses personnages importants des marques de reconnaissance.

Air Afrique crée aujourd'hui, le Club Préférence.

Vous voyagez souvent
pour vos affaires.

Pour vous Air Afrique a créé le Club Préférence afin que vos nombreux voyages soient plus agréables et plus privilégiés.

Membre du Club Préférence, vous êtes prioritaire.

Vous bénéficiez pour vos réservations d'une réelle priorité et d'une garantie de place à bord. Vous avez aussi à votre disposition une ligne directe et personnelle de réservation.

Le Club Préférence, une marque de reconnaissance.



Membre du Club Préférence, votre fidélité est récompensée.

Vous obtenez des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages en voyageant régulièrement sur nos lignes.

Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence.

Vous êtes enregistré au comptoir supérieur, vous avez accès aux salons Affaires ou Première, et vous bénéficiez d'une assurance bagages. Vous êtes enfin informé personnellement de l'actualité d'Air Afrique.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

هكذا من الأصل

لقد كنت من الأول

SOCIÉTÉ

Après la traversée du Pacifique

Gérard d'Aboville, l'océan comme champ de bataille

Gérard d'Aboville est d'abord un homme bien né. Quand il voit le jour dans le Morbihan, le 4 septembre 1945, il hérite à la fois d'une particule nobiliaire et d'un tempérament d'aventurier qui se transmet comme un bijou précieux, de génération en génération, au sein de cette vieille famille de la noblesse bretonne. Comme ses ancêtres, qui furent de bien des batailles au sein des armées du royaume (Fontenoy), de la République ou de l'Empire, il vibre d'une bravoure de gentilhomme au destin de héros.

De sa région, il sera également le fils fidèle et presque caricatu-

ral: opiniâtre et discret, un peu fou, très courageux. Après ses études dans une école de commerce, il part pour New-York à bord d'un cargo, découvre le monde et rejoint son père, colonel dans l'infanterie de marine et grand défenseur de la vie au large pour ses six fils.

La mer est déjà son champ de bataille préféré. En 1980, premier défi lancé dans l'indifférence, il décide de traverser l'Atlantique à bord d'un canot de 5,30 mètres, le *Captain Cook*, qu'il a construit de ses mains. Pari tenu. En soixante et onze jours, du cap Cod (États-Unis) à Quessant (5 200 km du

10 juillet au 21 septembre), il rame et jure que l'on ne l'y reprendra plus. L'homme est sincère. On le verra s'essayer à d'autres plaisirs plus terre à terre. En 1980, 1986 et 1988, il participe ainsi au Paris-Dakar au guidon d'une moto. On l'aperçoit également aux côtés de Thierry Sabine lors d'un raid en bateau pneumatique sur le Niger entre Niamey et Bamako.

Mais l'aventurier sait sans doute qu'il n'a pas fini de provoquer le destin, comme jadis son ancêtre François-Marie, parti avec La Fayette aux Amériques à l'âge de quinze ans. Quand il s'attaque au

Pacifique, le 11 juillet, à Choshi (Japon), il n'y a guère que ses proches, sa femme (fille de diplomate anglais) et ses deux enfants, pour croire qu'il se retrouvera à l'un de ses frères à quelques semaines de son arrivée.

«C'était une fin de nuit parfaite. Grand beau temps, lune encore presque pleine, ciel limpide, quelques étoiles qui résistaient à la clarté lunaire comme des diamants. Petite brise de l'arrière qui faisait que le bateau avançait bien, sans effort. J'en oubliais le mouvement des avirons. Je pensais à ton message, dans lequel tu me demandais, en gros, si parfois je prenais mon pied.

Ph. Br.

«Eh bien, non. Au risque de te décevoir, même dans de tels moments, je ne prends pas mon pied. C'est que, chaque minute, chaque seconde, je ne pense qu'à un but à atteindre. Je mesure avec trop de lucidité les aléas qui m'en séparent, les obstacles qui peuvent vite réduire à néant un aussi formidable investissement de moi-même.

«Car je suis marqué au burin par ce que j'ai subi. On dit qu'après le temps les souvenirs les plus pénibles deviennent de bons souvenirs. Ceux-là, rien ne les changera, horribles ils restent.

GÉRARD ABOVILLE

Les bras de la mer

Suite de la première page

De même, le rameur breton avait demandé à son compère breton Olivier de Kersaudy de l'assister à bord d'un zodiac, beaucoup plus manœuvrant, pour le franchissement de la barre. L'apparition soudaine de la petite embarcation, ballottée comme un fétu de paille sur une crête de vague, n'en était pas moins poignante.

Amarré de 15 kilogrammes, le dos voûté sous son anorak rouge et son bonnet bleu de marin, Gérard d'Aboville avait le visage mangé par une barbe qui ne parvenait pas à masquer les traits creusés par la fatigue. La pluie à peine ciliée sur le front, les yeux qui n'étaient plus habitués à croiser d'autres regards, donnaient une idée de la démesure de ce défi mené contre la monstruosité du Pacifique. «Ce n'est ni pour le plaisir du défi ni pour celui de l'exploit que je fais cela, disait-il avant de partir. Ce qui me passionne, c'est de m'attaquer à un grand projet qui me semble irréalisable, d'en évaluer l'impossibilité, d'en trouver la faille, d'inventer les moyens et, enfin, de me conditionner pour aller au bout.

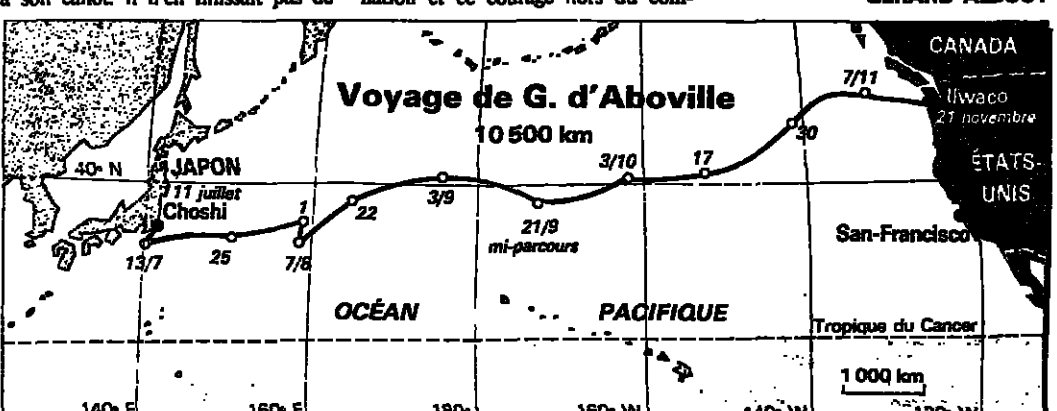
Suivi tout au long du chenal par quelques centaines d'Américains qui avaient appris très récemment son

existence et sa proche arrivée, et par les enfants des écoles accourus avec leurs instituteurs, Gérard d'Aboville avait déjà eu une première idée de l'impact de son aventure auprès du grand public. Arrivé à quai, après ces cent trente-quatre jours de souffrance et de solitude, il offrait pourtant l'image d'un homme désam-

Tandis que sa femme Corélie, son fils Guillaume (seize ans) et sa fille Anne (dix ans) le regardaient les larmes aux yeux, le vainqueur du Pacifique n'arrivait pas à s'arracher à son canot. Il n'en finissait pas de

ranger ses avirons et ses affaires avant de songer à embrasser sa famille, puis de répondre aux premiers entretiens exclusifs que ses associés avaient cherché à négocier à l'approche de l'arrivée. «Je vivais un moment de bonheur et un grand vide, expliquait-il plus tard, j'ai vécu pendant des années avec cet objectif et, maintenant, je n'ai plus d'objectif.

Même aux pires moments, Gérard d'Aboville avait n'aurait jamais songé à renoncer. «Je m'étais trop engagé, trop investi dans ce projet, disait-il. J'ai pensé plusieurs fois j'allais y rester, mais après trois mois de cette aventure je ne pouvais plus m'arrêter. Difficile pour lui d'expliquer où il a pu puiser cette détermination et ce courage hors du com-



IMMIGRATION

Jouant un rôle essentiel en faveur de l'intégration

Cinq mille associations d'étrangers ont été créées depuis dix ans

L'abrogation du décret-loi de 1939 qui soumettait le droit d'association des étrangers à autorisation préalable fut, à l'automne 1981, l'un des premiers gestes de la gauche dans le domaine de l'immigration. L'anniversaire de cette mesure importante est l'occasion d'une fête et de débats organisés samedi 23 novembre à Saint-Denis sous l'égide de la Fondation pour la vie associative (1).

Les étrangers n'ont pas attendu 1981 pour fonder des associations en France. Qu'ils soient militants marxistes ou danseurs folkloriques, leur regroupement était auparavant soumis à l'autorisation préalable de la préfecture, instaurée, dans le contexte de l'après-guerre, par un décret-loi de 1939. Aussi bien, certains groupes préféraient-ils la semi-clandestinité aux fourchettes caudines de l'administration. En abrogeant le texte de 1939, la loi du 9 octobre 1981 renouait avec le régime originel de la fausse loi de 1901, la loi sur les associations.

Dix ans après, on estime à cinq mille le nombre d'associations issues de l'immigration, recensées approximativement puisque plus rien ne les distingue parmi les 600 000 associations enregistrées en France. Cette floraison de mouvements locaux ou nationaux, souvent animés par des jeunes étrangers ou d'origine étrangère, a joué un rôle déterminant dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'intégration, et dans tous les débats sur les droits civiques et l'antiracisme.

L'apprentissage de la démocratie

Aux associations d'immigrés de la première génération, nées des luttes pour l'indépendance et les regroupements nationaux, ethniques ou politiques, se sont ajoutées une kyrielle de groupes revendiquant chacun à leur manière l'insertion en France. Ces dernières

nées, filles de la loi de 1981, ont dépensé beaucoup d'énergie à se quereller et n'ont jamais été capables de se fédérer. Aussi les associations de la deuxième génération constituent-elles aujourd'hui une «mouvement plutôt qu'un mouvement social», comme le constatent avec un soupçon de regret les organisateurs du dixième anniversaire.

Le bilan est pourtant loin d'être négatif. En dix ans, la France s'est couverte d'associations socio-culturelles, de radios privées, de groupes musicaux, de cercles religieux animés par des personnes d'origine étrangère. Qu'elles aident les enfants à faire leurs devoirs ou les adultes à apprendre le français, qu'elles enseignent le sport, luttent pour le droit au logement ou l'émancipation des femmes arabes et africaines, qu'elles militent pour la solidarité avec les tiers-monde ou reconstituent des communautés villageoises ou religieuses, les associations issues de l'immigration

ont créé un irremplaçable tissu de solidarité et de réflexion. Elles sont à l'évidence des lieux d'apprentissage de la démocratie et de la vie sociale française.

Les centres d'intérêt se sont d'ailleurs majoritairement déplacés des pays d'origine vers l'Hexagone et l'Europe. Le «mouvement beur» des années 1983-85 a été la première manifestation spectaculaire de cette évolution, avec la revendication de l'égalité des droits et l'antiracisme. Dans les cités, les associations créées dans le sillage de 1981 ont aussi formé une génération de militants sociaux-culturels très actifs.

Mais la «belle époque» de l'enthousiasme associatif est terminée. Certains animateurs ont quitté leur quartier d'origine pour les cieux plus prometteurs de la politique ou de l'entreprise. Beaucoup de ceux qui sont restés sur le terrain ont été découragés par l'incompréhension des médias et la papera-

rie des administrations ou du Fonds d'action sociale, principal pourvoyeur de subventions.

Ces échecs, et la menace toujours présente du Front national, ont profondément remué la planète associative issue de l'immigration et des mouvements antiracistes. Au point de souder les adversaires d'antan que sont SOS-Racisme, le MRAP, les beurs du Mouvement des droits civiques et la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) pour la manifestation nationale pour l'égalité des droits prévue le 25 janvier prochain à Paris.

PHILIPPE BERNARD

(1) «Dix ans de liberté associative pour les étrangers en France. Une journée d'association à l'échelle nationale» à la FONDATION pour la vie associative. Un numéro spécial de la revue de la FONDATION dresse un intéressant bilan de la vie des associations immigrées et de leur action concrète.

ÉDUCATION

Après des incidents à la Sorbonne

Etudiants et universitaires protestent contre l'extrême-droite

Les forces de l'ordre ont protégé les accès de la Sorbonne, jeudi 21 novembre, alors que se tenait, à l'université Paris-IV, une réunion de protestation contre «la multiplication des agressions de l'extrême-droite» depuis la rentrée universitaire. Une quinzaine de personnes ont été interpellées puis relâchées, à la suite d'une altercation entre des militants royalistes du mouvement Restauration nationale (Action française), qui cherchaient à pénétrer dans l'établissement, et des membres du service d'ordre du meeting.

Dans le grand amphithéâtre Richelieu, ils étaient quatre cents à avoir répondu à l'appel explicite, «Dehors les fachos!», des organisations d'étudiants, d'enseignants et de personnel administratif de gauche et d'extrême-gauche, appelant au «droit de vigilance face à l'implantation d'éléments fascistes dans la faculté».

Selon les participants, les groupuscules d'extrême-droite ont, depuis quelques semaines, «multi-

plié les provocations» à l'intérieur de l'université. Ainsi, jeudi 14 novembre, des militants de l'Action française ont fait irruption dans le hall, «cassant les tables d'associations et s'en prenant physiquement à un étudiant». Mardi 19 novembre, des jeunes du Front national de la jeunesse (FNJ), équipés de bombes lacrymogènes, ont pénétré dans l'enceinte universitaire. Deux vigiles, interloqués, ont dû être conduits à l'hôpital, a précisé la présidence de l'université.

Cette violence rompt, semble-t-il, avec les méthodes utilisées ces derniers temps par l'extrême-droite. Celle-ci a d'abord cherché à s'implanter «institutionnellement» à l'université, par le biais des élections internes et compte un élu étudiant au conseil d'administration de l'université sous l'étiquette du Cercle national de la Sorbonne (CNS). Ce siège correspond à une section locale du Cercle national des étudiants de Paris (CNEP), organisation du Front national. Dans

l'amphithéâtre Richelieu, une pétition a circulé afin que cette organisation ne bénéficie plus d'un local dans l'université.

M. Michel Mestlin, président de Paris-IV, a souligné que la loi lui imposait d'attribuer un local à toutes les organisations étudiantes élues. «Il faut montrer sa détermination face à des attitudes condamnables», a-t-il ajouté en dénonçant les violences. Il a ensuite engagé les étudiants à participer aux élections de participation aux élections étudiantes à été, à Paris-IV, de 11,7 %. Le CNS a obtenu un élu avec 79 voix.

Enfin, les participants ont décidé la création d'un comité de travail unitaire contre l'implantation de l'extrême-droite à l'université, qui se réunira chaque jeudi. Le jour où, depuis la rentrée, des éléments d'extrême-droite diffusent leur journal... place de la Sorbonne.

MICHELLE AULAGNON

«Je suis marqué au burin»

Beaucoup mieux que lors de sa conférence de presse, Gérard d'Aboville avait résumé le sens et la portée de cette aventure dans un télégramme, expédié à l'un de ses frères à quelques semaines de son arrivée.

«C'était une fin de nuit parfaite. Grand beau temps, lune encore presque pleine, ciel limpide, quelques étoiles qui résistaient à la clarté lunaire comme des diamants. Petite brise de l'arrière qui faisait que le bateau avançait bien, sans effort. J'en oubliais le mouvement des avirons. Je pensais à ton message, dans lequel tu me demandais, en gros, si parfois je prenais mon pied.

«Eh bien, non. Au risque de te décevoir, même dans de tels moments, je ne prends pas mon pied. C'est que, chaque minute, chaque seconde, je ne pense qu'à un but à atteindre. Je mesure avec trop de lucidité les aléas qui m'en séparent, les obstacles qui peuvent vite réduire à néant un aussi formidable investissement de moi-même.

«Car je suis marqué au burin par ce que j'ai subi. On dit qu'après le temps les souvenirs les plus pénibles deviennent de bons souvenirs. Ceux-là, rien ne les changera, horribles ils restent.

Un canot solide et insubmersible

«Faire solide et insubmersible, mais le plus léger possible»: tel était le cahier des charges de l'architecte rochelais Jean Berret pour construire l'embarcation de Gérard d'Aboville. Insubmersible, le canot devait être pour résister à plus de trente chavirages, aux deux typhons traversés ainsi qu'à la formidable tempête des derniers jours. La légèreté était aussi impérative pour que le navigateur puisse avancer à la seule force de ses bras sans y laisser toutes ses forces.

Pour parvenir au meilleur compromis, d'Aboville et son architecte, qui n'a disposé que d'un mois pour dessiner le bateau, se sont servis de l'expérience acquise avec *Captain Cook*, l'embarcation de la traversée de l'Atlantique, en remplaçant le bois moulé par les techniques les plus modernes. Grâce au sandwich carbone et mousse, utilisé sur certains trimarans de compétition, le canot, Sector, ne pèse pas plus de 150 kilos à vide, pour une longueur de 8 mètres et une largeur maximale de 1,80 mètre.

Pour ne pas dépasser 500 kilos à pleine charge, un désalinisateur d'eau a remplacé les 250 litres embarqués en

1980, et les 180 kilos d'aliments lyophilisés se sont substitués à la nourriture en conserve. De quel foin, quel que 3 500 calories par jour pour une traversée prévue de cinq à six mois.

Ces aliments étaient entassés à l'avant d'«embouteilles» en trois parties. Au centre se situait le poste de navigation, un siège d'aviron coulissant qui actionne le désalinisateur. Lorsqu'il ne soulevait pas sur une de ses trois paires d'avirons, de 3 à 3,20 mètres de long, d'Aboville pouvait se réfugier dans sa cabine, à l'arrière. Cet espace réduit de 2,50 mètres de long et 80 centimètres de haut abrite une couchette, un réchaud, les instruments de navigation et de communication: un positionneur automatique, deux radios et un ordinateur portable. Ceux-ci sont alimentés par une petite batterie reliée à des panneaux solaires - toujours par souci du poids.

Dans la cabine se trouvent aussi les commandes des trois ballasts (deux d'entre eux sous son banc de navigation et un troisième à l'arrière). Ils permettent de compenser le mouvement des vagues, et surtout de redresser plus facilement le bateau en cas de chavirement.

L'eau douce à la force des mollets

Sans son désalinisateur d'eau de mer, Gérard d'Aboville n'aurait pas pu réaliser son exploit. S'il avait tenté de s'attaquer au Pacifique il y a onze ans par exemple, à l'époque de sa traversée victorieuse de l'Atlantique (en 72 jours au lieu de 134 cette fois), le rameur soisire aurait dû ajouter une demi-tonne d'eau douce aux 150 kilogrammes de nourriture déhydratée qu'il a emmenée dans sa traversée, impossible.

A l'époque, le désalinisateur d'eau de mer de survie n'existait pas. Ce précieux engin, prévu pour la survie des naufragés, mais qui équipe aussi tous les navigateurs solitaires et bien des bateaux modernes, lui a permis de fabriquer lui-même en cours de route ces 500 litres d'eau potable.

Qu'ils soient miniaturisés comme ceux des naufragés, ou géants comme ceux des usines qui alimentent en eau douce certains pays du Golfe, les désalinisateurs d'eau de mer fonctionnent tous à l'aide de membranes. Cette techni-

que, qui a «exploré» ces dix dernières années, est utilisée aujourd'hui dans des domaines aussi divers que le traitement de l'eau, la purification des sérum et des vaccins en pharmacie, ou la fabrication des fromages.

Elle consiste à faire passer le liquide (ou le gaz) à traiter au travers de membranes minérales ou organiques, percées de trous microscopiques: un dix-millionième de millimètre pour les membranes qui retiennent le sel par osmose inverse.

Gérard d'Aboville utilisait deux désalinisateurs de fabrication américaine transformés à son usage exclusif par leur importateur, François-Xavier Taillefer. Il s'agit de petites cylindres de 50 cm de long sur 10 cm de diamètre, d'un poids de 3 kilos. Les pompes à main qui fournissent normalement la pression nécessaire à leur fonctionnement, étaient branchées sur le siège coulissant du rameur qui obtenait ainsi 4 à 5 litres d'eau potable à l'heure.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Alors qu'une législation sur la bioéthique est en préparation

Des dispositions sur la procréation médicalement assistée ont été discrètement intégrées dans un projet de loi

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale devrait examiner, jeudi 5 décembre, un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. Un article de ce texte prévoit la reconnaissance législative de la procréation médicalement assistée et le cadre juridique dans lequel les centres qui pratiquent ces activités devraient fonctionner. Cette initiative déjà controversée est d'autant plus inattendue qu'un projet de loi traitant de l'ensemble des questions bioéthiques est en cours de rédaction et doit être soumis au Parlement lors de la prochaine session de printemps.

Pour la première fois de son histoire, le Parlement français va devoir discuter un texte de loi relatif aux techniques de procréation médicalement assistée (PMA). Ce texte - un seul article d'un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - est inclus dans un ensemble hétérogène. Il devrait ainsi venir en discussion après un court article relatif aux centres hospitaliers privés et un autre, relatif au certificat de capacité d'ambulancier de Montpellier.

An d'après, cette initiative avait pour objet de traduire dans la loi la volonté exprimée le 3 novembre dernier par M. Bruno Durieux,

ministre délégué à la santé, d'instaurer un dépistage obligatoire du virus du sida chez les donneurs de sperme (le Monde du 5 novembre). Même si cette mesure était, en pratique, mise en œuvre depuis 1985 par tous les centres d'études et de conservation du sperme (CECOS), le ministre de la santé estimait souhaitable de la faire figurer dans la loi.

Y avait-il une véritable urgence sanitaire imposant le recours à la loi ? La totalité des établissements publics ou privés autorisés à mettre en œuvre les techniques de procréation médicalement assistée ont recours, pour les inséminations artificielles avec donneur, à du sperme conservé par congélation provenant de donneurs séropositifs vis-à-vis du virus du sida. On connaît en revanche, dans les milieux spécialisés, l'existence de cabinets de gynécologie où des médecins pratiquent des inséminations artificielles à partir de sperme frais provenant de donneurs rémunérés et non dépistés. Cette situation inquiétante n'avait jamais fait l'objet d'une mise en garde officielle de la part des autorités sanitaires.

Aucune concertation

Le texte qui va être soumis au Parlement - il a déjà été adopté en conseil des ministres du 6 novembre et a été soumis pour avis au Conseil d'Etat - va beaucoup plus loin qu'une simple mesure d'ordre exclusivement sani-

taire (voir ci-dessous). Il aborde en effet plusieurs questions éthiques liées à la pratique des procréations médicalement assistées. Or ces questions, qui font depuis plusieurs années l'objet d'un vaste débat, doivent être abordées dans leur ensemble dans le prochain rapport de M. Bernard Bédou, député (PS) de la Dordogne et président de la mission parlementaire sur la bioéthique. Elles doivent d'autre part figurer dans le projet de loi en cours de rédaction aux ministères de la justice, de la recherche et des affaires sociales, projet de loi qui devrait être soumis au Parlement au printemps prochain (1).

Pour quelles raisons, dès lors, le ministre des affaires sociales souhaitait-il faire passer discrètement un texte législatif, de fait, les procédures d'agrément des centres qui les mettent en œuvre ? La rédaction de ce texte n'a en effet fait l'objet d'aucune concertation avec les professionnels concernés, et la commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction créée en 1988 pour traiter de ces questions n'a pas même été consultée. Pour sa part, le Conseil d'Etat, après examen de ce texte, a pris soin d'adresser une « note » critique au gouvernement.

Dans l'entourage de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, on précise tout d'abord que ce texte n'a nullement pour objet de régler les problèmes de droit civil et d'éthique liés aux techniques de PMA.

Seules, dit-on, sont réglementées les conditions techniques du recueil du sperme et l'obligation de dépister un certain nombre de maladies infectieuses. Et de ce point de vue, assure-t-on, le Conseil d'Etat n'a fait qu'apporter un certain nombre de précisions, telles que la gratuité du don de sperme, que le gouvernement a accepté d'inclure dans son texte. On reconnaît cependant qu'il ne s'agit que d'une « législation provisoire » qui pourra être complétée lorsque viendront en discussion les prochains textes sur la biomédecine. « Il est vrai que nous abordons ces problèmes de manière très modeste, ajoute-t-on, mais il n'est pas sûr que, compte tenu du contexte, ce soit la plus mauvaise méthode ».

De nombreux observateurs, ayant pris connaissance de cette initiative en critiquant la forme et l'opportunité, l'ont soulignée notamment que le fait de fragmenter de la sorte l'ensemble des questions de bioéthique conduira à priver le Parlement du débat nécessaire et indispensable complexe de l'ampleur des problèmes d'éthique et de société qui sont ici soulevés. Ils rappellent d'autre part qu'il s'agit là d'un ensemble cohérent et que l'on ne saurait sans risque engager une action législative parcellaire. Dès lors que la loi parle des procréations médicalement assistées et qu'elle interdit certaines pratiques, peut-on dire que d'autres (locations d'utérus, usage de ces méthodes en dehors du champ de la thérapeutique) sont autorisées ?

JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI

(1) MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, Michel Sapin, ministre délégué à la justice, et Hubert Curiu, ministre de la recherche et de la technologie, feront une communication au conseil des ministres du 11 (ou du 18) décembre.

PARIS

Le nombre des victimes ayant doublé en cinq ans

Lancement d'une campagne pour réduire les accidents de deux-roues

La mairie de Paris et la préfecture de police lancent une campagne d'incitation à la prudence dans la capitale pour réduire le nombre d'accidents des deux-roues. En cinq ans, le nombre de victimes d'accidents de cyclomoteurs, scooters et motos a doublé.

Le parc de deux-roues à moteur, qui avoisine aujourd'hui quatre-vingt mille engins à Paris, s'est agrandi, mais la proportion des accidents augmente également. Si le nombre total d'accidents de la circulation diminue dans la capitale (moins 8 % en six ans), celui des deux-roues augmente : 43 %, alors que les deux-roues ne représentent que 6 % des véhicules en circulation. Les victimes sont, en grande majorité, des jeunes âgés de dix-sept à trente-cinq ans.

Un sur deux est étudiant ou cuisinier. Une campagne, mise au point par l'agence DDB Needham Worldwide, d'un coût global de 2 millions de francs et financée à parité par la Ville de Paris et l'Etat, est lancée par affichage dans les rues, stand et débats au Salon de la moto du 28 novembre au 5 décembre prochain, distribution de brochures à la sortie des lycées, des universités et des cinémas.

C. V.

SPORTS

FOOTBALL : le match Saint-Etienne-Marseille sera rejoué sur terrain neutre. - La commission sportive du Championnat de France de football de première division, réunie jeudi 21 novembre à Paris, a décidé de faire rejouer sur terrain neutre le match Saint-Etienne-Marseille (1-0) disputé le 19 octobre. Avant la rencontre, le capitaine de l'OM, Jean-Pierre Papin, avait reçu une cartouche de bière sur la tête, ayant entraîné, selon les premiers diagnostics, un « léger traumatisme crânien » et son forfait pour le match.

La réalité de la blessure avait été contestée. Mais la commission a estimé que Marseille, en raison de la non-participation de Papin au match, avait subi un préjudice moral et sportif important.

JUSTICE

Devant les assises du Cher

Réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtrier d'une fillette

Accusé d'avoir violé, puis égorgé, le 20 janvier 1989, la petite Céline Millerieux, huit ans, à Bourges, Vincent Ker a été condamné, jeudi 21 novembre par la cour d'assises du Cher, à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de trente ans.

BOURGES

de notre correspondant

Pendant deux jours, témoins, experts et policiers n'ont cessé de rappeler des faits et des circonstances chargeant unanimement l'accusé. « Tout est faux », répétait pourtant cet homme de vingt-huit ans envers et contre tous les témoignages. Par sa véhémence, Vincent Ker a souvent plongé la salle dans l'embarras. « J'ai découvert le corps, que j'ai mis dans une valise, mais je ne suis pas l'assassin », n'a-t-il cessé de clamer jusqu'à l'issue des plaidoiries, s'adressant cette fois directement à Daniel Millerieux, le père de la petite victime. Ses aveux à Paris ? « J'étais paniqué après la découverte du corps. Mon erreur est là : avoir voulu dissimuler le corps. J'étais alors en cavale depuis deux ans. Je me suis enfui à Paris et suis allé dans un commissariat où j'ai dit que j'avais découvert le corps. J'étais épuisé, et les policiers ont écrit ce qu'ils voulaient ».

Sa déposition, le lendemain du meurtre, est pourtant accablante. Vincent Ker rapporte par le menu aux policiers du commissariat de la porte Saint-Martin (10^e arrondissement), qui ne connaissaient pas encore l'affaire, son forfait. Le lendemain, après une garde à vue au commissariat de Bourges où il a été rapatrié, il revient sur ses premières déclarations. Pour les policiers, ce revirement est dû à une conversation entre lui et sa

concubine, qui lui conseille de tout nier et de se faire transférer à Metz, région dont ils sont originaires. Cette conversation, surprise par un policier de permanence, pèse lourd dans le procès.

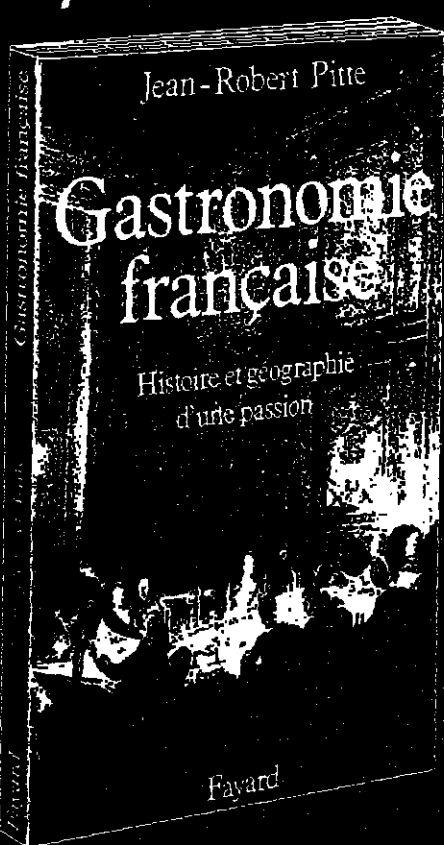
La personnalité de Ker ne l'aidait pas mieux. Il est décrit par ses proches comme un violent ; par le psychologue commis pour l'enquête, comme « un caractère à facettes, égocentrique, souffrant d'indifférence affective, mais d'une intelligence au-dessus de la moyenne ». Le psychologue précise : « Il ne souffre pas d'anomalie mentale, possède un grand contrôle de son émotivité, mais ne peut entretenir avec les autres que des rapports qui le conduisent soit à les détruire, soit à s'en servir ».

PATRICK MARTINAT

Un meurtrier présumé libéré à cause d'une erreur de procédure. - Meurtrier présumé d'un jeune homme, le 5 août 1990, à Salaise (Hérault), Omar Bensot a été libéré, mercredi 14 novembre à Montpellier, à cause d'un retard de l'administration. Ses défenseurs avaient fait appel de la décision du juge de le maintenir en détention. Mais les avocats des deux parties n'ont reçu leur convocation que la veille de l'audience, et non pas quarante-huit heures avant, comme le prévoit la loi. - (Corresp.)

Un directeur d'école de l'Yonne inculpé de viol et écroué cinq ans après les faits. - Le directeur d'une école primaire de Migennes (Yonne), Daniel Olliger, cinquante-quatre ans, a été inculpé par M^{lle} Brigitte Brun, juge d'instruction à Sens, et écroué à Auxerre, jeudi 21 novembre, pour le viol il y a cinq ans d'une de ses élèves qui, depuis, avait gardé le silence. Il a été dénoncé par son épouse, qui a découvert des photos de nus d'un enfant qui, alors âgé d'environ dix ans, fréquentait la classe de CM-2.

Que les Français se persuadent à nouveau de manger vrai, et ils guériront peut-être de la maladie de langueur qui les atteint parfois.



Un savoureux ouvrage.

Madame Figaro

Jean-Robert Pitte, dans un petit livre très croquant, cherche à comprendre d'où nous vient cet art du bien-manger, développé aujourd'hui jusqu'à l'outrecuidance par quelques-uns de nos maîtres qui se pavent au rang d'ambassadeurs de la grandeur nationale, alors même que nous n'avons pas à être particulièrement fiers de nos connaissances gastronomiques et que ce pays a très médiocrement résisté à l'invasion des fast-foods.

Jean-Pierre Rieu, Le Monde

l'Histoire
chez
FAYARD

On y prend goût

Nouvelles Frontières

arché

aux épices, quel souk là-dedans !
poivre, cannelle, safran
et curcuma...
et le rouge là,
c'est quoi ?
Ah ! mon ami, il faut goûter...
c'était de la poudre à éternuer !

MARRAKECH 1150 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIV A CERTAINES DATES
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

10 JOURS VRAIMENT TRES EXCEPTIONNELS

10 Jours pour marquer 30 années.

Pour fêter ces 30 ans, Roche-Bois vous offre 10 Jours à des prix vraiment très exceptionnels. Vous allez pouvoir vous offrir tout ce dont vous rêviez chez Roche-Bois : salons cuir ou tissu, chaises, lampes, meubles contemporains ou de style, tables, tapis, tables basses, etc., etc., meubles de complément... C'est du 18 au 28 novembre, pour un anniversaire vraiment très exceptionnel.

ROCHE-BOIS

سنة ١٤١٢ هـ

CULTURE

DANSE

L'Américaine et l'Espagnol

Dana Reitz au Centre Pompidou, Santiago Sempere au Théâtre d'Ivry : deux visions opposées du monde

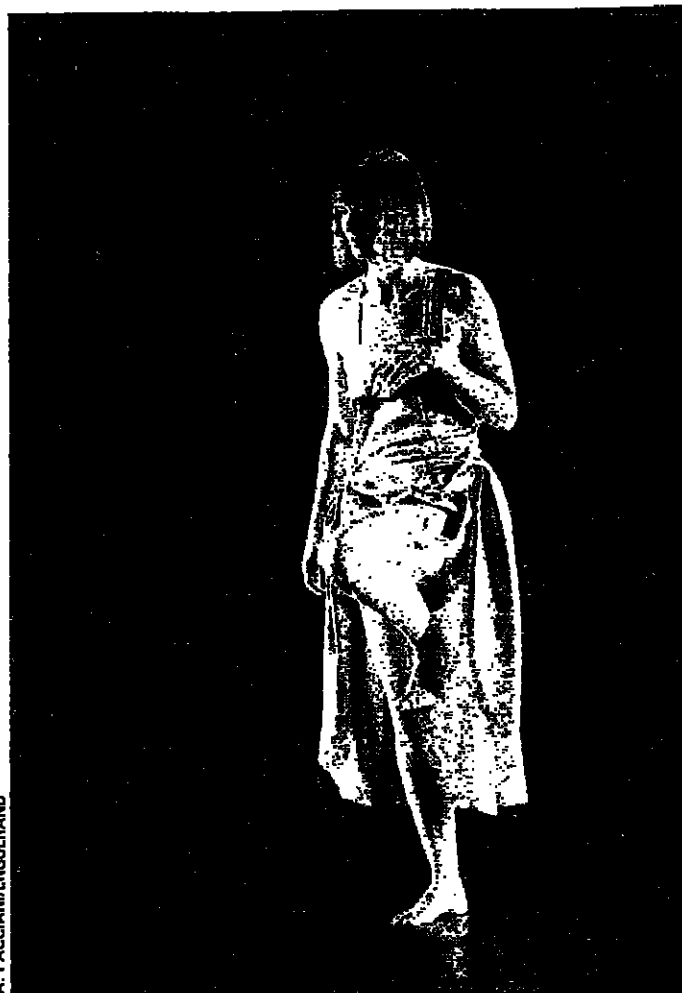
Quel appétit pour l'espace ! L'Américaine Dana Reitz, conviée pour la quatrième fois à participer au Festival d'Automne, a repoussé autant que faire se peut les limites du plateau de la grande salle de Beaubourg pour y être seule. Sa création, *les Ondes sur l'étang*, évocation nocturne de la forêt et de ses animaux, trouve ainsi ses zones d'ombre et de mystère. Et les lumières lunaires de Jennifer Tipton donnent vraiment l'impression de venir de loin. La musique de Hans-Peter Kuhn, une variation abstraite sur les bruits de la nuit, se laisse aller avec une certaine drôlerie au mimétisme. Musique cosmique, elle achève d'ouvrir l'espace. Elle apporte beaucoup à cette danse romantique qui renvoie l'esprit du spectateur français du côté du *Grand Meaulnes* ou de la *Petite Fadette*. Dana Reitz fait l'expressive. Dana Reitz fait le héros — moment très attendu chez cette tenante du minimalisme.

« Illes de danses » est l'autre manifestation qui monopolise en ce moment l'attention des amateurs. A l'inverse d'une Dana Reitz qui nous paraît trouver dans la danse un refuge hors du temps, Santiago Sempere se veut plus politique : il a présenté son premier volet de *Don Quixote*, petites

et grandes moris, au Théâtre d'Ivry, continuant un travail sur ses racines, en bon fils d'Espagnols qui n'a pas oublié le franquisme. Après une trilogie réussie brochant sur les *Ménines* de Vélasquez, il s'intéresse à Don Quichotte et à son double, Cervantes. A moins que ce ne soit l'inverse. L'interprétation que donne Santiago Sempere de son héros nous a semblé plutôt conventionnelle, même s'il entend en faire un chanteur moderne des justes causes. La danse est belle et théâtrale, mais elle ne fait pas assez avancer un propos qui tourne assez rapidement à la répétition. Il faudra attendre l'œuvre dans son entier, prévue pour cet été, afin d'apprécier plus justement ce *Don Quixote*.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Dana Reitz, dans le cadre du festival d'Automne, danse *les Ondes sur l'étang* au Centre Georges Pompidou jusqu'au 23 à 20 h 30 et le 24 à 18 heures. Tél. : 42-74-42-19. Tousjours dans le cadre d'« Illes de Danses », le centre chorégraphique de Rennes interprétera le *Journal d'un disparu*, une chorégraphie de Santiago Sempere. Théâtre d'Ivry. Tél. : 46-70-21-55.



Dana Reitz dans «les Ondes sur l'étang»

Sur le chantier de l'Expo

Suite de la première page

L'ouverture officielle de l'Expo est néanmoins prévue le 20 avril 1992. « Impossible, vu l'état du chantier », explique-t-on dans toutes les boîtes de la ville. Mais sans doute est-ce l'expression d'un pessimisme conjoncturel, lot de toutes les expositions universelles.

D'ailleurs, le nouvel aéroport de Séville — pierre ocre clair, toit de tuiles violettes, — signé Rafael Moneo, fonctionne parfaitement. La nouvelle gare Santa Justa attend les passagers du TGV qui fait actuellement ses essais entre Séville et Madrid, en dépit de problèmes du côté de la signalisation électronique. En ville, les bâtiments publics font peu neuve. Le vieux hôpital Cinco Llagas, magnifiquement restauré, va pouvoir accueillir les archives d'Andalousie. Le patrimoine religieux est remis en état — du couvent San Clemente à la cathédrale, en passant par les innombrables églises sévillanes. Le théâtre de la Maestranza, tout neuf, a été inauguré avec le concours d'une demi-douzaine de papiers célèbres, de Plácido Domingo à Montserrat Caballé.

Le public, lui, se précipite chaque samedi, sur le site de l'exposition, pour en mesurer l'évolution. Des files de cars parcourent, au pas, les allées encombrées de matériaux. Le monorail et les nacelles, surchargés de curieux, survolent les échafaudages. Un seul bâtiment est achevé : le monastère de Santa Maria de las Cuevas — la chartreuse qui a donné son nom au terrain : la Cartuja. Il faut dire qu'elle est là depuis le quinzième siècle. Elle aurait même abrité les retraites de Christophe Colomb, entre ses voyages et, pendant quelque temps, sa dévouille

mortelle. Dans les premières années du dix-neuvième siècle, elle servait de quartier général aux troupes françaises qui tintèrent la ville sous le feu de leurs canons. Quelques années plus tard, un négociant anglais acheta l'édifice pour y installer une fabrique de faïences — la première industrie à naître en Andalousie. Les cheminées des hauts-fourneaux poussèrent entre les cloîtres, les réfectoires furent transformés en ateliers. L'usine fonctionna jusqu'au début des années 60, avant d'être abandonnée. Les restaurateurs du couvent ont décidé de prendre en compte l'ensemble de son histoire — séquence industrielle comprise.

Ce bâtiment hybride, entouré d'un beau jardin et ceint d'un haut mur, doit, le temps de l'exposition, accueillir le roi Juan Carlos et les chefs d'Etat étrangers.

Tous ceux qui sont représentés par un pavillon feront sans doute le voyage. Seule la Yougoslavie a déclaré forfait. Il fallait s'y attendre. Coincé entre la Roumanie et Cuba, en face du pavillon de la Croix-Rouge (cela ne s'invente pas), son terrain reste vierge. La place de l'Afrique subsaharienne est modeste, pour des raisons financières. Certains pays à la bourse peu garnie partagent un même édifice. C'est le cas de presque tous les pays d'Amérique latine et d'Etat du Proche-Orient comme l'Egypte, la Syrie ou la Jordanie. L'Espagne, la puissance invitante, est au centre de l'Expo, au bord d'un lac. En face, en arc de cercle, s'élèvent les pavillons des provinces espagnoles.

Les contraintes climatiques — ici, la température flirte avec les 40 degrés, pendant l'été — ont incité

les participants à jouer avec l'eau et la verdure (350 000 arbres ont été plantés), à privilégier les structures ouvertes et les aires tendues de toiles. La zone de repos, baptisée Palenque, avec ses cheminées de tissu et son auditorium aquatique, sera sans doute une réussite. L'avenue de l'Europe — abritée par des sortes de tauds censés évoquer le nombre des pays qui composent notre Vieux Continent (combien au juste ?), les voiles des caravelles de Colomb et les cheminées du monastère de la Cartuja — est un ratage, autant qu'on puisse en juger.

Permanence du «high tech»

La qualité des pavillons est difficile à estimer, étant donné leur état d'avancement. On peut pourtant dégager quelques tendances. La permanence de l'architecture «high tech», bien sûr. Dans ce domaine, la palme reviendra sans doute à l'édifice britannique. L'architecte Nicolas Grimshaw a accumulé ici toutes les innovations techniques qu'il a pu repérer. Cela donne une grande débauche d'antennes et de pédoncules, couplés avec des escaliers transparents, bien sûr, et un grand luxe d'appareils présentés comme des échafauds.

Les architectes français (Viguier, Jodry et associés) ont préféré parier sur la légèreté, le vide et la transparence : le pavillon de la France est un cube de quelque 50 mètres de côté, matérialisé par de fins piliers d'acier, support d'une mince toiture plate. A l'origine, celle-ci devait être une simple plaque de carbone, d'un seul tenant, mais le coût de cette réalisation futuriste a fait reculer les

financiers, qui doivent déjà débours 140 millions de francs pour le seul bâtiment. Le spectacle sera dans le socle : un puits de 30 mètres animé par une projection Omnimax. Régis Debray est chargé de la programmation culturelle du pavillon et Richard Peduzzi de sa décoration. Un peu plus loin, Gas Aulenti et Pier Luigi Spadoloni ont conçu l'impressionnant mastaba, armé de poutrelles énormes, qui représente l'Italie.

Autre tendance, la réhabilitation du bois. Le pavillon japonais, signé Tadeo Ando, est une sorte d'arche, dont le centre ouvert laisse apparaître une magnifique charpente. On accède à ce bel objet par le moyen d'un ingénieux escalier bombé. Le Chili a choisi le même matériau qu'il utilise fort élégamment. La Belgique en fait un usage plus massif. Comme la Hongrie, qui reproduit à Séville les formes des changements de teinte à volonté (vert, rouge, bleu ou blanc), voire les combinaisons. Inclassable encore, le Vatican qui a dû trouver son architecte à la Foire du Trône, tant son pavillon évoque une baraque foraine. C'est, pour l'instant, de l'avis unanime, le plus laid de l'exposition. La Chine, pour sa part, a soigneusement choisi le carton à chausure, très grande pointe.

Pour rentabiliser l'exposition universelle 1992 (près de 100 milliards de pesetas, environ 5,5 milliards de francs), ses organisateurs tablent sur 20 millions d'entrées payantes (4 000 pesetas par tête, environ 200 F). Mais l'addition des équipements annexes (autoroutes, TGV, aéroport, boulevards circulaires, restaurations diverses) sera sans doute beaucoup plus lourde. Les Sévillans ont un mauvais souvenir de la précédente exposition qui s'est tenue dans leur ville en 1929 — mauvaise date — et qui fut un fiasco. A cette occasion, la ville a hérité, au bord du fleuve, d'un joli parc et de quelques constructions pittoresques, entre l'azulejo gothique et le néo-mauresque flamboyant. Mais ses habitants ont dû supporter pendant quarante ans un impôt spécial pour éponger la dette de la cité.

En 1992, les Jeux olympiques à Barcelone, la célébration de l'anniversaire de la découverte du Nouveau Monde à Séville et l'élévation de Madrid au rang de capitale culturelle de l'Europe devraient attirer en Espagne suffisamment de visiteurs pour leur éviter ce désagrément.

EMMANUEL DE ROUX

CINÉMA

L'affaire «Poison»

Primé au Festival de Sundance, attaqué par les lignes puritaines, un film qui dérange

NEW-YORK

correspondance

« Un film sur la déviance », c'est ainsi qu'en janvier 1991, au Festival de Sundance dans l'Utah, le réalisateur Todd Haynes définissait *Poison*. Pour le jury du Festival, qui devait lui décerner le Grand Prix, le propos était plus universel : le film traite de la manière dont les cultures font du sexe un sujet de honte.

Dès avant sa sortie américaine, *Poison* provoquait un nouvel assaut des forces puritaines contre le National Endowment for the Arts (NEA). Jusqu'alors, ces attaques portaient sur la photo, la littérature, la peinture (le *Monde* daté 7-8 octobre 1990). Le cinéma se trouvait pour la première fois dans la ligne de feu. Tourné avec un budget de 250 000 dollars, *Poison* a, en effet, reçu du NEA une subvention de 25 000 dollars pour sa post-production. Ensuite, fin février, peu de temps donc après la clôture du Festival de Sundance, l'Association américaine pour la famille (A.A.F.), basée à Tupelo dans le Mississippi, attaqua l'industrie du cinéma et de la télévision qui, dit-elle, produit des films encourageant « la bigoterie anti-chrétienne ».

Le chef de l'AAF, le révérend Donald Wildmon, s'était déjà rendu célèbre par ses attaques contre la *Dernière Tentation du Christ* de Martin Scorsese et contre un dessin animé où, disait-il, Mighty Mouse semblait sniffer de la cocaïne.

La tactique est connue. On éplage d'abord un trop grand libéralisme moral (lisez « décadence ») puis, invoquant le premier amendement de la Constitution protégeant la liberté de parole et de pensée, on fait marche arrière : oui, un artiste peut faire ce qu'il veut, mais pas grâce aux fonds publics.

Dissimulation et offense

En mars 1991, inondant de lettres les sénateurs et les membres du Congrès, le révérend Wildmon critiquait le soutien du NEA à un film comportant « des scènes explicitement pornographiques d'homosexualité se livrant des actes de pénétration orale ». Ce n'est pas tant pas le cas. Le révérend Wildmon déclarait alors à l'Associated Press qu'il n'avait pas vu le film mais que ses remarques étaient fondées sur la critique du *Daily Variety*. Cette nouvelle attaque contre le NEA surgissait au moment où la Maison Blanche faisait comprendre à son directeur, John Frohman, qu'une nouvelle controverse sur la manière dont il accorde ses subventions mettrait en danger et son emploi et son agenda.

Dans sa critique du *New York Times*, Vincent Canby volait au secours de John Frohman, affirmant tranquillement : « *Poison* est une œuvre d'inspiration originale, précédant le type de projet que le NEA devrait soutenir ».

Le 17 octobre, les vingt-sept négociateurs (lisez « arbitres ») du Congrès américain (Sénat et Chambre des représentants) rejetèrent une mesure introduite par le sénateur Jesse Helms, républicain de Caroline du Nord, visant à interdire l'utilisation des fonds publics à fin de « promotion, dissimulation et production de matériel décrivant de manière ouverte ou sous-entendue des activités et des organes sexuels... ». Autocensurement, nombre de conservateurs des États dont l'agriculture est la principale ressource, les démocrates avaient lié l'adoption de cette mesure à... une augmentation des droits de pâturage.

HENRI BÉHAR

Torpeur sudiste

Le récit poussiéreux d'un fait-divers tragique

RAGE

de Stephen Gyllenhaal

Dans la nébuleuse du cinéma-porrait de l'Amérique, les films du Sud profond constituent un sous-genre à part, avec ses poncifs et ses personnages types. D'abord, il y fait trop chaud, et cela est supposé peser sur les nerfs des spectateurs comme sur ceux des personnages. Le racisme alimente la poudrière de toutes les violences qui couvent, avec le rigorisme religieux et la frustration sexuelle en guise de détonateur. Les petits blancs sont haineux, les femmes soumises mais taraudées d'innombrables désirs, les Noirs braves victimes, le Yankee bien-pensant à côté de la plaque. *Rage* ne déroge pas d'un iota à ces règles.

Aussi l'histoire des méfaits d'un commerçant nommé Paris Trout, exploitant et à l'occasion massacrant les Noirs, martyrisant sa femme qui finira par le tromper avec un avocat venu du Nord, suit un cours parfaitement prévisible. Et d'entrée, la mise en scène est saisie d'une totale impuissance à faire éprouver la chaleur, la haine, la peur qui devraient suinter du film.

Dennis Hopper se calefre dans son personnage de salaud intégral, sans intérêt à force d'être sans nuance, comme Paris Trout se barricade dans sa maison. Barbara Hershey et Ed Harris font quelques méritoires efforts pour donner un peu de vie à l'épouse et au juriste, mais leurs rôles sont dessinés à trop gros traits par un scénario à mine de plomb. Une scène page de Faulkner dissimule sur ce monde-là que les quatre-vingt dix minutes du film.

JEAN-MICHEL FRODON

L'humour impudique

Manifeste gay et cinéophile, *Poison* se veut sans concession à la censure. Ce n'est pas une, mais trois fois que Todd Haynes clame orgueilleusement son identité, et son admiration pour Jean Genet. Il le fait en trois histoires — trois fois H : Héros, Horreur, Homo — se recoupant, s'entre-croisant, s'enfonçant dans le dédale d'un esprit enroulé par le craché son mépris, et ne cherche certainement pas la paix. Trois histoires : celle d'un enfant parricide qui, son crime commis, s'envole, disparaît dans le ciel. Celle d'un adolescent tuteur, qui découvre sa sensualité dans les humiliations et la violence, subies comme une initiation, qui souffre d'amour et se reconnaît parmi les hommes. Celle enfin d'un beau garçon, une sorte de Dr Jekyll qui découvre l'aphrodisiaque absolu. Mais il se couvre de pustules et comme il est devenu incapable de se contrôler, il contamine la terre entière.

La métaphore est claire. Todd Haynes traite le fléau du sida par le sarcasme, la parodie des films de fiction années 50 — héroïne blonde et dévouée, musique que le temps a rendue gringante, décors de studio. Parodie encore que l'histoire de l'enfant parricide, montrée comme une de ces émissions « sociales » de la télévision — images chaotiques, couleurs de vieille caméra vidéo — pour lesquelles, après des années, on interroge des témoins qui disent n'importe quoi.

Finalement, la plus émouvante est l'histoire du tuteur et de ses amours, tour à tour hommages à Fassbinder et Pasolini, avec énormément de tendresse et aussi de passion brutale. Todd Haynes n'essaye pas de se montrer pudique, pas même à travers l'humour. L'humour est là tout le temps ou presque. Quand il s'efface, c'est pour laisser la place à l'effolement d'un sentiment très fort mais qui ne parvient pas à exprimer sa vérité, toute sa vérité. L'amour en décalage. La solitude en révolte. Et ce sont naturellement les moments les plus beaux.

COLETTE GODARD

ETATS GENERAUX DE L'ESPERANCE

4000 PAROLES POUR L'AN 2000

Les 23 et 24 novembre 1991, à Saint-Ouen, 4000 chrétiens participent aux « Etats généraux de l'Espérance ».

Cinq thèmes prioritaires pour l'avenir y seront débattus : démocratie dans l'Eglise, économie solidaire, éthique, vivre la modernité, construire la paix. Dans son numéro du 23 nov., « TC » présente les enjeux de ces « Etats généraux ».

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Chez les marchands de journaux ou à « TC », 49 Fg Poissonnière, 9e. Tél. : 42.46.37.50. PRIX : 17 F.

THEATRE DE GENNEVILLIERS

12 NOV. - 15 NOV. 1991

CENT MILLE REYDEAU

QUI TOMBERONT EN PLEIN

RENE FOSCHINI

LES JOYEUX DE METRO GENNEVILLIERS

PEINES D'AMOUR PERDUES

ANDRZEJ SEWERNY

19 NOV. - 22 DEC.

SHAKESPEARE

VENTES

Laurent de La Hyre bat des records à Drouot. — Un tableau de Laurent de La Hyre (1606-1656), *Allégorie de la géométrie*, a été adjugé 2,7 millions de francs à un acheteur étranger le jeudi 21 novembre, à l'Hôtel Drouot : un record mondial pour une œuvre du peintre français.

CELINE TARDI

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT

384 PAGES - 185 Frs.

en EXCLUSIVITE à PARIS

du lundi 18 au samedi 23 novembre

BUDDY MONTGOMERY

viagra

MICHAEL WEISS

7. BERNARDINUS, 100 Fg Poissonnière, 9e

A Saint-Germain des Prés

HOTEL - 29, rue Jacob

75006 PARIS 43 26 60 00

L'affaire "Poison"

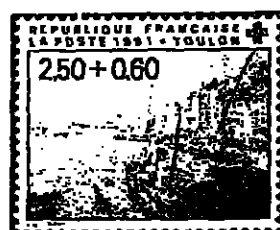
CULTURE

Le Monde • Samedi 23 novembre 1991 13

PHILATÉLIE

Croix-Rouge : Toulon

La Poste mettra en vente générale, le lundi 2 décembre, un timbre Croix-Rouge d'une valeur de 2,50 F affecté d'une surtaxe d'un montant de 0,60 F, reproduisant une œuvre de François Nard, le Port de Toulon. Rappelons que, en France, toutes les surtaxes de timbres sont systématiquement reversées à la Croix-Rouge.



Le timbre, au format horizontal 32,75 x 27 mm, mis en page par Louis Arquer, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente et en cannes vendues au prix de 31 F de dix plus deux vignettes publicitaires sans valeur. La couverture de ce carnet a été dessinée par Jean-Paul Vercé-Lemarinier d'après l'œuvre d'Alfred Guesdon.

P. J.
Vente anticipée à Toulon (Var), les 30 novembre et 1^{er} décembre, de 9 heures

à 18 heures, au bureau temporaire «premier jour» ouvert au siège de la Croix-Rouge, Conseil départemental du Var, 39, avenue Lazare-Carnot, le 30 novembre, de 9 heures à 12 heures, aux bureaux de poste de Toulon-RP et de Toulon-Liberté (boîtes aux lettres spéciales).

Vente anticipée à Montréal (Canada), les 30 novembre et 1^{er} décembre, au stand du service philatélique de la Poste de France, qui participe au Salon des collectionneurs (timbre à date sans mention «premier jour»). Conformément à la tradition, les oblitérations seront réalisées à l'encre rouge. Elles peuvent être obtenues par correspondance, dans un délai de huit semaines, auprès du Service des oblitérations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

Rabrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Boisjoly, 75015 Paris
Tél.: (1) 40-45-29-27
Spécimen récépissé sur demande contre 15 F en timbres

MUSIQUE

Les voix du Moyen Age

Entendre de la musique médiévale dans l'une des plus belles églises de Paris

L'ENSEMBLE ORGANUM
à la Sainte-Chapelle

Faire revivre l'art instrumental et vocal du Moyen Age, c'est la vocation de Marcel Pérès et de son Ensemble Organum depuis près de dix ans. Fondé à l'abbaye de Sénanque en 1982, cet ensemble est officiellement attaché depuis 1984 à l'Association pour la recherche et l'interprétation des musiques médiévales (ARIMM) dont le siège se trouve à la Fondation Royaumont à Asnières-sur-Oise. Son répertoire s'étend des premières sources connues (chant gallican, carolingien, ancien chant de l'Eglise de Rome) jusqu'au quatorzième siècle, mais aussi la musique des sacres des rois de France, le répertoire milanais ou les plaines-chants baroques. L'Ensemble Organum ne cache pas un petit penchant pour la liturgie.

Plus enclins aux tournées en région et à l'étranger, ces médiévistes s'installent cette année à Paris où ils donneront six concerts. Il faut en profiter. Découvrir de la musique médi-

vale n'est pas chose courante, d'autant qu'elle résonne dans l'une des plus belles églises de la capitale : la Sainte-Chapelle. «Je cherchais un bel endroit au cœur de Paris. Il est magnifique et le son y est remarquable. La Sainte-Chapelle est un refuge idéal pour nous», explique Marcel Pérès. Quand ils ont pénétré dans le chœur, les sept hommes vêtus de noir avaient cet air sérieux et austère, adjectifs dont on s'attendait à la musique médiévale avant de l'écouter. Alors, ils ont chanté, à capella, créant un univers troublant de sons gutturaux, de mélodies. Cette musique tient en haleine et seconne, bien loin de la «sévérité» escomptée.

Sept ou huit siècles de répertoire

Quand le baroque connaît toujours son heure de gloire, le mouvement médiévisme commence à peine à se faire connaître et le répertoire est immense qui couvre sept ou huit siècles. «Il y a dix ans, c'était le désert, explique Marcel Pérès. Notre public s'élargit peu

à peu. Les Français considèrent toujours cette époque comme une période sombre et les organisateurs de concert sont encore un peu réticents. Pourtant, la musique médiévale intéresse les baroqueux, les fous de chant grégorien ou les amateurs de vieilles liturgies intéressées par une dimension spirituelle. Mais il y a aussi ces musiciens «ethniques», qui y voient une façon de visiter l'histoire du Moyen Age.»

A la Fondation Royaumont, Marcel Pérès organise des colloques ou des séminaires de traduction. Actuellement, il décrypte un palimpseste, avec l'aide du laser, et vient d'achever la traduction d'un traité de musicologie du seizième siècle. Quatre cent-cinquante pages, un labeur de cinq ans. «Il y avait trois familles de manuscrits. Il y a les «classiques», connus depuis un ou deux siècles. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils sont chantés. On dit même seulement du manuscrit de l'école de Notre-Dame a été chanté. Il y a ceux qui dorment dans des bibliothèques de région, Besançon, Carpentras, Saint-Omer, Laon, Lens,

ou Montpellier qui possèdent un solide répertoire calan du quatorzième siècle.

«Et les trésors cachés enfin, comme ces manuscrits de plain-chant découverts dans la sacristie de la cathédrale d'Auxerre, datant du dix-huitième siècle, écrits par des gens qui voulaient retrouver les traditions gallicanes. Des chercheurs, comme nous aujourd'hui. Dans des greniers cossus, j'ai découvert des musiques qui ne ressemblaient à rien de ce que je connaissais. J'ai appris qu'elles appartenaient à la tradition orale transmise de la Corse à l'Italie du Sud. Le chant mozarabe que nous présentons le 7 décembre est une liturgie officiellement disparue au onzième siècle, mais restée sur les lèvres espagnoles. Cinq siècles plus tard, le cardinal de Tolède l'a fait retranscrire. Je l'ai retrouvée à Grenade.»

Une expérience chimique

L'oral. Le mystère des mystères. Les partitions écrites au Moyen Age représentent un petit tiers de l'activité musicale réelle. Le reste s'est évanoui. Marcel Pérès scrute le non-dit, tente de reconstituer le puzzle de cette mémoire oubliée en croisant les mentalités de l'époque, les traditions, comme il en a le projet avec le CNRS. Il traque les faux-bourbons, ces chants de tradition orale qui ont été couchés sur le papier. En Géorgie, en Russie ou en Italie du Sud, il a trouvé quelques pièces maîtresses de son puzzle.

Le concert vient enfin. Comme une expérience chimique. «Tenir, tirer diverses conclusions, se tromper, changer d'avis, bref, envisager cinq ou six lectures différentes d'une œuvre. Je pense à ces chants romains que nous avons enregistrés il y a cinq ans. Nous allons leur faire revivre l'événement du studio. Je veux montrer qu'ils ont changé et qu'ils auront encore changé dans cinq ans!»

Le Graduel d'Alain de Bretagne, présenté le 23 novembre, est une partition pour femmes «parce qu'elles ne chantaient pas dans les cathédrales, mais dans leurs couvents. La voix féminine est très importante dans le Moyen Age». Marcel Pérès réunit aussi des artistes d'horizons divers, grecs ou libanais, issus du bel canto ou de la variété, les voix se modulent comme elles se sont modulées au fil des siècles. «Il ne faut d'ailleurs jamais ignorer que nous sommes et serons toujours, à des années lumières de cette musique.»

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Sainte-Chapelle. Graduel d'Alain de Bretagne : le 23 novembre, à 21 heures. Chant mozarabe, le 7 décembre, à 21 heures. Puis les 20 mars, 3 avril et 15 mai 1992. Réservations : 34-68-05-50.

Oecuménisme à Metz

La vingtième édition d'un festival déjà européen

METZ

correspondance

Sans faste particulier, sans l'inévitable «concert exceptionnel», sans autocélébration donc, les Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ont été à la fin novembre leur vingtième anniversaire. Pas de bilan, en somme, mais la poursuite d'une action en faveur de la création. Pourtant, le festival fait peu bruit. Dès 1992, la formule consacrée deviendra un rendez-vous Musique nouvelle qui, sur deux

week-ends, devrait permettre que les œuvres soient jouées, à Metz ou ailleurs en Europe.

A la satisfaction des compositeurs, et surtout pour la plus grande joie des promoteurs et des partenaires financiers qui, de plus en plus, veulent suivre depuis la source les projets qu'ils sponsorisent. A Metz aussi, on se prépare à l'ouverture des frontières européennes.

La programmation du festival 1991 laisse pressentir cette nouvelle orientation. Plus que jamais, la musique contemporaine attend l'homme providentiel qui saura réconcilier la création et le public. Pour la plupart, les compositeurs retenus cette année ont joué la carte de la séduction, la piste comme la meilleure.

Dans cette dernière catégorie, Mauricio Kagel est passé maître, comme on l'a constaté avec ses œuvres récentes présentées cette année. Tanc-Schul, une partition de 1987 dans le sillage de Pulcinella de Stravinsky, a conquis par son humour et la force de son orchestration. Mais avec les Liturgies de 1990, on a perçu les limites du génie kagélien. L'œuvre s'appuie sur les

textes culturels des trois religions monothéistes. Elle se défend d'être ce qu'elle est en réalité, le manifeste d'un oecuménisme flasque, car le compositeur a délaissé l'esprit caustique qui lui caractérise d'ordinaire.

Avec Francisco Guerrero, c'est à un tout autre rituel que les auditeurs étaient conviés. Sahara est une partition délibérément expressive, économe de silences, symbolique au sens propre, dont la force, malgré ce que la titre laisse pressentir, est comparable aux boules de l'océan. On ne peut le proposer immédiatement (on ne s'encombre pas comme chez Kagel d'un appareil critique), toute l'écriture, soumise à une pensée en vue de l'âme, du souffle et de l'énergie vitale. Sahara est une grande respiration. Présentée par l'orchestre du Südwestfunk, la partition de Helmut Lachenmann, Accanto, est aux antipodes de Sahara. Dans cette fresque merveilleuse, où chaque silence est composé et signifiant, l'orchestre explore, instrument par instrument, des modes de jeu inhabituels, un procédé qui culmine dans la partie de clarinette solo pour laquelle l'interprète doit se surpasser jusqu'à l'épuisement physique : saluons la performance terriblement expressive du soliste Eduard Brunner. Partition qui refuse les concessions, Accanto date de 1975. La création française de ce chef-d'œuvre aura constitué paradoxalement l'événement à Metz.

DOMINIQUE DRUHEN

CONCERT

SALLE CORTOT
Lundi 25 novembre,
20 h 30

(p.e. Mondial Musique)

Piano : Dorota

ZAROWIECKA

Violoncelle : PER

HELDERS

SZYMANOWSKI, MARTINU

SCHNITTKE, BRAHMS

Une œuvre chorégraphique de
Joe
Jean-Pierre Perreault
du 26 au 30 novembre à 21 h
La Grande Halle-la Villette
Métro Porte de Pantin
40 03 39 03

Jusqu'au 1^{er} décembre
ATHENEE
Shakespeare
texte français Jean-Michel Déprats
mise en scène Dominique Pitoiset
Dominique Pitoiset est un metteur en scène rapéux, teigneux, qui aime piquer le gazon, ne craint pas de secouer les bonnes manières... Avec Hervé Pierre - Timon - un interprète formidable...
Colette Godard, Le Monde
L'amateur de Théâtre, s'il aime découvrir des talents nouveaux, devrait faire un tour à l'Athénée. Dominique Pitoiset se rappellera à nous.
Pierre Maréchal, Le Figaro
47.42.67.27

La Belle Noiseuse
dans la version du Festival de Cannes - 4 heures
Seul au Saint Germain des Prés
La Belle Noiseuse
dans la version "Divertimento" 2 heures
Gaumont Ambassade
Gaumont Les Halles
Gaumont Parnasse
Courté ? Longue ?
Desormais, on aura le choix entre deux versions.
PHILIPPE BOISER / LA CROIX

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 23 novembre : Drouot-Richelieu, 14 h : livres, sculptures, tableaux, photographies, argenterie, bijoux, céramiques.

Dimanche 24 novembre : Drouot-Montaigne, 15 h 30 : tapis d'Orient.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 23 novembre : Corbeil, 14 h : vingt façons de parfumer : Le Raincy, 14 h : mobilier, objets d'art.

Dimanche 24 novembre : Argenteuil, 14 h : mobilier, tableaux, argenterie, bijoux, céramiques ; Chantilly, 14 h 30 : tapis d'Orient ; Chartres, 14 h : mobilier, bijoux ; Châteaufort, 14 h : mobilier, objets d'art ; L'Isle-Adam, 16 h 30 : tableaux modernes ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : vins, alcools, Nogent-sur-Marne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Provins, 14 h : tableaux modernes ; Rambouillet, 14 h 30 : objets d'Amérique ; Saint-Germain-en-Laye, 15 h : livres ; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Tonnerre, 14 h 30 : mobilier 19^e ; Versaille, 14 h 30 : mobilier, bijoux ; Versailles (Rameau), 14 h : mobilier, objets d'art ; Versailles (Cheval-Légers), 10 h : art primitif, monnaies ; 14 h : art d'Asie, argenterie, bijoux.

PLUS LOIN

Samedi 23 novembre : Amiens, 14 h 30 : livres, mobilier ; Arras, 14 h : ateliers de peintres ; Avignon, 10 h : vins ; Belfort, 14 h : bijoux, objets d'art ; Bellegarde (88), 15 h et 21 h : mobilier, objets d'art ; Châlons-sur-Marne, 20 h 30 : tapis, tapisserie ; Chauxmont, 14 h : mobilier, argenterie ; Lyon (Apollinaire), 9 h 30 : cartes postales ; Marseille (Cantini), 10 h : bijoux ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille (Castellane), 10 h 30 et 14 h 30 : bibliophilie ; Reims, 14 h 30 : tapis d'Orient, tableaux ; Toulon, 9 h 30-14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Troyes, 14 h : cartes postales ; Vichy, 14 h : mobilier, tableaux ; Vitry-le-François, 10 h-14 h : céramiques.

Dimanche 24 novembre : Alençon, 14 h : mobilier, tableaux ; Arras, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Av-

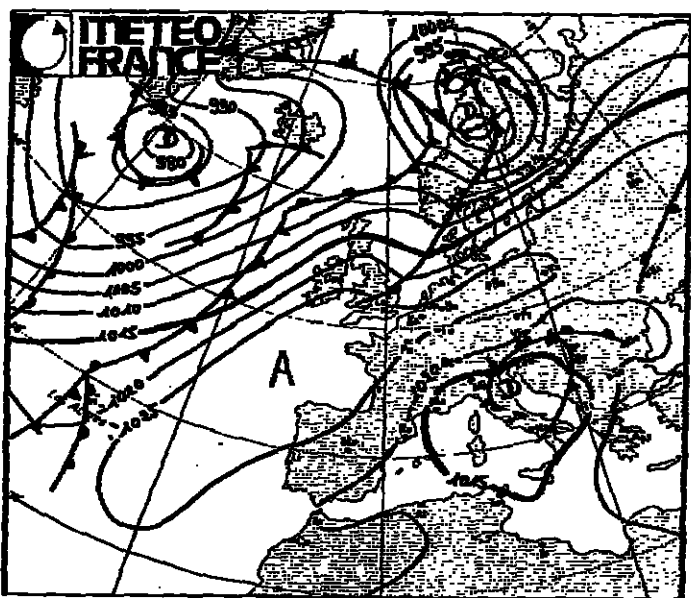
ignon, 11 h-14 h 30 : vins ; Besune, 14 h : mobilier, tableaux ; Calais, 14 h 30 : arts de Paris ; Châlons-sur-Marne, 14 h : mobilier, argenterie ; Châlon, 14 h : mobilier, tableaux ; Douai, 14 h : arts d'Asie ; Doullens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Gien, 14 h : tableaux contemporains ; Granville, 14 h 30 : livres, curiosités ; Houlbecq, 14 h 15 : archéologie ; L'Isle-de-Berdy, 15 h 30 : tableaux ; Le Mans, 15 h : mobilier, objets d'art ; Limoges, 14 h : mobilier, tableaux ; Louviers, 14 h 30 : livres, estampes ; Lyon (Marcel Rivière), 15 h 30 : outils anciens ; Mantes-la-Jolie, 14 h 30 : flacons de parfum ; Mont-laiguon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nancy, 14 h : art contemporain ; Nantes, 14 h 30 : Extrême-Orient ; Orléans, 10 h 15-14 h 15 : affiches ; Parthenay, 15 h : tableaux ; Pertuis, 15 h : tableaux, archéologie ; Pont-Audemer, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Reims, 14 h 30 : tapis d'Orient ; Saint-Denis, 14 h : mobilier, tableaux ; Soissons, 10 h-14 h 30 : vins ; Vanves, 14 h : mobilier, objets d'art ; Vendôme, 14 h 30 : mobilier, tableaux.

MUSIQUES DU MONDE
75 F
LUN. 25 NOV. 20H30
TRIO ERIK MARCHAND ET QUINTET CLARINETTES
Bretagne
avec la participation de Yann Fanch Kemener
LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

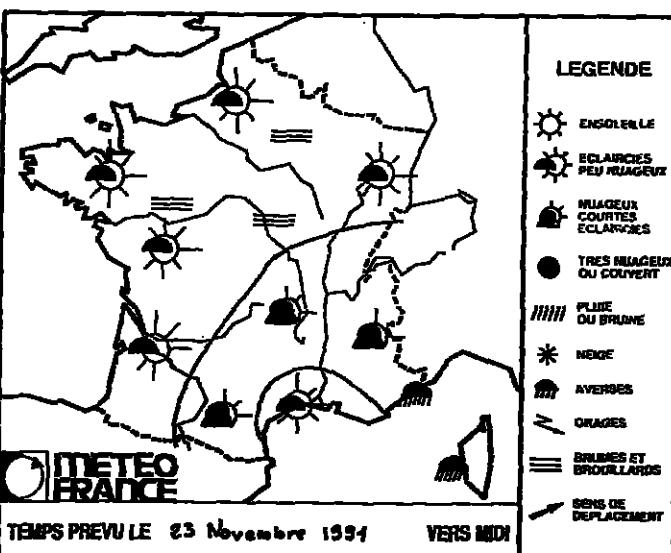
سنة ١٤١٢ هـ

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 NOVEMBRE 1991



Samedi : nuages sur le Sud-Est, soleil et fraîcheur ailleurs. Sur la Côte d'Azur et les Alpes du sud, le ciel sera très nuageux, avec des averses ; il neigera en montagne au-dessus de 800 m environ.

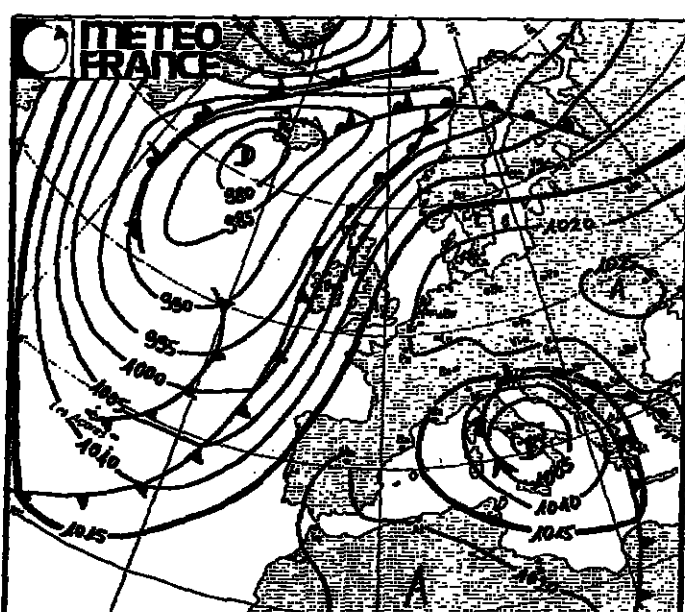
Sur les Alpes du nord, le Lyonnais, le Massif central et Midi-Pyrénées, les nuages resteront abondants jusqu'en milieu de journée, puis le soleil prendra le dessus.

Sur tout le reste du pays, il faudra compter avec la présence de brouillards au lever du jour ; ils seront parfois givrants. Mais le soleil arrive à en venir à bout, et l'après-midi sera bien ensoleillé.

Les températures matinales seront froides, avec des gelées entre -1 et -5 degrés qui toucheront la plupart des régions, à l'exception des régions voisines de la Manche et de la Méditerranée, où elles seront voisines de 9 degrés, de la Bretagne au Sud-Ouest, et de 14 degrés sur les régions méditerranéennes. Ailleurs, elles seront comprises entre 4 et 8 degrés.

Il soufflera encore un peu de tramontane le matin. L'après-midi, c'est un vent de nord-est assez fort qui se lèvera entre la Corse et la Côte d'Azur. Partout ailleurs, le vent sera faible ou modéré, de direction variable.

PRÉVISIONS POUR LE 24 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-11-1991 à 18 heures TU et le 22-11-1991 à 8 heures TU

FRANCE			TOULOUSE			TOURS			POINTE-A-PRE			ÉTRANGER			ALGER			AMSTERDAM			ATHÈNES			BANGKOK			BARCELONE			BELGRADE			BERLIN			BOMBAY			CAIRO			COPENHAGUE			DAKAR			DELHI			DJIBOUTI			GENÈVE			HONGKONG			ISTANBUL			JERUSALEM			LONDRES			LOS ANGELES			LISSABON			MADRID			MARRAKECH			MEXICO			MILAN			MONTREAL			MOSCOU			NAIROBI			NEW-YORK			OSLO			PALMA-DE-MAJ			PÉKIN			BIO-DE-JANERO			ROME			SINGAPOUR			STOCKHOLM			SYDNEY			TOKYO			TENIS			VARSOVIE			VIENNE			VIENNE		
ALACANT	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C	1	4	4	C	1	4	4	C	21	12	D	8	4	N	1	6	C	1	6	C	20	24	N	12	2	C	14	8	P	5	1	C	2	1	C	26	10	D	19	13	D	5	4	C	24	18	N	2	1	C	30	24	C	1	9	C	21	14	S	13	7	N	19	7	D	1	0	C	11	7	P	5	2	C																																																											
ALGER	16	8	N	C																																																																																																																																					

A B C D N O P T *
averse brume ciel couvert neige orage pluie tempête neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

COMMUNICATION

Un plan d'ensemble proposé au gouvernement

Cartes sur table pour le câble

Le rapport des Groupes d'études et de mobilisation remis à Matignon propose un plan d'ensemble et des montages financiers originaux pour remédier aux problèmes de la télévision par câble, le gouvernement souhaitant rassembler des décisions dans une « charte du câble » avant la fin de l'année.

Déficits insupportables, mauvaise coordination des acteurs, programmes insuffisamment attractifs pour déclencher la spirale vertueuse des abonnements... les maux de la télévision par câble en France sont connus, et dénoncés par toutes les parties concernées, qui restent sans l'accorder sur les causes et encore moins sur les solutions (le Monde du 10 septembre). Pour dénouer cet imbroglio, le premier ministre avait souhaité des avis nouveaux.

M. Edith Cresson vient de recevoir le rapport élaboré par MM. Alain Audaire et Christian Giacomotto, dans le cadre du groupe d'étude et de mobilisation Communication que préside ce dernier.

L'idée maîtresse du rapport est de proposer un plan d'ensemble pour le sauvetage du câble, et pas seulement une série de remèdes ponctuels à des problèmes isolés. Il insiste sur la cohérence indispensable des décisions, seule à même d'entraîner une dynamique de succès, et propose des montages financiers originaux.

Beaucoup des mesures évoquées

par le rapport sont déjà réclamées par les câblo-opérateurs ou France Télécom. Au plan réglementaire, il se va ainsi de l'assouplissement des règles régissant les chaînes de cinéma du câble (les décrets en cours d'élaboration prévoient un plafond de 500 films par an, diffusés huit fois, y compris les mercredis et samedis s'ils sont anciens), d'une réforme du compte de soutien pour ne faire coïncider que les débiteurs de chaînes thématiques et les faire accéder en retour à ces financements.

Au nom de la cohérence, le rapport se prononce aussi pour un moratoire sur toute nouvelle chaîne hertzienne, et pour une coordination explicite avec la diffusion par satellite.

Alléger les charges

Il détaille également des mesures incitatives ou d'obligation, tant fiscales que d'urbanisme, pour améliorer la pénétration du câble dans les logements collectifs. Ainsi les collectivités locales pourraient-elles accompagner ce câblage en levant des taxes si nécessaire.

Enfin, au-delà de toutes ces mesures techniques, le rapport Audaire proposerait de réorganiser l'ensemble des relations entre le constructeur des réseaux du plan Câble, France Télécom et les câblo-opérateurs, en renforçant leur solidarité. L'idée générale est d'alléger les charges des opérateurs maintenant,

pour associer la télévision par câble

sur une base d'abonnés plus large, qui compense ensuite, et au-delà, ce manque à gagner initial. Cet étalement dans le temps, qui repose sur un mécanisme complexe de crédit-bail, s'accompagnerait d'une hausse de la part de France Télécom dans les sociétés d'exploitation.

Le gouvernement doit maintenant étudier ce rapport, et harmoniser les conclusions qu'il en tire avec les travaux déjà en cours aux ministères des PTT et de la communication autour d'une « charte du câble » engageant toutes les parties. L'objectif est d'aboutir avant la fin de l'année. Car chacun sent bien que le ravaudage du plan Câble ne peut plus durer longtemps, et qu'il convient de tout remettre à plat. L'objectif affiché par le rapport Audaire, celui d'élargir au plus vite la base d'abonnés, ne peut guère rencontrer d'opposition. Mais c'est sans doute sur les moyens d'y parvenir que le consensus sera difficile à trouver.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Grève à Radio-France internationale (RFI). - Pour dénoncer une baisse de leur pouvoir d'achat de 2 % cette année, la signation des effectifs et la dégradation des moyens (studios, locaux, informatique), les salariés de RFI, à l'appel des syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO et SNJ, ont observé jeudi 21 novembre une grève de 24 heures, qu'une assemblée générale a reconduite à une forte majorité pour vendredi.

Destiné d'abord aux Anglais du Sud-Ouest

« France-Telegraph » veut aider les Britanniques à mieux s'intégrer

PERIGUEUX

de notre correspondant

Depuis de très nombreuses années, l'Aquitaine est une terre d'accueil pour les Britanniques.

En 1989, sous la direction d'Adam Brown, Dordogne-Telegraph, un trimestriel destiné à la communauté anglophone, apparaît dans les kiosques périgourdins. La revue débordait vite les frontières du département. Et deux ans après sa création, ses fondateurs nourrissent des ambitions hexagonales. Dordogne-Telegraph devient alors France-Telegraph.

Son tirage est de dix mille exemplaires et sa diffusion assurée par les NMPP. Mais ses ambitions ne changent pas. France-Telegraph se veut un trait d'union pour les liens qui abondent le continent. Il s'agit d'offrir à un public soucieux de s'intégrer, des clés pour comprendre le mode de vie, les traditions et les lois françaises. C'est ainsi que le lancement de la nouvelle formule a coïncidé avec la réalisation d'un dossier sur l'école et son fonctionnement. Dans le même numéro, les lecteurs se voyaient proposer un reportage sur l'art de vivre en Charente, qui allait des huîtres à l'architecture, en passant par le cognac.

DOMINIQUE RICHARD



M6 C'EST 11,3 % DES TÉLESPECTATEURS DE 15 À 49 ANS

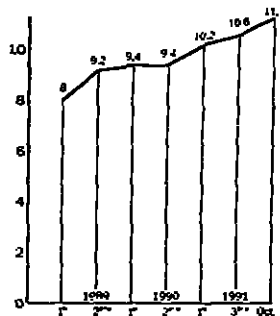
Si on nous appelle encore la petite chaîne c'est juste par myopie.

A force de monter, la petite chaîne n'est plus si petite que ça. Avec un réseau désormais presque national, avec des rendez-vous bien installés depuis septembre, M6 séduit un public de plus en plus large et a attiré ainsi en octobre 1991, 11,3% des téléspectateurs de 15 à 49 ans.

Si autant de téléspectateurs portent un intérêt



croissant à la chaîne, c'est parce qu'ils trouvent sur M6, aux heures qui leur conviennent, des programmes qui leur plaisent et qu'ils aiment regarder.



Part d'audience de M6 lundi-dimanche 3h-3h. Source Médiamat.

هنا من اصل

هذه هي الفكرة

16 Le Monde • Samedi 23 novembre 1991 •

Pour toutes informations et réservations: 36 15 / 36 16, code AF.



Derrière la tête d'un bon nombre d'entre vous, il y a une idée simple: voyager en Europe dans les meilleures conditions possibles.

Nous le savons et nous avons créé Le Club Européen pour vous offrir un espace privilégié et un service adapté aux courtes et moyennes distances.

Par ailleurs nous nous efforçons de répondre le mieux possible aux attentes de tous les passagers pour l'Europe.

Aller partout.

Air France vous offre, au départ de France, le réseau le plus dense vers l'Europe: 1200 vols vers plus de 120 destinations chaque semaine.

Partir tôt.

Tous les matins nous sommes les premiers à décoller vers plus de 20 grands centres d'affaires européens.

Enregistrer rapidement.

Grâce au nouveau billet ATB à bandes magnétiques vous pouvez enregistrer vous-même plus rapidement, par l'intermédiaire de machines automatiques, situées avant et après les filtres de police au terminal D de l'aéroport Charles de Gaulle 2.

Etre informé.

Air France a pris l'initiative d'installer des écrans dans les salles d'embarquement pour mieux vous informer de la situation de votre vol en cas d'irrégularité.

Ainsi la prochaine fois que vous poserez votre tête sur un fauteuil Air France, vous saurez pourquoi c'est une bonne idée.

L'idée derrière la tête d'un bon nombre d'hommes d'affaires.

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL
DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

AIR FRANCE

26 La chambre de commerce de Marseille réclame la libéralisation du transport aérien français

27 Grève à La Laitière de Roubaix
L'or noir de Sakhaline : un contrat de 20 milliards de dollars

28 Marchés financiers
29 Bourse de Paris

BILLET

Les négociations avec les sept pays les plus industrialisés

Cacophonie et brouillard agricoles

« La France a marqué d'ambition, de volonté et de courage. Après avoir répété « non et non » aux principes de la réforme de la politique agricole commune, voilà qu'elle laisse culotter. Assassin dans son propos malgré son air toujours courtois, M. Philippe Mangin, président du CNJA, n'est pas tendre pour M. Louis Mermaz. Avec son accent tonitruant, l'Aveyronnais Raymond Laporte, au nom de la puissante FNSEA, en rajoute : « Les négociations du GATT et la réforme de la PAC sont une campagne d'intoxication à laquelle se livre la Commission européenne ; il est irresponsable de faire croire aux agriculteurs français que les des sont d'ores et déjà jetés. » Serein dans les tourments, M. Mermaz plaide que, « jusqu'à maintenant, dans la négociation du GATT, la commission Mac Sherry a bien défendu les intérêts des Européens. (...) mais (que) les avancées des Américains sont plus apparentes que réelles et leur flexibilité à sens unique ».

Bref, derrière cette cacophonie de procès d'intention, de double langage et de mensonges, le dossier agricole français est à nouveau dans le brouillard. Une incertitude d'autant moins acceptable pour nos paysans (de loin les plus réticents de la CEE) que l'INSEE leur annonce une chute brutale de leurs revenus en 1992. L'imposante manifestation parisienne du 28 septembre n'aurait-elle servi à rien, dit M. Mermaz, fidèle compagnon de route de M. François Mitterrand, n'aurait-il plus l'oreille de l'Elysée ? Cherche-t-il à gagner du temps en attendant janvier et la présidence portugaise, Lisbonne affichant habituellement une position moins favorablement libérale que celle de Madrid ? La France - en première ligne dans les deux négociations - intimement impliquée de la PAC et du GATT - aurait-elle secrètement accepté de ne sauver que ce qui peut l'être de son agriculture en disant qu'une réforme « globale et équilibrée », une expression qui dans toute négociation multilatérale relève de la langue de bois la plus élaborée. Reste l'aspect franco-français et notamment l'application du programme de soutien que le président de la République avait annoncé le 24 octobre : réduction des droits de mutation, exonération du « carburant vert », allègement de l'impôt foncier non bâti, préretraites... Sur ces sujets, l'interlocuteur qui traite les plaies n'est ni à Bruxelles, ni à Genève, ni à Washington, mais... à Bercy. M. Mermaz vient de révéler que Mme Edith Cresson donnera sa réponse le 28 novembre.

FRANÇOIS GRÖSCHARD

Le Parlement russe prend le contrôle de banques soviétiques

Le Parlement de la Fédération de Russie a annoncé vendredi 22 novembre qu'il prenait le contrôle de la Banque d'Etat soviétique (Gosbank) et de la Banque des affaires économiques extérieures (Vneshconbank).

Selon une réclamation approuvée à une très forte majorité, la Banque centrale de Russie devient le seul organisme responsable sur le territoire russe de la politique de crédit et de changes, dont le principal objectif est la consolidation du rouble.

Huit Républiques sur douze acceptent le réajustement partiel de la dette soviétique

A l'issue de quatre jours de négociations, les représentants du groupe des sept grands pays industrialisés (le G7) et ceux de huit Républiques de l'ex-URSS sont parvenus, jeudi 21 novembre à Moscou, à un accord final qui prévoit un réajustement partiel et provisoire de la dette extérieure soviétique. Quatre Républiques, dont l'Ukraine, n'ont pas signé, pour l'instant, cet accord, qui se traduit notamment par le report des remboursements en capital dus par Moscou au 31 décembre 1991, un montant de 3,6 milliards de dollars.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

L'ex-URSS a franchi, jeudi 21 novembre, un nouveau pas en direction du club des pays du tiers-monde : après avoir été considéré par les dirigeants occidentaux pendant plus de soixante-dix ans comme un « bon payeur », Moscou a dû négocier un réajustement de sa dette extérieure. Au terme de difficiles négociations, un accord a été conclu entre les représentants du G7 (les sept grands pays industrialisés) et ceux de huit Républiques de l'ancienne Union. Comme cela ressort du communiqué rendu public jeudi à Moscou, le compromis apparaît partiel et provisoire.

Face à la dégradation de la situation économique et financière, un accord était indispensable. Lourdement endettée (une dette extérieure supérieure à 70 milliards de dollars), l'ex-URSS n'était plus capable d'assurer ses échéances de ce mois de novembre. Réunis à Londres sur « jokers », les sept grands pays industrialisés avaient mis au président Mikhail Gorbatchev une aide. Celui-ci ne devait pas oublier de le rappeler personnellement les représentants du G7 et d'expliquer la situation économique et financière de son pays. L'hyperinflation est devenue une réalité quotidienne : au cours des neuf premiers mois de 1991, les prix ont augmenté de 177 %. « On a perdu la moitié de la monnaie en un an », indique M. Iouri Balagourov, directeur de l'Institut d'économie à Gorki (la banque centrale de l'Union soviétique) qui nous a annoncé qu'après l'émission de billets de 200 roubles, puis de 500 roubles cette année, la banque centrale prépare la mise en circulation de billets de 1.000 roubles d'ici à la fin du premier trimestre 1992.

Stabilisation macroéconomique

L'accord signé jeudi, qui porte sur la dette garantie, prévoit donc d'abaisser le rapport d'échéances des prêts de la fin de 1991. Le montant concerné est, selon M. Valeri Pekchev, vice-président de la Gosbank, de 3,6 milliards de dollars (près de 28 milliards de francs). La banque centrale soviétique continuera en revanche à verser les intérêts prévus sur la dette totale (soit près d'un milliard de dollars d'ici à la fin de l'année). Les Sept se seraient en outre engagés à procéder à un réajustement du même type (portant notamment sur le remboursement du capital) pour 1992, les échéances concernées pouvant alors être « repoussées à trois fois supérieures », selon M. Pekchev. Mais pour cela, il faudra que Moscou parvienne à définir avec le Fonds monétaire international (FMI) un programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles, avant le 31 mars 1992.

Un comité intergouvernemental de gestion de la dette va être créé. Il sera chargé d'évaluer non seulement le montant de la dette, mais aussi celui des actifs détenus par l'ancienne Union soviétique. Le communiqué publié jeudi indique enfin qu'en cas de problème de liquidité les parties pourraient mettre en place « un financement d'urgence sous la forme d'une facilité de swap ».

Confiné à la mise en œuvre d'un programme du FMI, cet accord de réajustement apparaît très précaire. Il n'est en effet signé que par huit Républiques de l'ancienne Union soviétique. Outre les pays-bâtes, quatre Républiques (dont l'Ukraine) ont refusé pour l'instant de



JESIN

souscrire aux engagements pris avec le G7. Il s'agit de l'Azerbaïdjan, de l'Ouzbékistan, de la Géorgie et de l'Ukraine. Négociateur pour la banque centrale, M. Pekchev affirme que l'Ukraine « retient pour l'instant sa signature », mais que les représentants de cette importante République devraient signer « une fois les élections passées » (le 1^{er} décembre). Selon d'autres sources moscovites, il en serait de même pour les autres Républiques concernées.

Le 28 octobre, le G7 avait obtenu que les douze Républiques engageant « une responsabilité commune » sur la dette extérieure de l'ex-URSS. Elles ne sont plus que huit un mois après. Mercredi, le

président russe, M. Boris Eltsine, avait indiqué, lors d'une intervention télévisée, que la Russie tiendrait ses engagements financiers, et ceux des éventuelles Républiques défectives, s'il le fallait.

Dès samedi 23 novembre, M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, et représentant de la France au G7, souhaite réunir à Paris les bailleurs de fonds publics de l'ex-URSS pour mettre en œuvre l'accord. Les représentants du G7 vont également faire pression sur les banques commerciales pour qu'elles accordent, elles aussi, quelques faveurs à l'ex-Union soviétique.

ÉRIK IZRAELEWICZ

La BERD va proposer un système d'union des paiements pour l'Est

Le mémorandum signé jeudi 21 novembre à Moscou souligne l'importance, compte tenu du degré élevé d'interdépendance économique entre les Républiques, du maintien de flux commerciaux libres sur le territoire soviétique.

Le même jour, le président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. Jacques Attali, confirmait lors d'un discours prononcé à Vienne que l'organisme qu'il préside avait mis à l'étude un projet d'union des paiements pour l'Est. Ce projet, qui concernerait aussi bien l'Europe centrale que les Républiques soviétiques, s'appuierait sur un système de compensa-

tions bilatérales entre participants au système. Selon M. Attali, un tel système ne remplace pas la véritable convertibilité des monnaies, seule garante d'un véritable libre-échange, mais peut, à court terme, améliorer la situation du commerce à l'Est, perturbé par l'effondrement de la « zone rouble » et par la rareté des devises.

De son côté, l'Association pour l'union monétaire de l'Europe (AUME), organisme privé travaillant sur la promotion du rôle de l'écu, a proposé récemment la création d'une « zone écu » à l'Est. M. Attali estime également que l'écu pourrait servir de référence pour l'union des paiements.

Les dispositions fiscales du projet de loi de finances pour 1992

Le régime des donations nettement favorisé

Le régime fiscal des donations et des successions va être considérablement allégé par une disposition contenue dans le projet de loi de finances pour 1992, actuellement discuté par le Parlement. Jeudi 21 novembre, le Sénat a voté cette disposition sous une forme strictement identique à celle de l'Assemblée nationale. La réforme est donc acquise.

« Afin d'encourager la transmission anticipée des patrimoines », l'article 11 du projet de budget pour 1992 prévoit de « limiter la règle du rappel fiscal des donations effectuées moins de dix ans avant la succession ou la donation ultérieure ». Cette modification du régime existant est essentielle : elle signifie en clair - et pour simplifier - que les avantages fiscaux accordés lors d'une donation (abattement personnel de 300 000 francs notamment) pourront désormais jouer à nouveau pleinement pour une autre donation ou lors d'une succession si ces derniers actes sont conclus au moins dix ans après les précédents.

On voit l'importance d'une telle disposition : un père pourra notamment transmettre jusqu'à 300 000 francs à son fils ou à sa fille tous les dix ans sans payer aucun droit de succession. Comme l'abattement (encore fixé à 275 000 francs, mais qui va passer à 300 000 francs au début de l'année prochaine) est personnel, il vaut pour chacun des enfants : soit jusqu'à 600 000 francs

pour deux enfants. Dans le cas par exemple d'une donation à leurs enfants par un couple formé sous le régime de la communauté, l'abatement joue deux fois puisque chacun des parents est juridiquement détenteur de la moitié du capital familial. Dans le cas d'une famille de deux enfants, une donation de 1,2 million de francs pourra donc être faite tous les dix ans, sans payer de droits de succession.

Limitation de la règle du rappel

Ce qui empêchait jusqu'à présent le bénéfice de cette nouvelle disposition était ce que les spécialistes appellent « la règle du rappel fiscal des donations antérieures ».

Le Code général des impôts contenait en effet un article 784, qui faisait le désespoir des notaires et des familles fortunées désireuses de transmettre précocement leurs biens - y compris professionnels - par donation. Lors de l'acte de succession - ou d'une nouvelle donation - il était tenu compte des abattements et des réductions déjà effectués. Si donc les biens précédemment transmis n'étaient jamais taxés une nouvelle fois, le code des impôts n'autorisait pas que l'abattement de 275 000 francs (300 000 francs à partir de 1992) s'applique à nouveau. Le calcul des droits de succession - ou de donation - se faisait sur la totalité de la valeur des biens supplémentaires nouvellement donnés ou transmis. Autre pénalisation : le barème jouait lors de la succession ou de la nouvelle donation non pas à partir de la tranche 0 mais à partir de la tranche qu'avait atteinte

L'ouverture aux pays de l'Est

La CEE passe des accords avec la Hongrie la Pologne et la Tchécoslovaquie

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission européenne devait parapher vendredi 22 novembre les « accords européens » qui lieront la Communauté à la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les négociations, engagées en 1990, viennent en effet d'être conclues. Ces « super accords d'association » concrétiseront un rapprochement sensible entre la Communauté et ces trois pays d'Europe centrale et orientale, constituant par là-même une étape dans la voie de leur adhésion. Aucun engagement n'est pris par les Douze à ce sujet dans le texte des accords, cependant une référence à cette perspective d'adhésion est mentionnée.

En matière commerciale, les « accords européens » sont caractérisés par l'asymétrie du démantèlement tarifaire : la CEE réduira ses droits de douane et autres protections aux frontières plus vite que ne le feront les pays de l'Est, l'ide étant cependant d'aboutir dans dix ans à une zone de libre échange pour les produits industriels. Les pourparlers ont été, à plusieurs reprises, interrompus : les pays de l'Est estimant insuffisante l'offre initialement présentée par la Communauté dans les trois principaux secteurs sensibles, à savoir l'agriculture, le textile et la sidérurgie.

Finalement, les Douze ont assoupli leur position et, dans ces trois domaines, ont accepté une formule qui donne aux exportateurs hongrois, polonais et tchécoslovaques un accès à leur marché sensiblement amélioré par rapport

à ce qui est la règle à l'égard des autres pays tiers.

Les accords prévoient aussi une harmonisation progressive des législations afin de préparer ces nouveaux partenaires à une éventuelle future adhésion. Ils complètent l'action menée par la CEE, depuis 1989 pour la Pologne et la Hongrie, 1990 pour la Tchécoslovaquie, dans le cadre du programme PHARE, pour contribuer au redressement économique des pays d'Europe centrale et orientale. Les crédits affectés aux pays de l'Est par le programme PHARE en 1991 atteignent 850 millions d'écus ; ils s'élèveront à un milliard d'écus (sept milliards de francs) en 1992. Ces sommes sont utilisées pour la mise en œuvre de programmes variés : développement de l'agriculture, modernisation des infrastructures et surtout aide à la privatisation et mise en route de petites et moyennes entreprises.

PHILIPPE LEMAITRE

□ Nouvelles hausses des prix en Hongrie. - L'inquiétude monte en Hongrie après l'annonce de la hausse des prix de certains produits de première nécessité, qui frappe les catégories les plus défavorisées et entraîne une dégradation du niveau de vie de la couche moyenne de la population. Depuis le début de novembre, plusieurs produits de première nécessité ont connu de nouvelles hausses, allant de 10 % pour le lait et la viande à plus de 100 % pour les œufs. D'autres hausses, dont celle de l'essence, devraient intervenir au début de 1992, alors que le gouvernement conservateur espère limiter le taux d'inflation à 25 % l'année prochaine.

Les milieux agricoles américains estiment insuffisantes les aides proposées à l'URSS

Les milieux agricoles américains estiment insuffisantes les montants des garanties de crédits offertes par le président George Bush à l'Union soviétique, et craignent que ces pays ne fassent largement appel à d'autres fournisseurs pour satisfaire ses pressants besoins alimentaires.

Le président Bush avait accordé mercredi 20 novembre 1,25 milliard de dollars (6,87 milliards de francs) en garanties de crédits à l'URSS, ainsi que 165 millions en dons de produits agricoles. Mais Moscou avait demandé en octobre une assistance américaine d'environ 3,5 milliards. « On ne peut pas par-

ler de pactole », déclare M. Randy Gordon, porte-parole du groupe-mécanisme américain des producteurs de grains (National Grain and Feed Association) mais au moins on continue à écouter nos produits.

Si les Soviétiques utilisent les trois quarts de leur allocation pour acheter du maïs, ils pourraient commander plus de 8,5 millions de tonnes de céréales. Les Soviétiques devraient utiliser l'essentiel des garanties de crédits pour financer des achats de céréales secondaires pour l'alimentation animale, selon le secrétaire à l'agriculture, M. Edouard Madigan.

ment beaucoup moins sévère. Ainsi en Grande-Bretagne, les donations consenties plus de sept ans avant le décès sont totalement exonérées des droits de succession. En Allemagne, les dons effectués plus de dix ans avant la succession ne sont pas repris dans celle-ci. Aux Pays-Bas, au Danemark, au Luxembourg, on n'intègre pas du tout les donations aux successions. La construction de l'Europe impose un certain rapprochement des fiscalités : une nouvelle preuve en est donnée là.

Reste que l'administration devra apporter plusieurs précisions quant à l'application de l'article 11 de la loi de finances. Une première question qu'on peut se poser est de savoir si un don manuel effectué moins de dix ans après la donation fait perdre le bénéfice du non-rappel fiscal. On sait en effet qu'une nouvelle disposition de la loi de finances prévoit que les dons manuels, s'ils sont avancés par un contribuable pour se justifier fiscalement continueront d'être admis par l'administration mais donneront lieu à paiement immédiat des droits de mutation. D'où une autre question : l'administration prendra-t-elle en compte les dons manuels faits avant la publication de la loi de finances pour 1992 pour l'application de l'article 11 ? En d'autres termes, y aura-t-il rétroactivité ?

Quoi qu'il en soit, le système fiscal français des droits de succession vient d'être considérablement modifié. Il est tout de même surprenant qu'une telle réforme soit passée à peu près inaperçue.

ALAIN VERNHOLES

لجنة إدارة الأصول

ÉCONOMIE

SOCIAL

Les difficultés de l'industrie textile

Grève avec occupation à La Lainière de Roubaix

Hier fleuron de l'empire Prouvost, aujourd'hui branche malade du groupe VEV - Vitos Etablissements Vitoux - repris en juillet par le financier Pierre Barberis, La Lainière de Roubaix est occupée depuis une semaine par ses salariés, qui rejettent les modalités d'un plan prévoyant 197 suppressions d'emplois. Une réunion entre la direction régionale du travail, les syndicats et les responsables de l'entreprise devait se tenir vendredi 22 novembre, en attendant le jugement en référé demandé par la direction de La Lainière pour « le rétablissement de la liberté du travail ».

ROUBAIX

de notre envoyé spécial

« Non à l'avenir sans avenir ! » L'affiche masque les publicités défraîchies d'un bâtiment de laines Pingouin où le bonheur de vivre en Rodier. Entassés dans les salles enfumées jouxtant le comité d'entreprise, les grévistes fatigués et tendus, protégés par de dérisoires barricades, occupent depuis huit jours les locaux étrangement inhabités de La Lainière. Des bâtiments silencieux, quadrillés de véritables rues dont la mesure et les briques tristes, malgré les coups de peinture, évoquent d'autres temps. D'autres fâmes. Ces jours

de splendeur où la reine d'Angleterre et Nikita Khrouchtchev venaient l'usine, où ouvriers et contremaîtres se comptaient encore par milliers. N'étaient-ils pas 3 000 encore au début des années 80 ? Huit mille qui de rencontres en cassions, de départs en préretraites en plans sociaux, ne seront plus que 800 après la mise en œuvre du dernier plan de redressement en date, celui de leur nouveau propriétaire, M. Pierre Barberis. Alors, ils en ont trop vu. Ils n'y croient plus. Et comment pourrait-il en être autrement dans une ville où le taux de chômage avoisine les 25 % ? Où, entre usines désaffectées et coronas tristes, se développe une délinquance dont tous, ici, entretiennent le souvenir ?

Priorité au marché

« Quel plan industriel ? Quelle politique commerciale ? Quels objectifs ? », interroge M. Michel Gilles, secrétaire du comité d'entreprise de La Lainière, secrétaire du comité central d'entreprise de VEV. Depuis des mois, ces questions restent en suspens. Des réponses, pourtant, la direction de VEV comme celle de La Lainière - réplique dans un hôtel de la ville en attendant la fin de l'occupation - croient en avoir apporté. Priorité sera donnée au marché après des années pendant lesquelles les directions n'ont raisoné qu'en termes d'entreprise. Désert de la Société française du

lin (SFL) et des filatures héritées de Bousac (spécialistes dans le coton), le groupe VEV sera recentré sur les métiers de la laine, le cœur de sa spécialité. La Lainière, Christory et Bousac SNC continueront à alimenter les marques grand public redynamisées : Intexal (Rodier), CDC (chaussettes), Pingouin (fil à tricoter), Rousseau (chemises) et Custom-gic (housse de voitures). Mais pour en arriver là, il faut encore passer par le redressement d'un groupe qui a annoncé 669,2 millions de francs de déficit au premier semestre 1991, pour un chiffre d'affaires de 1,98 milliard. Des pertes considérables auxquelles La Lainière contribue lourdement. « L'an dernier, cette société a perdu 220 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 800 millions », précise-t-on au siège du groupe sans donner de chiffres pour cette année. Reconvertie sur la fabrication de fils à forte valeur ajoutée, La Lainière devrait renouer avec l'équilibre l'an prochain.

Le 4 octobre, la direction de La Lainière déposait un plan de redressement, prévoyant la suppression de 197 des 1000 emplois avec une allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (FNE) pour les plus de cinquante-cinq ans, un mi-temps partiellement indemnisé à 80 % du salaire initial pour les plus de cinquante-trois ans, des contrats ou des congés de conversion ainsi qu'une indemnité supplémentaire (de 30 000 francs en dessous de quarante-cinq ans,

40 000 au-delà). Une prime déjà octroyée lors d'un précédent plan de redressement et, paradoxalement, devenue la pomme de toutes les discordes.

Aux termes de l'accord conclu entre les pouvoirs publics et M. Barberis pour la reprise de VEV, l'Etat, via le comité interministériel de reconstruction industrielle (CIRI), doit en effet prendre en charge le coût du plan social au-delà des simples dispositions légales. Or, s'ils veulent bien accorder une prime de reclassement - fractionnable et soumise à une vraie recherche de l'emploi, - les pouvoirs publics, qui ont accepté une majoration de la prime initiale de 10 000 francs, se refusent absolument à un simple versement de « cash ». Majoritaire dans l'entreprise, la CGT, elle, exige 60 000 francs de prime de licenciement et refuse quelque condition que ce soit. « Pas question d'imposer de nouveaux contrôles à des gens que l'on licencie », résume M. Gilles.

Ce conflit, qui ne concerne que les partants, ne peut durer, assure la direction de La Lainière, où l'on table sur une reprise rapide du travail sous la pression de salariés inquiets pour la survie de l'entreprise. « Tout le monde est au conflit, affirme la CGT. Les gens d'ici en ont trop vu, pour croire que, demain, ils ne seront pas frappés à leur tour. » Entre espoir et fatalité, de quel côté penchera l'avenir ?

PIERRE-ANGEL GAY

La délocalisation des organismes publics

« Etre chômeur à Paris plutôt qu'à Angoulême »

Entre 2 500 et 3 000 personnes, selon les organisateurs (1 500, selon la police), ont manifesté, jeudi 21 novembre à Paris, contre les décisions gouvernementales prévoyant la délocalisation en province de vingt-quatre organismes publics. Reçue, dans l'après-midi, par des conseillers de M^{me} Edith Cresson, une délégation du Collectif contre les délocalisations s'est vue assurer que ces transferts donneraient lieu à une étroite concertation avec les personnels et que le plan social d'accompagnement serait arrêté « dans les prochaines semaines ». La ministre de la ville a annoncé qu'une personnalité sera prochainement nommée pour assurer la suivi et la coordination de ce plan.

« Cresson, on n'est pas des pions ! » Banderolles peintes à la hâte, affichettes autour du cou, les quelque deux mille fonctionnaires délocalisés qui ont battu, jeudi après-midi, le pavé parisien étaient venus crier leur consternation. Consternation d'avoir « appris dans la presse » la mesure les concernant et qui, pour la plupart, les frappe au cœur de leur vie. « C'est avant tout sur le plan humain que cela nous touche », lâche cette employée du CEREC, délocalisée à Marseille.

« Que va devenir mon conjoint ? Va-t-il retrouver un emploi ? ». Ces interrogations reviennent à l'infini dans la bouche de ceux qui défilent. Et de se répéter à l'envi les chiffres du chômage qui frappent les villes d'accueil : « 12,6 % à Angoulême », affirme-t-on du côté de la SEITA ; « une personne sur sept à Aubusson », renchérit-on du côté de la Manufacture nationale de tapis et de tapisseries. Un plan d'accompagnement ? « On n'y croit pas... »

Pour la plupart des manifestants, l'alternative se résume simplement : « divorcé ou licencié ». Car nombre d'entre eux, contractuels de l'Etat ou soumis à un statut spécifique, se voient déjà au chômage. Du fait de leur refus de partir ou du démantèlement de leur organisme. « Je préfère être chômeur à Paris plutôt que chômeur à Angoulême », affirme cet employé de la SEITA qui redoute qu'au travers des délocalisations « on en profite pour licencier le personnel ».

Reste ceux qui se sont joints au cortège à titre préventif. Ainsi en est-il des étudiants de l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort susceptibles d'aller à Metz. Ou les agents du CNASEA (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles), qui, sous couvert d'une éventuelle délocalisation à Caen ou à Limoges, ont surtout peur de perdre, dans la tourmente, les substantiels avantages du statut qu'ils sont en train de négocier.

V. D.

Alors que le gouvernement fait de nouvelles propositions

Des assistantes sociales ont occupé le Conseil d'Etat

Deux cents assistantes sociales ont occupé le Conseil d'Etat, jeudi 21 novembre, de 4 heures à minuit, à l'appel de la Coordination nationale des collectifs d'assistants de service social (CONCASS), qui avait déjà bloqué des voies de chemin de fer au début du mois (le Monde du 9 novembre) et envahi l'Opéra Garnier la semaine suivante.

Une délégation de douze personnes a été reçue au ministère des affaires sociales et de l'intégration, de 20 heures à 22 heures, par M. Jean Blocquaux, inspecteur général des affaires sociales, et Philippe Coste, conseiller technique. M. Blocquaux leur a présenté les conclusions de sa mission sur les conditions d'exercice du travail social (le Monde du 19 octobre), ainsi que les décisions prises, le jour même, par le gouvernement. Celui-ci ne renouvelait pas l'homologation du diplôme d'assistant de service social au niveau III (bac+2), dans la mesure où ce classement possède une importance « charge symbolique » auprès du personnel concerné, tout en ayant un « enjeu réel secondaire ». Le gouvernement propose que ce diplôme soit, à partir de l'an prochain, délivré conjointement par le ministère des affaires sociales et celui de l'éducation nationale, qui en reformera le contenu et en déterminera le niveau. Mais une éventuelle équivalence avec la licence ne donnerait pas automatiquement accès à la catégorie A de la fonction publique.

Le ministère veut dégager, dès 1992, 20 millions de francs de crédits supplémentaires pour la formation et aligner le montant des bourses d'études sur celles de l'édu-

cation nationale. Il demande, notamment, la poursuite d'une mission d'étude sur la réorganisation institutionnelle pour tous les travailleurs sociaux et la décentralisation totale des DDASS.

Ces propositions sont loin de satisfaire la CONCASS, qui n'a pas négocié sur les conditions d'exercice de sa profession, comme le propose depuis deux mois le ministre, M. Jean-Louis Bianco, mais sur son statut. Or, cette question relève, pour ce qui concerne les assistantes sociales employées par des collectivités - les plus nombreuses, en fait - des services de M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Ceux-ci ont déjà reçu par deux fois la CONCASS mais c'est avec les syndicats, uniquement, qu'ils négocient depuis le 29 octobre l'avenir de la filière sanitaire et sociale. La CONCASS a obtenu un nouveau rendez-vous, en début de semaine prochaine, avec, à la fois, les représentants de M. Sueur et ceux de M. Bianco.

RAFAËLE RIVAIS

□ Fin du conflit Bull périphériques. - Les grévistes qui occupent depuis seize jours le transformateur central de l'usine Bull périphériques de Belfort paralysant ainsi l'activité de l'établissement, ont voté jeudi 21 novembre la reprise du travail. Le projet d'accord du médiateur local chargé de trouver une issue positive au conflit a été adopté par 275 voix contre 43 et 3 bulletins blancs.

ÉNERGIE

Un contrat de 20 milliards de dollars

Exxon et plusieurs groupes japonais pourraient exploiter l'or noir de Sakhaline

Confrontée à une chute dramatique de sa production d'hydrocarbures, l'une des principales sources de devises du pays, l'URSS accélère l'ouverture de ses champs pétroliers et gaziers aux compagnies occidentales. La firme américaine Exxon et plusieurs groupes japonais seraient sur le point de signer un accord de plus de 20 milliards de dollars (110 milliards de francs) pour l'exploitation de gaz et de pétrole à Sakhaline (nos dernières éditions du 22 novembre). Il est situé dans la mer d'Okhotsk, au nord de l'archipel nippon, Sakhaline a longtemps constitué un sérieux point de fric-

tion entre Tokyo et Moscou, jusqu'à la reconquête de ce territoire, ainsi que des îles Kouriles, par l'URSS à la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est un responsable industriel soviétique, M. Boris Goukline, qui, influencé par l'AEP, a révélé l'existence de telles négociations, jeudi 21 novembre. Le premier contrat d'exploitation pétrolière classique entre l'URSS et une compagnie occidentale avait été conclu, en mai 1990, avec le français Elf. Les partenaires nippons associés à Exxon seraient la célèbre maison de commerce C. Itoh, ainsi que le consortium Sodoco.

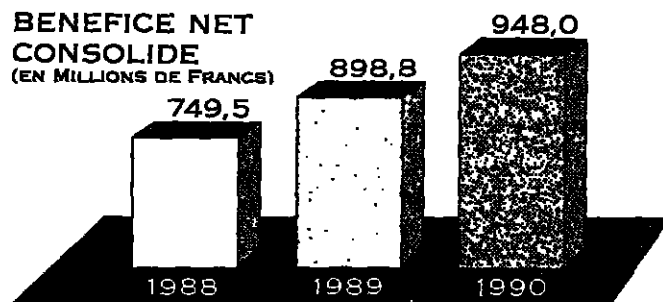
PIÉTONS, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRES DU BANQUIER DE VOTRE VILLE. 210F PAR ACTION.

C'EST UN PLACEMENT SÛR

Quatre points forts démontrent la solidité et la puissance du Crédit local : la qualité de ses principaux actionnaires, l'Etat et la Caisse des dépôts ; la stabilité de sa clientèle, les collectivités locales ; la progression de ses résultats avec un bénéfice net consolidé 1990 de 948 MF en augmentation de 26,5 % depuis 1988 ; le niveau de son bilan consolidé : 243 MdF fin 1990.

C'EST UNE VALEUR D'AVENIR

Leader du financement du développement local avec plus de 40 % des prêts à l'équipement collectif, le Crédit local intervient sur un marché porteur. Banquier spécialisé, il accompagne de son expertise les innovations des décideurs locaux. Présent en Europe et aux Etats-Unis, son objectif est de réaliser 15 % de son chiffre d'affaires à l'international en 1993.



Vous pouvez participer à l'opération en vous adressant aux banques, aux sociétés de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Epargne et au Trésor public.



Une note d'opération visée le 18/11/1991 par la COB est disponible sur simple demande auprès des établissements chargés de recevoir les ordres d'achat. BALO du 7 octobre 1991.

Pour plus d'informations, téléphonez ou 16 (1) 40 87 14 00 ou composez sur Minitel 36 16 CLF.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
ACHETEZ VOS ACTIONS JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 1991

هنا من المص

MARCHÉS FINANCIERS

M. Jean-Paul Olivier
nommé directeur de l'INC

M. Jean-Paul Olivier, a été nommé par décret, jeudi 21 novembre, directeur de l'Institut national de la consommation (INC). Il remplace M. Marie-Hélène des Reix, à ce poste depuis 1985. Le mandat du directeur de l'INC est de cinq ans mais à l'occasion de la transformation, en 1993, de l'Institut en EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial), il était prévu que la mission de M. des Reix serait prolongée de dix-huit mois pour mettre en place le nouvel établissement.

M. Olivier, qui est âgé de 41 ans, est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques. Il fut notamment chargé de mission auprès de M. Véronique Neiertz, alors secrétaire d'Etat à la consommation. Il était jusqu'à sa nomination à l'INC chargé du bureau de la politique générale de la consommation et des organisations de consommateurs à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant

Bruno Fappart, directeur de la publication

Jacques Guille, directeur de la gestion

Manuel Lussier, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(indépendant du directeur de la rédaction)

Jacques Arnal

Thomas Farnet

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bourmaud (1984-1989)

Jacques Faurer (1989-1992)

André Laurens (1992-1995)

André Fontaine (1995-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : (1) 40-65-25-25

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

En lançant une offre publique d'échange

Saint-Louis
veut porter à 100 %
sa participation
dans Arjomari Prioux

Le groupe agroalimentaire Saint-Louis a lancé, jeudi 21 novembre, une offre publique d'échange (OPE) sur les titres de la société Arjomari-Prioux.

Possédant déjà 41 % du capital d'Arjomari, le groupe de M. Bernard Dumon espère ainsi porter à 100 % sa participation et « jouer pleinement son rôle d'opérateur industriel » dans la société Arjo-Wiggins-Appleton - née l'an dernier du mariage entre Arjomari et la britannique Wiggins Teape Appleton - dont le français détient 39 % du capital.

Si l'offre réussit, Saint-Louis pourra ainsi intervenir directement dans le contrôle d'Arjo-Wiggins, premier groupe papeter de la Communauté européenne.

L'opération pourrait amener Saint-Louis à émettre jusqu'à 8,2 millions d'obligations convertibles pour un montant s'élevant à 4,3 milliards de francs.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB. La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires. Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : (1) 40-65-25-25

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

La section Bourse CFTC

manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salariés licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouvenel, délégué syndical, ajoutant qu'au plus haut, en 1988, la profession avait compté 6 200 personnes contre 5 000 actuellement.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB.

La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires.

Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

21/11

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours	
Obligations																				
Emp.Ét.6.85/92 123.51 4.60 C.I.M. 1184 1151 Megener 750 750 A.A.A. 1008.27 893.98 Fund-Europe 32.37 31.58 Pinchuk 128.35 134.91																				
Emp.Ét.3.95/97 100.36 3.30 C.I.T.R.A.M. (B) 2008 Milad Display 350 Acadian 200.15 205.59 Fundation 942.45 921.80 Prest. Crésomex 20771.04 20760.29																				
10.00% 7/93 102.20 2.33 Colpaco 255 Alcan 67 Agropave 778.36 744.84 Fusilum 26.92 26.28 Ponte Gaudin 62474.58 62474.58																				
Emp.Ét. 13.4/93 107.36 3.23 Comptel 342 332 Optel 214.30 217.4 Alcan 2543.98 2459.58 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
Emp.Ét. 12.25/94 102 1.80 Comptel 732 732 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
Emp.Ét. 11.95/95 109.95 3.25 Comptel 1590 1550 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
10.25% 6/95 111.4 3.14 Comptel 379 375 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
DAT. 10% 5/2000 100.20 4.80 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
DAT. 9.5% 12/1997 104.90 3.93 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
DAT. 10% 1/1998 102.40 7.94 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
ORT 10.00% 1995 102 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
PT 11.25/95 105.80 8.9 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
OFF 10.30% 95 102.05 7.77 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
OFF 10.25% 96/99 105.05 6.05 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHA 10.1% 9/95 101.06 7.00 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07 Panther Oil 11018.14 11007.13																				
CHL 8.00% 9/95 99.10 3.88 Comptel 170 160 Optel 355.10 353.40 Alcan 757.92 745.98 Frax-Europe 1100.91 1023.07																				

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 22/1	COURS 23/1
------------------------	---------------	---------------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/11	COURS DES BILLETS achat	VENTE	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/11
100 francs (1 seul)	5 488	5 427	5 250	5 760			
100 francs (100 dm)	9 987	9 951					
100 francs (100 dm)	341 520	341 400	16 080	31 705	Or fin (à la barre).....	64200	64300
100 francs (100 dm)	303 120	303 430	233	313	Or fin (en lingots).....	64380	64750
100 francs (100 dm)	5 521	4 518			Napoleon (20 fr.).....	368	368
100 francs (100 dm)	97 360	97 360	63	91	Pièces Fl (10 fr.).....	385	
100 francs (100 dm)	9 830		9 450	10 250	Pièces Fl (20 fr.).....	371	371
100 francs (100 dm)	9 000		2 900	3 300	Pièces Fl (50 fr.).....	367	
100 francs (100 dm)	394 000		373	393	Souverains.....	208	
100 francs (100 dm)	39 480		98	97	Pièces 20 dollars.....	468	467
100 francs (100 dm)	96 800		46 800	49 900	Pièces 10 dollars.....	1100	1040
100 francs (100 dm)	46 518		5 100	5 950	Pièces 5 dollars.....	588	
100 francs (100 dm)	5 368		4 700	5 100	Pièces 50 pesos.....	3400	3405
100 francs (100 dm)	3 806		4 400	4 340	Pièces 10 florins.....	280	286
100 francs (100 dm)	4 838						
100 francs (100 dm)	4 227						

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 22/1	COURS 23/1
------------------------	---------------	---------------

Loomis	232	...	Sarg Kent	883.63	823.8	Gracison	1015.65	850.85	Univert	2721.25	-355.01	...
Wolfe	162	...	Fesché	1337.82	91	Owens	867.29	654.4	Comu	224.49	235.4	...
Pattemley RD.	1410	...	Wesley	9543.69	9181.35	Parbes Copafestum	1434.23	1403.18	Univert Académ	1185.73	1156.81	...
Parish, Pender	365	...	Francis Garand	270.24	285.70	Parbes Espagne	18884.37	18725.58	Univert-Obligat	1820.25	1575.8	...
Quadrone	240	...	Francis Index Shaw	104.46	101.1	Parbes Opportunités	125.66	123.54	Univert	1963.66	1780.45	...
Reid H. V.	240	113 70n	Francis Investit	343.51	334.94	Parbes Performances	508.01	544.85	Univert	30476.11	37422.51	...
St-Gabriel-Enlangué	192	...	Francis Obligations	478.12	479.78	Parbes Perform	94.80	91.8	Univert	2740.48	2722.52	...
SAFT	1341	...	Francis	435.46	437.78	Patrimoine Rente	213.72	209.53				
Serg Mout	225	...	Francis Pigne	106.98	102.87	Pavelor	625.93	613.86				
S.E.P.R.	1120	...	Francis Plume	1189.05	1153.45	Placement A.	1307.11	1281.48				
S.P.R. acc. B.	347.80	...	Francis-Macdonald	33.71	33.71	Placement J.	8025.80	8027.06				
Télécommunications	2350	...	Francis	36.36	36.36	Placement S.	8245.11	8245.11				
Univ	380	...	Finet Court	13622.56	13322.56	Placement Nord	825.81	910.40				
Waterloo	1300	1196 0	Finetcourt	236.80	232.41	Pavator	1106.91	1075.91				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

هكذا هي الأصل

IMAGES

PIERRE GEORGES

Intelligences de compétition

DANS la famille Q.I., je demande le père, la mère et les cinq enfants. Quelle horreur, tous surdoués, pas un pour retarder l'autre !

Caroline a treize ans. Elle est en seconde. Nicolas, onze ans. En troisième. Alexis, sept ans. En CE 1. Et la petite dernière, quatorze mois. Au sein. C'est-à-dire que les quatre aînés ont entre deux et quatre années de retard scolaire d'avance. On comprend pourquoi leur mère, pour « Envoyé spécial », dira avec fierté : « Venez que je vous présente les monstres. »

Ses monstres, fort jolis petits monstres au demeurant, sont ce que les psychologues appellent des « intellectuellement précoces ». L'expression est un peu ambiguë qui supposerait presque une anomalie de croissance. Voilà sans doute pour quoi le langage courant lui a préféré le terme de surdoués.

Et voilà pourquoi le spectacle de cette mère faisant de l'élevage intensif de surdoués au domicile familial avait quelque chose d'un peu dérangeant. Non pas qu'il n'y ait point de l'amour maternel ou le beau souci de ne pas laisser des intelligences pointues en jachère. Mais parce que tout dans cette maison semblait tourné totalement vers ce but, comme obsessionnel, de la réussite intellectuelle.

Sur les étagères, entre les jeux, les disques, les livres, tous formateurs, tous exemplaires, les caméras sont allées saisir un titre : Comment donner à votre enfant une intelligence supérieure ? Et la maman, longuement, gentiment, a expliqué son rôle de mère nourricière. Elle donne le savoir comme le sein, la nourriture intellectuelle comme la nourriture physique. Et sa nichée de surdoués, dans l'espérance commune de finir médecins, prospère dans la maison radieuse de l'inné et de l'acquis.

L'inné justement, ce gamin de neuf ans, fils d'artiste peintre, en a reçu sa part. Il peint, il peint, dans son atelier-douche, dans l'enfermement intérieur de son don qui exclut la compréhension des amis de son âge. Il peint comme un enfant. Et il dit des choses terrifiantes : « On n'apprend rien de tout à être comme les autres. On devient fou. Ça énerve la tête. »

Il y a eu enfin le cas inévitable du surdoué de musique, d'un petit Mozart nicolas, surprotégé et pourtant déjà happé par le monde adulte. On peut ne pas s'en remettre. A vingt-six ans, un ex-surdoué est venu dire son désarroi d'homme ayant perdu son fil conducteur dans le monde de l'intelligence de compétition.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 22 novembre

TF 1	TF 1
20.45 Variétés : Tous à la Une.	0.50 Cinéma : La Femme fardée. ■ Film français de Joël Fatah (1990).
22.35 ► Magazine : 52 sur la Une. J'ai vingt ans de plus que lui et on s'aime.	LA 5
23.35 Sport : Boxe. Championnat du monde WBA des super-lourds : Daniel Linds (France) - Gerardo Hernandez (Etiopie).	20.50 Téléfilm : Revanche de fil. ■
0.45 Journal, Météo et Bourse.	22.30 Téléfilm : La Route de l'angoisse.
A2	23.50 Journal de la nuit.
20.45 Jeu : Fort Boyard.	M 6
22.05 Francophonie. Le premier Grand Prix de la chanson francophone, en simultané sur France-Inter.	20.40 Téléfilm : Prisonniers des Japonais.
0.33 1. 2. 3. Théâtre.	22.25 Série : Equalizer.
0.40 Journal et Météo.	23.25 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
FR 3	23.55 Magazine : Culture rock.
20.45 ► Magazine : Thalassa.	0.25 Capital.
21.40 Magazine : Caractères. La Guerre d'Algérie. Invité : Jean-Luc Einaudi, la Bataille de Paris, 17 octobre 1961 ; Francis Jeanson, Algérie, de retour en retour ; Jacques Roussel, le 113. Ed : chronologie romanesque 1903-1962 ; Benjamin Stora, la Guerre d'Algérie et l'Oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie.	0.35 Six minutes d'informations.
22.45 Journal et Météo.	LA SEPT
22.55 Ecrire contre l'oubli. Gérard Frot-Coutaz et Paul Amar pour Wang Xizhe (Chine).	20.05 Documentaire : L'Ascension de la marche.
CANAL PLUS	21.00 Téléfilm : Warburg (2 parties).
20.30 Téléfilm : Le Double Vie de M. le juge.	22.35 Série : Photo-romans.
22.05 Documentaire : Récit de ma vie par John Fitzgerald Kennedy.	22.50 Téléfilm : Deux pieds dans la tombe.
22.55 Flash d'informations.	0.15 Court métrage : Les Chiens.
23.01 Le Journal du cinéma.	FRANCE-CULTURE
23.05 Crocodile Dundee 2. ◻	20.30 Radio-archives. Gilbert Lely (2).
	21.30 Musique : Black and Blue.
	22.40 Les Nuits magnétiques. Max, Yvette, Daniel, Lucienne et les autres... (4).
	FRANCE-MUSIQUE
	20.05 Concert (émis de Francfort) : Finlandia, tableaux symphoniques op. 28, Concerto pour violon et orchestre en ré mineur op. 47, Symphonie n° 6 en ré mineur op. 104, de Sibelius.
	23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 23 novembre

TF 1	TF 1	TF 1
13.15 Magazine : Reportages. Travail du nuit.	22.30 Magazine : Double jeu. Ecrire contre l'oubli. ■	22.50 Flash d'informations.
13.50 Jeu : Millionnaire.	23.35 Ecrire contre l'oubli. ■	23.00 Le Journal du cinéma.
14.10 La Une est à vous (et à 16.10).	23.45 Série : Un juge, un flic.	23.05 Cinéma : Voix profondes. ■ Film italien de Lucio Fulci (1990).
16.00 Tercé à Vincennes.	0.40 Journal et Météo.	0.35 Cinéma : Susie et les Baker Boys. ■ Film américain de Steve Kloves (1989).
LE MOINE ET L'ABEILLE	FR 3	LA 5
17.15 Divertissement : Mondo Dingo.	14.00 Variétés : Eurotop.	13.20 Série : Sur les lieux du crime.
17.45 Magazine : Trente millions d'amis.	— De 15.00 à 19.00 La SEPT —	14.55 Série : Le Retour de Mike Hammer.
18.15 Jeu : Une famille en or.	19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	15.50 Série : Capitaine Furillo.
18.45 Série : Marc et Sophie.	— De 20.00 à 0.00 La SEPT —	16.40 Série : Ripside.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.	0.00 Magazine : L'Heure du golf.	17.30 Série : La Loi de Los Angeles.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.50).	EUROPE 2	18.25 Magazine : Intégral.
19.50 Tirage du Loto	EUROPE 2. ON A TOUT POUR S'ENTENDRE.	19.00 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert et Météo.		20.00 Journal et Météo.
20.45 Variétés : Succès fou.		20.40 Journal des courses.
22.35 Magazine : Ushuaia. La Namibia (2 parties).		20.50 Série : Perry Mason. Meurtre à Broadway.
23.35 Magazine : Formule sport.		22.30 Feuilleton : Shogun.
0.55 Journal et Météo.		23.25 Journal de la nuit.
A2	CANAL PLUS	LA 6
13.25 Championnats d'orthographe. Finale.	13.36 Téléfilm : Max et Hélène.	13.55 Série : Supercopier.
14.10 Magazine : Animalia.	15.05 Le Journal du cinéma.	14.50 Série : Laredo.
15.05 Magazine : Sports passion. Basket : championnat de France (Lyon-Gravelines).	15.30 Série : Le Juge de la nuit.	15.45 Série : Les Espions.
17.05 Série : Les Cinq Dernières Minutes.	16.20 Documentaire : Le Baiser du serpent.	16.40 Jeu : Hit hit hit houra !
18.25 INC.	17.05 Les Superstars du catch.	16.45 Série : Vegas.
18.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !	— En clair jusqu'à 20.30 —	17.35 Série : Le Saint.
19.00 Championnats d'orthographe. Correction.	18.00 Décade pas Bunny.	18.25 Série : Les Têtes brûlées.
19.50 Trois Minutes pour faire lire. Omo, d'Hermann Melville.	19.05 Dessin animé : La Grande Supercherie.	19.20 Magazine : Turbo.
20.00 Journal et Météo.	19.30 Flash d'informations.	19.54 Six minutes d'informations.
20.45 Magazine :	19.35 Le Top.	20.00 Série : Pape Schultz.
	20.30 Téléfilm : L'assassin était dans mon roman.	20.30 Informations : Bonne Nouvelle.
	22.00 Les Nuits... l'émission.	20.40 Téléfilm : Les Pluies de la mort. Les terribles effets d'un déluge sur les vétérans du Vietnam.
		22.00 Téléfilm : L'Espace d'un cri.

Dimanche 24 novembre

TF 1	TF 1	TF 1
13.20 Série : Hooker.	23.40 Bouillon de culture. Invité : Henri Verneuil. Ecrire contre l'oubli. ■	20.30 Cinéma : Parique à Needle Park. ■■ Film américain de Jerry Schatzberg (1971). Avec Al Pacino, Kitty Winn, Alan Vint.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	23.45 Documentaire : Derniers Far West.	22.15 Flash d'informations.
15.10 Série : Columbo.	0.40 Journal et Météo.	22.20 L'Equipe du dimanche. Football : Handball.
16.50 Disney parade.	FR 3	1.00 Cinéma : Le Mystère du temple hindou. ■ Film italo-franco-allemand de Mario Camerini (1963).
18.20 Disney parade.	13.50 Magazine : Faut pas rêver. Yamen : Mokha, fortresse du spleen ; France : parfum de l'Arabie à papa ; Ecoose : photographie d'un instant unique.	LA 5
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Patrick Bruel.	14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. Basket-ball : Moto ; Tennis. Magazine : Montagne. La guerre la plus haute du monde.	13.20 Série : Inspecteur Morse.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.	17.15 Magazine : Montagne. La guerre la plus haute du monde.	15.10 Tiercé à Auteuil.
20.50 Cinéma : L'Arme fatale. ■ Film américain de Richard Donner (1987).	17.45 Jif.	15.50 Série : Un privé nommé Stryker.
22.45 Magazine : Ciné dimanche.	18.15 Magazine : A vos amours.	17.25 Divertissement : Dimanche et la Belle.
22.50 Cinéma : Chambre avec vue. ■ Film américain de James Ivory (1985).	19.00 Magazine : Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elkabach. Invités : Jean-Marie Le Pen, Jeannie Longo.
0.50 Journal et Météo.	20.05 Fables géométriques. La Laitière et le Pot au lait.	20.00 Journal et Météo.
A2	20.10 Série : Benny Hill.	20.40 Journal des courses.
13.20 Dimanche Martin.	20.45 Magazine : La Classe au téléphone. Invité : le professeur Luc Montagnier.	20.50 Cinéma : L'inspecteur ne renonce jamais. ■ Film américain de James Fargo (1976). Avec Clint Eastwood, Tyne Daly, Bradford Dillman.
14.55 Série : Mac Giver.	22.30 Journal et Météo.	22.40 Ecrire contre l'oubli. Dominique Dente et Alexandre Minkowski pour Abraham Serfaty (Maroc).
17.45 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.	22.35 Ecrire contre l'oubli. Dominique Dente et Alexandre Minkowski pour Abraham Serfaty (Maroc).	22.45 Magazine : Reporters. La vie avenue Foch.
18.30 1. 2. 3. Théâtre.	22.55 Cinéma : Le Secret magnétique. ■■ Film américain de Douglas Sirk (1954) (v.o.).	23.45 Magazine : Top chrono.
18.40 Magazine : Stade 2.	0.40 Musique : Carnet de notes. Concerto pour violon et orchestre en ré mineur, de Mendelssohn.	0.35 Journal de la nuit.
19.25 Série : Maguy.	CANAL PLUS	M 6
20.00 Journal et Météo.	14.00 Téléfilm : Noir, impair et passe.	CULTURE PUB
SHOW BUS EN V.D.	15.35 Magazine : 24 Heures.	le rendez-vous des médiamaniques le dimanche 12h00 et le lundi 23h00
LE FILM COUNTRY AVEC WILLIE NELSON 22 H 15 CANAL JIMMY	16.30 Documentaire : Le Dernier Royaume des éléphants.	
SUR LE CABLE	17.00 Les Nuits... l'émission.	
20.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes. Le directeur d'une grande maison d'édition assassiné au bord d'une route.	17.56 Le Journal du cinéma.	
22.20 Magazine :	18.00 Cinéma : Princess Bride. ■■ Film américain de Rob Reiner (1987).	

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

24 Novembre

Helmut KOHL

Faut-il avoir peur de l'Allemagne ?

Rediffusion à 1 heure du matin

كثيرا من الجاهل

سنة ١٤١١ هـ

Devant la commission d'enquête sur le financement des partis

M. Henri Nallet a mis en cause plusieurs dirigeants de l'opposition

Le rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales sous la V^e République, rendu public jeudi 21 novembre (le Monde du 22 novembre), rend compte des auditions de toutes les personnes entendues sous serment. Il retrace notamment les déclarations faites, à huis clos, le 25 juin, en tant que garde des sceaux, ministre de la justice, par M. Henri Nallet, qui a aussi été entendu, un peu plus tard, le 18 septembre, en tant qu'ancien trésorier de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand en 1988.

Il apparaît que, lors de sa première audition, M. Nallet a cité les noms de plusieurs élus de l'opposition à propos des investigations policières effectuées dans les affaires de fausses factures, et plus précisément à propos des affaires d'Urban-Tech et de Sun-Communication (société de marketing) dans « des procédures incidentes à l'affaire SAE-SORMAE-Urba relative à diverses infractions liées à la recherche et au financement de marchés publics dans le Midi de la France ».

« Les constatations faites par les enquêteurs ont révélé l'existence de relations financières entre Sun-Communication et des personnalités politiques, dont MM. Jean-Claude Gaudin, François Léotard, Alain Mayoud, Raymond Barre, relations qui n'ont pu être justifiées, indiquait le ministre. Sun-Communication a réglé à divers fournisseurs des factures pour un

montant total de 3,5 millions de francs, en négligeant de facturer à ses clients ces mêmes services. Ces irrégularités, qui en première approximation s'apparentaient à un abus de biens sociaux, portaient sur une période allant de mars à juin 1988, sous réserve d'une vérification plus approfondie qui, elle, n'a pas eu lieu. En effet, les dirigeants de Sun-Communication ont, à la différence de ceux d'Urban-Tech, refusé toute perquisition dans le cadre de l'enquête préliminaire incidente ordonnée. » M. Nallet ajoutait : « Les deux procédures concernant Urban-Tech et Sun-Communication ont fait l'objet, sur indications de la chancellerie, d'un classement sans suite. »

Interrogé ensuite par M. Nicole Catala, député RPR de Paris, le ministre précisait : « La décision de ne pas donner suite à l'enquête préliminaire portant sur Urban-Tech et Sun-Communication a été prise par moi le 1^{er} avril 1991 de manière écrite. (...) Mes instructions ont été données par écrit au procureur de Marseille. »

M. Alain Mayoud, député UDF du Rhône, s'est déclaré « très surpris », jeudi 22 novembre, d'avoir été cité par le ministre de la justice.

Le PS dépose une proposition de loi sur le patrimoine des élus. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé, mercredi 20 novembre, une proposition de loi sur la transparence du patrimoine des élus. Cette proposition de loi, qui s'inspire des conclusions de la commission d'enquête sur le financement de la vie politique, propose la publication au Journal officiel d'un récapitulatif de la déclaration de patrimoine des élus, ainsi que l'élargissement de l'obligation de déclaration de patrimoine aux députés européens, aux conseillers généraux et régionaux, aux maires des communes de plus de 20 000 habitants et aux adjoints des villes de plus de 100 000 habitants.

M. Lajoinie (PCF) demande des poursuites contre M. Le Pen. M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée, a adressé à M. Edith Cresson une lettre, rendue publique vendredi 22 novembre, dans laquelle il écrit que les propositions du Front national sur l'immigration tombent « sous le coup de la loi ». « Le ministre de la justice et le parquet se doivent de faire respecter la loi, qui prévoit des sanctions pénales contre de telles campagnes », ajoute-t-il.

Des greffiers sur un toit

« Quand les démons grimpent sur les toits des prisons, ils sont entendus par le ministre de la justice. Des fonctionnaires des greffes auront-ils le même accès en grimpant sur le toit d'une cité judiciaire ? » Jeudi 21 novembre à Rennes, quatre-vingts fonctionnaires des greffes de la cour et des tribunaux avaient envahi le toit-terrasse de la maison judiciaire. Ce mouvement pour protester contre les conditions de travail et les salaires se doublait d'une grève du téléphone suivie par la totalité des fonctionnaires du greffe. Aucun magistrat n'a participé à la manifestation. — (Corresp.)

SOMMAIRE

DÉBATS

Politique : « Paranoïa française », par Alain Duhamel et Yvon Goussard : La fiction, par Alain Finkelkraut : Des écrivains européens lancent un appel contre la xénophobie et le nationalisme 2

ÉTRANGER

L'élection de M. Boutros-Ghali au poste de secrétaire général de l'ONU 3
Francophonie : la fin du sommet de Chailot 4
Haiti : le Venezuela veut favoriser une solution négociée 4
En Israël, le congrès du Parti travailliste renvoie des « colombes » et « faucons » 5
M. Bernard Kouchner demande à une série de personnalités de venir à Dubrovnik 6
La visite de M. Eltsine en Allemagne 7

POLITIQUE

La réunion du bureau de l'UPF et le référendum des institutions : l'opposition dénonce la « manœuvre » de M. Mitterrand 8
Dans le Nord-Pas-de-Calais, la candidature de M. Borloo gênera la droite et la gauche 8
Le FN et l'immigration : M. Le Pen qualifie ses contradicteurs de « crétiens » et de « pauvres débauchés » 9
A l'Assemblée nationale, les centristes ont approuvé la réforme du statut de la magistrature 9

SOCIÉTÉ

L'exploit de Gérard d'Abouville 10
Intégration : cinq mille associations d'étrangers ont été créées depuis dix ans 10
Des dispositions sur la procréation médicalement assistée ont été discrètement intégrées dans un projet de loi 11
Réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtrier d'une fillette 11

CULTURE

Danse : l'Américaine et l'Espagnol 12
Cinéma : l'Affaire Poisson 12
Musiques : l'ensemble Organum à la Sainte-Chapelle 13

ÉCONOMIE

Le régime des donations nettement favorisé 25
La G7 parvient à un accord à Moscou 25
La chambre de commerce de Marseille réclame la libéralisation du transport aérien français 26
Grève avec occupation à La Laiterie de Roubaix 27

COMMUNICATION

Cartes sur table pour le câble 15

SANS VISA

« Ostende en mal de mer » Rue Daguerre » Bivouac de rêve à El Bahrein 17 à 22

Services

Abonnements 28
Annonces classées 30
Carnet 30
Jours 30
Loto, Tiro-tiro 30
Marchés financiers 28
Météorologie 15
Philatélie 13
Radio-télévision 31
Week-end d'un chineur 13
Spectacles 14

La télémagie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 novembre 1991 a été tiré à 504 859 exemplaires.

Un port de plaisance dans la tempête

Le maire de Trébeurden écroulé à Rennes

RENNES

Incapité le lundi 18 novembre de « reculer d'abus de biens sociaux et d'usage de faux en écritures de commerce », M. Alain Guennec, quarante-trois ans, maire (PS) de Trébeurden, a été écroulé jeudi 21 novembre, à la maison d'arrêt de Rennes. Il s'agit d'un nouvel épisode dans l'affaire de la construction du port de plaisance décidée en 1990 par le conseil municipal de la ville (le Monde du 5 mars).

Celle-ci devait faire appel à une société d'études, la Société d'étude et de réalisation immobilière (SERIM), dirigée par M. André Menguy, soixante-cinq ans, qui pour 120 000 francs réalisait l'étude de faisabilité avec, comme conclusion, le recours indispensable à des investisseurs privés. Fin septembre dernier, la section financière du SRP de Rennes épluchait les comptes de la SERIM, ce qui conduisit son dirigeant en maison d'arrêt (où il est toujours), parce que 300 000 francs avaient disparu sans laisser de traces. Réponse du gérant de la SERIM : il s'agit d'un prêt consenti à M. Guennec. Ce dernier occupe pendant l'été un logement qui s'avère appartenir à la SERIM.

Selon l'accusation, M. Guennec aurait aussi perçu des sommes importantes de la part de M. Menguy, argent qui serait venu de ponctions sur les fonds de la SERIM, partenaire obligé de la ville de Tré-

beurden dans la réalisation de son port de plaisance en eau profonde. Le maire ne conteste pas le fait d'avoir reçu de l'argent de M. Menguy. Il explique néanmoins qu'il ne savait pas que cet argent provenait de la SERIM.

M. Guennec s'est présenté jeudi 21 novembre devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes où M. Thérèse Gastebais a requis sa mise sous mandat de dépôt. « C'est son inculpation qui risque de troubler l'ordre public », a expliqué le bâtonnier Michel Flandin. La chambre d'accusation ne l'a pas entendu ainsi et a décidé de placer le premier magistrat de Trébeurden sous mandat de dépôt, sans doute afin de préserver les conditions d'une juste confrontation entre M. Guennec et Menguy, qui devrait intervenir dans les tout prochains jours.

En tout cas l'incarcération de M. Guennec ne met pas un terme à l'affaire. Les travaux de construction du port ont été arrêtés au début de l'année, suite à un arrêt du Conseil d'Etat, pour reprendre en octobre après un nouvel arrêté municipal autorisant la poursuite des travaux. Cet arrêté municipal, attaqué devant la juridiction administrative, demeure applicable faute de jugement en contestant la légalité. Trébeurden n'a plus de maire, mais il lui reste quatorze élus municipaux favorables au projet. En revanche M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a demandé l'arrêt immédiat du chantier.

CHRISTIAN TUAL

M. Bérégovoy : le redressement de l'activité économique se poursuit

L'INSEE vient de publier une première estimation de la croissance au troisième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) marchand a augmenté de 0,8% après une hausse de 0,7% au deuxième trimestre.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, note, dans une déclaration faite vendredi 22 novembre : « La progression est donc de 1,5 % en six mois, ce qui représente un taux de croissance de 3 % en rythme annuel. Il ajoute : « Nos exportations connaissent une forte reprise depuis le deuxième trimestre, la consommation a retrouvé une progression modérée au troisième trimestre... Le redressement de l'activité amorcé au deuxième trimestre s'est poursuivi. »

Le commandant Cousteau invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

L'ancien commandant Jacques-Yves Cousteau, membre de l'Académie française, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 24 novembre de 18 h 30 à 19 h 30. L'océanographe rendu célèbre dès 1956 par son film *Le Monde du silence* répondra aux questions d'André Passeron et de Roger Cane, du Monde, et de Pierre Kohler et de Marc Ullmann, de RTL. Le débat étant dirigé par Henri Marquet.

RODIN, STAR DE LA MODE !

« OUI, nous sommes dans notre genre, parmi les « Stars de la Mode » (et de la Décoration), modeste mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteriers, nous restons raisonnables et abordables. Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point ! (depuis 30 F le mètre) »

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La classe !

VOUS savez d'où je viens ? De Londres, invitée par le Daily Mail à suivre les débats sur l'union monétaire et politique de l'Europe à la Chambre des communes. En y allant, je me disais : Ce qu'ils peuvent être casse-pieds, ces British, à négocier sur le contrat de mariage qu'on doit signer le mois prochain à Maastricht. Qui va payer quoi ? Est-ce qu'on pourra faire chambre à part ? Depuis le temps qu'on est fiancés, ils pourraient quand même sauter le pas sans faire tant d'histoires !

Li-dessus, je me pointe aux Communes. Pas besoin de vous les décrire. Guillaume Durand en a fait le cadre, cuir vert et bois blond, reconstitué en studio, des « Absents ont toujours tort ». Le cadre seulement, parce que pour le reste... Haut perché dans la tribune réservée à la presse, je me penche et qu'est-ce que je vois ? Vautré dans un fauteuil en forme de trône, un pouf sous les pieds, un être étrange, sorti d'un tableau du dix-huitième siècle. Perruque blanche, robe et bas noirs, chaussures à boucles argentées, il prête une attention dis-

traite, désinvolte, aux interventions des honorables membres du Parlement, qui ne s'adressent pourtant qu'à lui. A lui seul.

Le premier ministre a le parole : Je tiens à vous rassurer, Mister Speaker... Mister Speaker n'a pas l'air particulièrement inquiet. En revanche, du côté de l'opposition quelqu'un se dresse sur ses pieds et Major retombe sur son banc. Au beau milieu d'une phrase. Qu'est-ce qui se passe ? Il a eu un malaise ou quoi ? Absolument pas. Il peut être interrompu à tout moment. Stupéur de ma part. Stupéur accrue quand, un peu plus tard, le chef du Parti travailliste traîne un de ses honorables confrères d'abrut en lui parlant à la troisième personne ! On ne prononce aucun nom. Et on ne se prononce qu'au nom du peuple, le peuple souverain. Au point même de songer à le consulter directement par voie de référendum.

En repartant, je me disais : Ce qu'ils ont de la veine, ces British, de vivre dans un système, la démocratie, ça s'appelle, qui oblige le gouvernement à présenter deux fois par semaine ses comptes aux représentants de la nation.

La grève des personnels au sol

Air France prévoit des perturbations

Les syndicats FO, CGT, CFDT et CFTC du personnel au sol d'Air France ont lancé un mot d'ordre de grève de 3 h 40 au début d'après-midi et en soirée vendredi 22 novembre. La compagnie nationale prévoit des retards et même l'annulation de certains vols sur les moyen-courriers (les plus nombreux), où d'autres moyens de transport peuvent être utilisés.

Elle a recommandé aux passagers de se renseigner au (1) 43-35-61-61 (réservation centrale), (1) 43-20-13-55 (vols au départ de Paris) et (1) 43-20-12-55 (arrivées), ou sur Minitel 36 15 ou 36 16 code AF.

FO proteste contre le projet de réforme de la « grille » des rémunérations ; CGT, CFDT et CFTC protestent contre le projet de réorganisation du groupe et la perspective de suppression de 3 000 postes sur l'ensemble Air France-UTA.

TANT PIS POUR LES AUTRES

berdy

HABILLE

LES GRANDS ET LES COSTAUDS

79, av. des Ternes, 75017 PARIS. Tél. : 16 (1) 45.74.35.13
Avignon - Lille - Lyon - Rouen

NOUVEL AN CHINOIS

Qui rêve de la Chine rêve de Pékin. Nous vous proposons deux séjours exceptionnels* dans cette ville, pendant la saison qui lui sied le mieux, en hiver, lorsque le ciel d'un bleu limpide accentue chaque ligne et fait chanter les couleurs.

7 JOURS A
PÉKIN - 5900 F
AVEC AIR CHINA

8 JOURS A
PÉKIN - 6900 F
AVEC AIR FRANCE

* Disponibilité en décembre, janvier et février



En dehors des offres exceptionnelles, la Maison de la Chine dispose des itinéraires prestigieux, classiques ou thématiques et propose un cycle gratuit d'activités culturelles.

Pour une première découverte des sites historiques importants*, 2 circuits dont l'un offre la possibilité d'une incursion dans le Sud jusqu'à Guilin et Suzhou, célèbre pour ses jardins mandarins.

11 JOURS
PÉKIN/CHENGDE/SHANGHAI/PEKIN
9800 F

13 JOURS
SHANGHAI/SUZHOU/GUILIN/SHANGHAI/CHENGDE/PEKIN
11500 F

LA MAISON DE LA CHINE ■ 36 RUE DES BOURDONNAIS - 75001 PARIS - Tél. 46 26 21 95 ■ METRO CHATELET

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT
LE CATALOGUE VOYAGES LE SUPPLEMENT CULTUREL

S A N S V I S A

Ostende en mal de mer



Certes, à cette époque de l'année, il y fait frisquet, et le brouillard ne permet pas tous les jours de bien voir la mer, mais est-ce vraiment une gêne dans cette ville qui a toujours hésité à se prendre pour un port? Les Ostendais se gardent bien de conclure, laissant au curieux de passage le soin d'alimenter le propos. La « petite blanche », la bière locale, aide à s'y retrouver, ou à s'y perdre.

La question est rituelle, c'est même une rituelle, dès qu'il s'agit d'Ostende. Est-ce vraiment un port? Un port de départ par la mer, s'entend, de nostalgies des contrées lointaines et de retours incertains? De vrais marins qui tangent, comme dans une chanson de Brel, de bars où les histoires de bateaux ne s'écrivent qu'à la bière? La polémique agite toujours les exégètes de Cendrars ou de Carco, les cercles culturels de Bruxelles et, bien sûr, les armateurs d'Anvers, qui revendiquent l'exclusivité du titre.

Et sur place, dans les yeux des Ostendais, il y a toujours comme une lueur amusée, comme si l'on guettait votre avis. On vous offre une autre « petite blanche » pour vous aider à fixer vos idées. Alors, est-ce un port? Chacun a droit à sa réponse, et on se garderait bien de l'influencer. Ostende, avec ou sans définition maritime, est cité tolérante. Les étrangers sont invités à tout explorer du sujet en débat, jusqu'à la plus sombre alouette de veuve d'homme de mer, pour se faire une religion. Est-ce un port? Les bassins forment un angle droit avec la ligne de plage. Les ferries pour Douvres viennent se ranger plusieurs fois par jour dans l'indifférence générale, et les femmes des pêcheurs vendent leurs plateaux de poissons au Trap, une halle sans toit dont les familles enregistrées à la Capitainerie s'arrachent des concessions de petits étals.

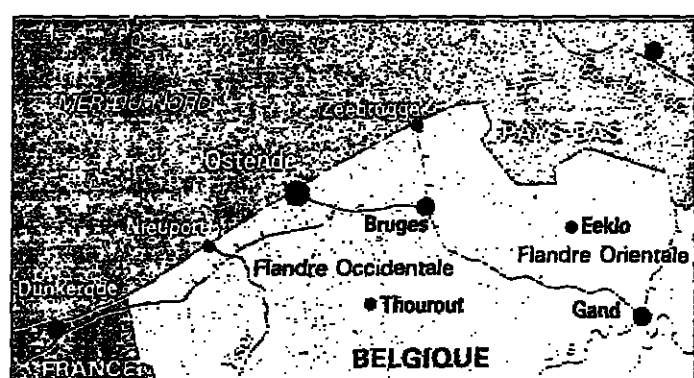
Des mâts, des coups de sirène, un quai interminable cerné par les restaurants de moules, de fritures et de frites. Un aquarium aquatique, où les mouettes viennent se documenter, et, au fond, une goélette sans grément, le *Mercator*, qui laisse voir aux touristes son plancher en précieux bois d'iroko. Alors, un port, bien évidemment! Le propriétaire de La petite chambre d'armes, antiquaire réputé sur la place, exhibe un livre d'Albert de Burbe de Wesenbeek, écrit en 1946, à l'occasion du centenaire de la ligne Ostende-Douvres. Il n'y est question que de hauts faits navals, de steamers postaux qu'ici on nomme les « mailles », armés,

pour la gloire de la marine belge, par des lignées de souverains, soucieux de rivaliser avec leurs voisins anglais. La Société internationale contre le mal de mer eut sa section locale, au début de ce siècle, et il se trouva même un shah d'Iran, flanqué de cent convives et valets, pour exiger d'acheter, équipage compris, l'un de ces paquebots spécialisés dans la desserte de Londres.

Mais on peut librement nier ces honnêtes états de service. Les puristes des docks peuvent bien contester à Ostende son brevet portuaire. Ostende s'en moque. Sa magie naît d'ailleurs, du secret d'une autre confrérie, plus élitiste encore. « Ostende est un port où l'on n'embarque pas », écrivait Michel de Ghelderode (1). Et c'est cela qui, visiblement, plaît tant aux Ostendais que vous interrogez. Leur port est plutôt de terre. Ouvert sur les routes et les rêves du continent. L'océan, le long de la digue, paraît n'avoir d'autre fonction que d'enrichir, à l'iodée, des songes de pieds fermes. Le plus fameux bâtiment du port, c'est sa gare ferroviaire, fracas d'essieux continuel à quelques mètres des clapotis, sorte de gare d'Ansterlitz armée ferme, des vents, et qui a essuyé bien des tempêtes. Ostende, première gare anglaise, concession acquise, sur la rive d'en face, depuis que l'Angleterre voyage.

La ville, port anachronique, eut l'obsession des trains bien avant que le peintre Paul Delvaux ne les alignât sur ses toiles. Des quais, on embarquait à bord du Nord ou de l'Orient-Express. Les marins ivres de la convention romanesque pouvaient rejoindre des femmes d'une nuit à Istamboul, et même à Alexandrie. Départ pour Saint-Petersbourg, deux fois par semaine. 49 heures de traversée. Très sérieusement, le bourgmestre, dans un fameux discours, annonça même la création d'une ligne pour Pékin, joignable en huit jours.

Le rêve d'Ostende est sans doute encore là, entre le rail et les hélices, la vapeur des locos et celle des



navires, sans que la cité ait pu jamais choisir vraiment. Pas une impasse, comme le croient souvent les écrivains, un carrefour écarvélé qui hésiterait sur les directions à prendre.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 20

(1) Cité par Pierre Haux in *Les quais sont toujours beaux*, éd. de l'Albaron, Thion-les-Bains, 1990.

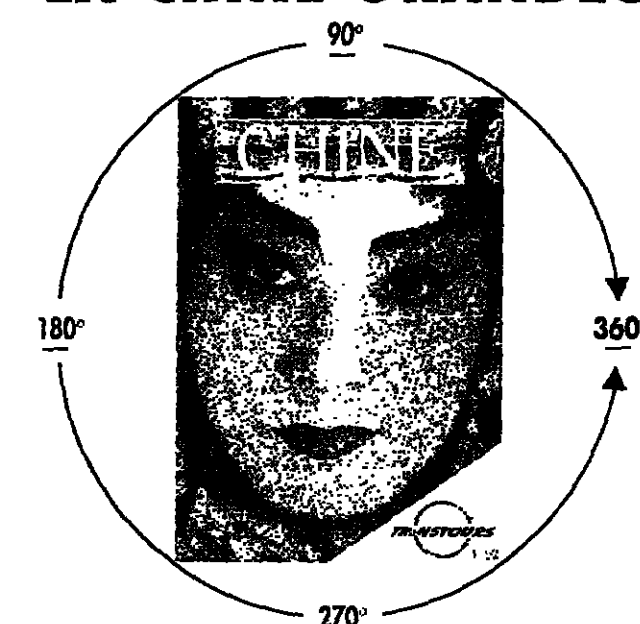
AU SOMMAIRE



Rue Daguerre, Paris encore chez lui p. 19
Marty, le château fondroyé p. 18
El Bahrein, bivouac de rêve p. 21
Barcelone et l'art nouveau p. 24
Gastronomie, qu'est-ce qu'un chef? p. 23

Échecs (p. 18) • Table (p. 18)
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)

NOUVEAU ! TRANSTOURS SIGNE LA CHINE GRANDEUR NATURE.



Découvrez la Chine sous tous les angles : la Chine à 360°. Catalogue gratuit, 68 pages couleurs. Plus de 22 circuits organisés et sur mesure, de la Chine classique à la Chine méconnue. Demandez la Chine Grandeur Nature de Transtours auprès de votre agent de voyages.

Je désire recevoir gratuitement le catalogue "Chine" de Transtours.
Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville : Code Postal :

TRANSTOURS

49, avenue de l'Opéra - 75002 Paris - Tél. : (1) 42 61 58 28

سنة ١٤١٢ هـ

« Marly, sire... »

Au chevet de son père mourant, qui lui demande comment il s'appelle, un prince, tout juste âgé de cinq ans, répond avec hardiesse : « Louis XIV. » « Pas encore, avait murmuré le roi qui s'en allait. Pas encore. » De fait, l'histoire aurait de beaux jours devant elle pour remplir sa lourde tâche de dieu, et il faudrait au Dauphin attendre encore de longues années avant de mériter sa réplique. Mais quand au lendemain de la mort de Mazarin, il réunit ses ministres et leur lance sur un ton que tous seraient désormais contraints de retenir : « A partir d'aujourd'hui, messieurs, vous m'aidez de vos conseils quand je vous le demanderai... », il est Louis XIV.

Un demi-siècle plus tard, son arrière-petit-fils, le futur Louis XV, vient lui aussi près d'un agonisant pour recueillir les dernières volontés et les premières recommandations d'un monarque soucieux de livrer à son descendant certaines confidences dont il devait penser qu'il était le seul à pouvoir en tirer quelque profit. « Mon enfant, vous allez être un grand roi. Ne m'imitez pas dans le goût que j'ai eu pour les bâtiments, ni dans celui que j'ai eu pour la guerre. »

Son goût de la chose construite. « J'ai fait Versailles pour la cour, Marly pour mes amis, Trianon pour moi-même », dira-t-il. On connaît Versailles, on connaît Trianon ; on pourrait ne pas connaître le château de Marly : il n'existe pas, il n'existe plus : envoyé à la casse jusqu'à la dernière pierre, jusqu'au dernier lambris, soldé de tout compte par la Révolution qui, ne sachant au juste en trouver l'usage, le livra au premier ostrogoth venu. Lieu exemplaire où rien n'est à admirer, rien à apprécier puisque la place est d'une nudité biblique, laissant l'œil en repos et l'esprit léger, n'offrant au regard que quelques larges dégagements et savantes perspectives, peuplés d'un mobilier imaginaire que

l'on peut, c'est selon, tout aussi bien voir que ne pas voir. Un endroit pris dans le vertige du vide, débarrassé de tout ; pur, loyal, incongru.

C'est pourtant une affaire considérable et considérablement remarquable à l'époque. Un tour de force munificence, offert par des constructeurs à un constructeur, qui avait pour lui de savoir s'y prendre avec ses maîtres d'œuvre et de ne lésiner ni sur les moyens ni sur les encouragements : Louis XIV est un chef d'entreprise de droit divin qui inspire confiance. L'œil à tout, les bottes dans la boue, il suit les travaux avec une chaîne d'arpenteur sous le bras, des titres honorifiques dans ses fontes et des compliments pour tous. Car il est de contact assez bon enfant et le travail bien fait le ravit. Sur le motif, c'est un enthousiaste. Le Nôtre s'y laissera prendre un jour, qui saute au cou de son souverain et lui administre de trebuchants baisers en plein bosquet versaillais sans encourir de reproches, mais plutôt d'avantage de considération.

Pour Marly, dont il veut faire un autre signal magistral de son passage sur terre, ce demi-dieu prend la même équipe gagnante, mais en lui donnant comme cahier des charges et ligne directrice de jouer intime : cercle rapproché, pas les rapaces et les mas-tu-vu, pas le tout-venant de cette cour trop lourde qui quémande, épie, cancanne et l'entrave sous de louches révérences. Plutôt distinguée, la clientèle ici. On viendra sur invitation. Tenue pour la campagne de rigueur. Jules Hardouin-Mansart lance

ses géomètres et ses terrassiers sur un terrain acrobatique qui permettrait les exploits mais réservera des surprises.

En 1677, début des travaux, Louis XIV est un jeune homme de vingt-neuf ans dans la force de son règne et de son âge. Versailles est lancé, et lui éblouit par ses amours avec Louise de La Vallière, dont il pense pouvoir équilibrer les excès en restant le gardien vigilant des résolutions que lui imposent ses devoirs de souverain. Parmi ceux-ci, loger sa gentry pour l'avoir à l'œil et suivre ses courbes de température.

Casse-tête sévère à Versailles, il le règle à Marly par la sélection et le luxe le plus grandiloquent. Les princes dans leurs bâtiments, les seigneurs dans leurs pavillons – six de chaque côté de la pièce d'eau majeure du domaine, – lui en surélévation, l'œil pointé sur l'ensemble du dispositif, qu'il surveille des fenêtres d'un château de proportions modestes mais peint à l'italienne et inspiré de Palladio. Gorgé d'eau, le valon ne rendra pas la construction des bâtiments très aisée, mais elle a au moins l'avantage de jallir d'un peu partout, et de faciliter la mission des architectes et



jardiniers commis aux réjouissances aquatiques. Une cascade – vite nommée Rivière, tant son débit est rude – dévale à gros bouillons d'une pente en escaliers imaginée raide pour les amateurs de sensations fortes. Tout le high-tech de l'époque est résumé dans ce berceau champêtre et humide où la culture française a fait donner le meilleur de ses redondances et de son savoir-faire.

Les « Marly » deviennent célèbres et assez courus. Ils se déroulent du mercredi au samedi. On y voit des monarques étrangers jouer leur chemin dans des parties de cartes menées sur des tonnes au-dessus de leurs moyens, des duchesses miser gros à la loterie, des militaires faire le spectacle et marcher au pas pour la galerie. On y entend des comédiens, on y rencontre des gens de lettres, on y remarque de beaux esprits. Lieu de divertissement, on y mène une vie légère, désoppressée des redondances d'une courtoisie qui n'amusait plus à Saint-Germain et commençait à déplaire à Versailles. Enfin, entre gens de vraie bonne compagnie, l'endroit est pourtant des plus inconfortables. Il y fait froid, les punaises sont partout chez-elles, quelques rares baignoires servent à tous, mais cependant, il convient d'en être. « Marly, sire... », murmure le courtisan d'un peu de rang ; sire, Marly, je vous en prie... « Je verrai, dit le roi – qui n'est pas un esprit vif et confiant en soi » (1). – Je verrai.

Engoncé dans les bois, tragédie d'entretien, peu commode d'accès, le troisième château de Louis le Grand ne pouvait que

mal finir. Le Bien-Aimé y entraînait sans grand succès la Pompadour, Marie-Antoinette y fait fâcheusement la rencontre de Bochner et Bassenge, bijoutiers, qui la confrontent pour la première fois au « collier » ; la Convention entame sa perte en ordonnant la vente des effets et des meubles en 1793. Dans l'enthousiasme, le parc est défoncé. Il restait à un certain Sagnel, ou Saniel, ou bien Sagnel, en tout cas un homme dur en affaires, à prendre livraison du moribond, à un prix mal connu, et de le mettre en pièces pour le vendre au poids. Ce qui fut fait.

Ainsi, il ne reste rien, ou presque rien du chef-d'œuvre fracassé, sinon qu'il y rôde autour le charme taustique et ténébreux des hautes prémonitions tragiques : comme si le monarque, s'enfermant dans l'exotisme suprême, avait voulu désigner ses contempteurs pour lui régler son affaire, avant l'heure. Bien sûr, on rénove, on met des grilles entièrement de fer forgé près de l'Abreuvoir ; on pose des Chevaux de Marly totalement neufs pour remplacer ceux qui avaient été faire carrière en bas des Champs-Élysées – eux-mêmes remplacés par des remplaçants, – on remonte des murs, on restaure des portes, des gardiens surveillent la bonne moralité de l'endroit, on y trouve même un musée, finement agencé, pour évoquer la mémoire du cher disparu. Des rustines... « Les ruines m'empêchent, dit Valéry, qu'on laisse les ruines mourir en paix. » Là, c'est presque fait.

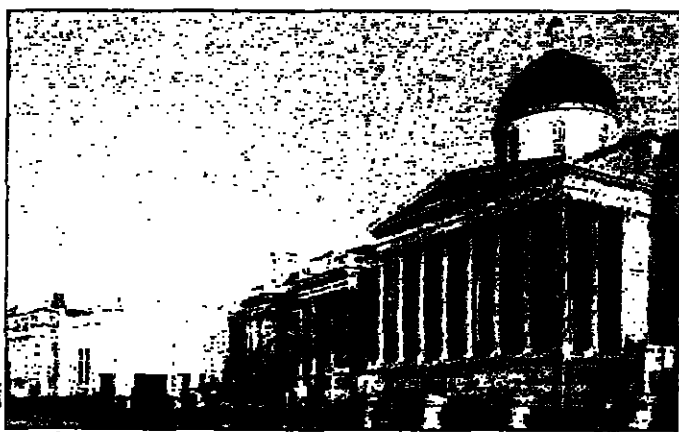
Jean-Pierre Quélin

(1) Louis XIV, lui-même, Marquise de Sévigné, du Roi avec introduction et commentaires, par Michel Béon, Gallimard, « Folio ».

ESCALES

Les toiles de la Couronne

C'est un nouveau venu, au nom inmodeste. Arts Premier (10, rue Monge, 75005 Paris, tél. : (1) 44-07-12-61) constatant que les grandes expositions internationales débordent les frontières, entend faciliter les déplacements des personnes intéressées par ce genre d'événement. Son premier voyage semble à la hauteur de cette ambition. Trois jours à Londres pour admirer, puisque Sa Majesté l'autorise, les trésors de la couronne d'Angleterre, l'une des plus importantes collections d'œuvres d'art qui soit : peintures de Rembrandt, Rubens, Van Dyck, Canaletto ; dessins de Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange et Holbein ; meubles, bronzes, armes, pièces d'orfèvrerie exposés dans la nouvelle aile Sainsbury de la National Gallery. Ce séjour londonien comporte la visite d'une autre exposition « royale » présentant les trésors du mécène averti que fut Georges IV, protecteur de Reynolds, Gainsborough et admirateur des écoles hollandaise et flamande du dix-huitième siècle, ainsi que celle des résidences royales de Kensington Palace, Hampton Court et Windsor (départs les 30 novembre et 28 décembre, 4 650 F en chambre double). A Londres encore, trois jours pour visiter sept des quatorze expositions consacrées au Japon, à sa civilisation et à son art, ainsi que le British Museum (les 21 décembre et 4 janvier, 4 800 F en chambre double). Deux jours en Suisse pour découvrir les trésors précolombiens du site de Calima, à Martigny, et visiter, à Lausanne, l'exposition « L'Équateur, la terre et l'or » (départ les 7 décembre, 18 janvier et 29 février, 2 275 F en chambre double). Une journée à Anvers à l'occasion d'une exposition



Londres, La National Gallery, avec, à gauche, l'aile Sainsbury.

consacrée à Van Dyck (les 7 et 21 décembre, 585 F). A ceci s'ajoute une gamme de voyages des plus complètes autour de l'exposition Rembrandt à Amsterdam : cinq circuits inédits, de 2 à 7 jours, pour découvrir les lieux où le maître vécut et travailla et visiter quelques-uns des plus beaux musées hollandais associés à cette fête.

Albertville 1992

Fièvre olympique en Savoie, du 8 au 23 février 1992, à l'occasion des XVI^{es} Jeux d'hiver. Tandis que les champions se dépasseront dans le silence de l'enfer blanc, les fervents de records assisteront en direct à leurs exploits. Un événement préparé avec minutie sous le signe de la pagaille par le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) : des émotions gérées par différents voyagistes. Du « tout prêt » au simple achat de billets, tout est prévu. Les forfaits d'une journée sont une exclusivité Wagons-Lits Tourisme. Ils comprennent, d'une part, le transport sur le site, en train ou en autocar, depuis plusieurs grandes villes du Sud-Est de la France et,

d'autre part, l'accès à une ou deux épreuves. Une brochure (agences de voyages) présente les 43 possibilités d'accéder à 42 épreuves choisies parmi les 133 disciplines pour leur côté spectaculaire et leur moindre risque de report. Un exemple : le 9 février, hockey, à 13 h, à Méribel et patinage artistique (couple), à 19 h 30, à Albertville, 810 F par personne au départ d'Annecy. On peut y ajouter l'hébergement dans deux hôtels proches d'Annecy et la restauration sur place ou à emporter. Réservation : tél. : 50-45-48-96. Les forfaits de six jours ou plus, appelés « JO Schuss », permettent d'accéder, à pied ou à ski, aux épreuves qui se déroulent sur le domaine skiable. Un skieur résident à Val d'Isère, par exemple, et skiant pendant six jours peut assister, le 16, à la finale de saut artistique et, le 18, au slalom géant hommes : 1 000 F. Réservation aux guichets des remontées mécaniques des dix stations savoyardes concernées (coordonnées auprès de la Maison de Savoie). Havas Voyages (dans les agences du même nom), pour sa part, présente, dans sa brochure « Neige », des séjours avec ou sans

Jeux ainsi qu'une formule associant remontées mécaniques à un billet offert pour une épreuve proche de la station et la possibilité d'acheter d'autres billets à l'unité. Plus calme, une semaine à Tignes, au Sénac, un chalet des CHM (43-25-70-90) situé au bord du lac Supérieur, à 2 100 mètres d'altitude : 2 980 F (1 820 F hors Jeux), en pension complète. Le COJO traite les réservations individuelles de billets venues par Minitel (3615 COJO 92), par téléphone (79-92-92-92) ou par courrier (envoyer les formulaires de réservation, disponibles dans les offices de tourisme et à la Maison de Savoie, à billetterie COJO, BP 1992, 73273 Albertville Cedex). De son côté, la compagnie aérienne TAT (tél. : 42-79-05-05) met en place, du 5 au 25 février, dix-huit vols quotidiens entre Paris, d'une part, Annecy, Chambéry et Courchevel, d'autre part, vols prolongés par des navettes routières vers Albertville. En Savoie, les JO Bus, dont le prix est inclus dans le billet des épreuves, font la liaison entre divers points d'Albertville (gares notamment) et les différentes stations olympiques tandis que le réseau Passo-Montagne relie les stations entre elles. Il est encore possible de se loger en Tarentaise. Contacter la Maison de Savoie (31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-74-73 et 11, rue Pargoud, 73200 Albertville, tél. : 79-45-92-92) ou Loisirs Accueil Haute-Savoie (tél. : 50-52-80-02). Consulter les formulaires de chambres ou appartements (Minitel 3615, Savoie 73 74) et s'enquérir des disponibilités des Offices de France (47-42-20-20) et des tours-opérateurs : Interhome (tél. : 43-55-44-25), Lagrange Vacances (tél. : 47-54-04-60) et Nouvelles Frontières (tél. : 42-73-10-64). Signalons enfin que la vente de billets à l'étranger est assurée par les comités nationaux olympiques ou par leur agent officiel (liste au 79-92-92-92).

Jacques Lizot vécut pendant près d'un quart de siècle une expérience unique d'assimilation aux Indiens Yanomamis du haut Orénoque, au Venezuela. Alain Kerjean et Alain Rastoin l'ont accompagné dans cette région qu'il était le seul à connaître. Projection de leur film, *Mémoires d'Orénoque*, jeudi 28 novembre, à 18 h 30, à l'Espace Kronenbourg Aventure (30, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 44-31-16-31), suivie de la signature du livre d'Alain Kerjean *L'Adieu aux Yanomamis* (Albin Michel).

Le monde moins cher avec Mond'Express, émanation de Rev'Vacances et nouveau tour-opérateur. Notamment un circuit de neuf jours à Sri-Lanka, en pension complète, 6 990 F, vols inclus ; départs les 12 et 19 décembre 1991 et du 2 au 30 janvier 1992. Un circuit de découverte du Mexique, dix jours, 11 800 F, en pension complète, vols inclus. Départs les 2, 16 et 30 janvier 1991. Dans toutes les agences.

Uriage-les-Bains, station thermale des Alpes située à cinq minutes de Grenoble et à quinze minutes des pistes de Chamrousse, revit. Alphonse Daudet, Maurice Chevalier, Mistinguett et Colette y prirent des eaux réputées pour le traitement des affections rhumatismales. Aujourd'hui, la station est ouverte en toutes saisons et le Grand Hôtel Napoléon III, rénové, accueille les curistes. Renseignements : Institut d'hydrothérapie thermale, 38410 Uriage-les-Bains, tél. : 76-89-10-80.

Qantara, le magazine culturel de

la création arabe, vient d'être lancé par l'Institut du monde arabe (IMA), dont il illustre et prolonge les activités. Invitation au voyage, repères historiques ou esthétiques, présentation d'une personnalité, hommage à une grande figure, critique littéraire ou cinématographique, calendrier des grandes manifestations culturelles en France, en Europe et dans le monde arabe : cette publication trimestrielle veut être une passerelle entre les deux rives de la Méditerranée. Le numéro (32 p.), 12 F, abonnement 40 F, en kiosque et à l'IMA (1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris, tél. : 40-51-38-38).

Qui dit safari suisse dit safari à ski, pour les adeptes de neige profonde qui possèdent technique et bonne condition physique. On change de gîte chaque soir, ce qui permet de découvrir de nouveaux domaines. Forfaits multiples et cours de familiarisation aux virées en haute montagne. Une brochure – « Excursions à ski guidées » – en fait l'inventaire. Elle est diffusée par l'Office du tourisme suisse (11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-45-45, minitel 3615 code SUISSE) qui publie également une fort belle brochure générale sur les sports d'hiver dans ce pays.

Alpes Neige 1991-1992, le guide magazine de la montagne française publié par le Dauphiné libéré, est en kiosque depuis le 15 novembre. Pour 38 F, toutes les informations nécessaires pour préparer ses vacances à la neige : un tableau comparatif de 300 stations classées par département, 30 stations passées à la loupe, un dossier sur l'accueil des enfants, une sélection de balades, les tendances de la mode 1992, le point sur l'immobilier et un carnet d'adresses utiles. Sans oublier les seizèmes JO d'hiver à Albertville.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

Rue Daguerre

Par quelle rive prendre cette rue Daguerre qui s'étire d'est en ouest parallèlement au cimetière Montparnasse, avec juste ce qu'il faut de distance pour se livrer à son allégresse sans choquer? Par son côté ombre ou son côté soleil? Par celui de ses artisans et commerçants, ou celui de ses artistes, croisés à l'heure des courses et dans les cafés, et dont l'invocation apporte aujourd'hui au quartier une plus-value (au mètre carré) dont les métiers et les habitants les plus modestes sont les premiers à pâtir.



Chez Costa, « le Grec », le dernier commerce encore en activité au cœur du marché couvert.

LITTÉRATURE, cinéma, photographie, peinture, oui, quelle rive choisir? Celle de Beckett ou celle de Blondin, celle de Varda et de Deauville, ou celle de Brassat et de Doineau, celle de Hartung, de César, ou du redoutable contingent qu'a attiré l'imprimerie reprise en 1964 par Aimé Maeght et développée depuis par son fils et son petit-fils, où travaillaient hier Giacometti, Calder et Miro, et aujourd'hui toute une nouvelle génération, les Kunoda, Delprat, du Re et ces photographes (de Sieff à feu Mapplethorpe) attirés par la dernière presse (privée) en phototypie de la place.

Et par quelle extrémité prendre cette rue? Par son haut bord, celui du marché, côté Denfert, réservé sur 160 mètres (un quart de la rue) aux taxis et aux piétons, qui ne brille de tous ses feux que le jour, pour jouer fermé la nuit, et où les Parisiens du 14^e arrondissement aiment à venir se frotter le dimanche matin? Ou par son bas-bord (un autre quart), côté Montparnasse, où s'avancent au pas et au compte-gouttes les voitures prudentes, dans la petite voie d'un petit Paris, dont Agnès Varda qui y vit depuis quarante ans a fait découvrir, en 1975, avec Daguerrotypes (1), le petit commerce des petites gens?

Elle indiquait alors où rencontrer en chair et en os les personnages de Tati, où échanger avec eux, sur fond d'accordéon, ces bribes sonores qui vous font appartenir au tissu de la capitale, où regarder sans impudenter à travers les vitrines le petit théâtre qu'ils nous donnent. Paris était une province lointaine qui ressemblait à notre enfance, et les commerçants le sucre de la terre. Ils disaient simplement « au revoir », et non pas, comme aujourd'hui, « bonne journée », une côte d'agneau pour le père, la crise pétrolière (« le choc »), disaient les journaux, allait être durable mais ne tarirait en rien les flots de gentillesse. De l'autre côté de l'avenue du Maine, les bulldozers avaient vidé et éventré un quartier frère (un quart des habitants du 14^e - 44 000 personnes - allaient être éliminés entre 1954 et 1990), mais la fragile rue Daguerre tenait bon.

« Quand j'y repense, j'aurais dû filmer dès 1955, comme je devrais le faire à nouveau en 1995, commente Agnès Varda. En 1951, lorsque je suis arrivée, il y avait encore plusieurs bois-charbon. La mercerie faisait succursale de la poste. Elle passait dans une petite cage au milieu de sa boutique pour vendre des timbres, affranchir les recommandés et les petits colis. Les ateliers étaient nombreux dans les cours. Les artistes disposaient de six encadreurs (il en reste un) et d'un marchand de couleurs qui broyait lui-même les poudres dans son arrière-boutique avant de les mettre en tube. C'était plein de petits artisans, de réparateurs de

meubles, d'ébénistes, de menuisiers, de plombiers, de tailleurs.

« Le quartier était misérable, sans quelques immeubles pour petits-bourgeois et fonctionnaires. Dans les rues adjacentes, les maisons avaient des galeries en bois sur lesquelles donnaient directement les appartements. Les cours résondaient du bruit des scies et des marteaux, une bande son toute différente d'aujourd'hui. Il existait dans la rue d'un côté un bistrot incroyablement sale dont les plantes vertes avaient dévot les fenêtres. Quand les promoteurs sont venus racheter pour offrir des immeubles aux petits cadres branchés, on s'est aperçu que le bistrot était propriétaire de tout le ptié de maisons. La rue Froidevaux, avant qu'elle ne soit détruite par la promotion immobilière, était remplie de petites usines, et l'on voyait à l'heure de la pause de midi les ouvriers en bleu débattre leur cassette au soleil le long du cimetière.

« C'était l'époque où il était difficile d'avoir le téléphone. Je me faisais appeler chez Paul, le bistrot du coin. M^{me} Paul se mettait à sa porte et hurlait : « Varda! ». Je courais. Jusqu'au jour où j'ai installé dans la rue un fil en guirlande qui reliait le café à la maison pour qu'ils n'aient qu'à sonner. Quand M. Paul est mort, tout le quartier a suivi le cercueil à pied jusqu'à l'église Saint-Pierre de Montrouge.

« La rue Daguerre était au bout du monde. Le Paris à la mode était au Quartier latin et à Saint-Germain-des-Près avec les riches du faubourg : il ne montait même pas jusqu'à Montparnasse. Les logements ici étaient moins chers qu'un studio en ville. Des taudis, mais avec de l'espace. Les artistes pouvaient s'y installer comme ils l'ont fait plus tard à la Bastille et plus tard encore dans le 20^e.

« En 1975, pour Daguerrotypes, je n'ai rencontré que les gens de mon « bloc », comme on dit aux États-Unis, qui laissent leur porte ouverte : boulanger, boucher, quincaillier, épicer, coiffeur, tailleur, marchand d'accordéons, bistrot, bazar, plombier, auto-école. Il y a là tous les commerçants nécessaires. Le film avait été commandité par la télévision allemande. Dès qu'il a été diffusé, on a vu les Allemands arriver. L'un d'eux a téléphoné de là-bas à madame Piednoir, la boulangère : « Je vous ai tellement aimé », lui a-t-il dit. Et il est venu s'installer à l'hôtel à côté, pour aller chercher ses croissants chez elle chaque matin. Puis Daguerrotypes est passé à la télévision suédoise et les Suédois à leur tour sont venus.

« En France il a été programmé à 22 h 30, une heure où les commerçants sont couchés. Heureusement, auparavant, le 14 juillet, où l'on peut s'installer jusque dans la rue, j'avais invité le quartier à une projection dans ma cour. Toute cette partie de la rue se voyait à l'écran. Ils en étaient très fiers, c'était comme la découverte du cinéma. Il y a eu un petit drame ensuite. Le côté marché, aujourd'hui réservé aux piétons, m'a envoyé une pétition : pourquoi avez-vous fait un film sur l'extrémité la plus misérable et pas sur la nôtre? Car il y a deux côtés rue Daguerre : celui du marché avec ses marchands de fleurs, ses musiciens, ses créateurs et c'est bien ainsi, et le nôtre, considéré comme ténébreux.

« Puis le film est sorti en salle aux États-Unis. La boulangère avait



affiché un article paru à Chicago où l'on parlait d'elle. Daguerrotypes sert de base à ceux qui enseignent la civilisation française dans certaines universités américaines et étudient notre petit commerce et diffèrent de leurs grandes surfaces. Ils en ont remarqué avec moi trois traits essentiels : les gens travaillent toujours en couple, ils s'étaient toujours connus dans des bals, et, enfin, ils venaient tous des pays de la Loire, de Vendée ou de Bretagne, des régions dont les chemins de fer aboutissaient à Montparnasse, et ils s'étaient installés le plus près possible de la gare.

« Ils ont étudié aussi le dialogue quotidien des clients avec les commerçants, qui est particulièrement intéressant car c'est un dialogue pour ne rien dire, et c'est très nécessaire. On parle du temps qui fait et du temps qui passe. Le monde se détruit lorsque les gens ne peuvent pas avoir ce dialogue qui permet de partager de petites considérations. Le sens de cette parole est dans le seul fait de dialoguer et non pas dans les mots.

« En 1975, dans la boutique du coiffeur de Daguerrotypes, il y avait une cloison à mi-hauteur qui séparait les hommes des femmes. Maintenant un jeune Italien a repris, il a fait sauter la cloison, et il coiffe femmes et hommes. La quincaillerie est devenue marchand d'accessoires pour moto. Le boulanger, qui était le doyen de Paris, faisait son pain au four à bois en se fournissant à l'occasion sur les chantiers de démolition, ce qui amenait les voisins à pester contre les odeurs de peinture brûlée. Sa boutique est restée une boulangerie, mais elle s'appelle Le Moulin de la Vierge, et a été décorée « à l'antienne ». L'épicerie et l'électroscierie ont été remplacées par un restaurant thaïlandais. La galerie de photos Contrejour occupe la place du bazar Au Chardon bleu où l'on venait avec sa bouteille acheter du parfum au détail. Seuls, le plombier et le marchand d'accordéons n'ont pas bougé.

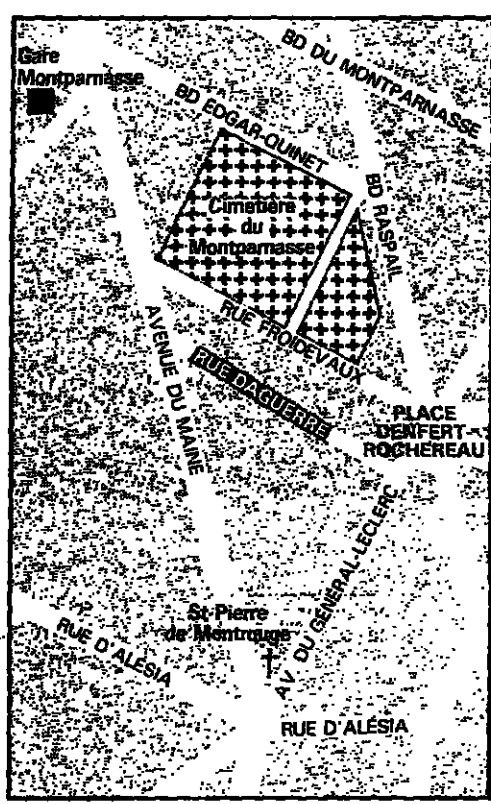
« Aujourd'hui encore, on dit que la rue Daguerre est restée un village, alors que s'y installent des restaura-

rants, des marchands de fringues, de chaussures et des antiquaires. C'est toujours très agréable, mais à chaque fois qu'un magasin de vêtements ou un restaurant s'installe, c'est un artisan qui disparaît. Tout de même, c'est resté préservé : il n'y a eu de tout ce temps que deux immeubles construits, peu visibles car en retrait, c'est inouï dans une rue de cent numéros. Les gens qui l'habitent, conclut Agnès Varda, l'aiment et restent.

À l'autre bout de la rue, à la porte du marché où il aime s'immerger, le peintre romain Marco del Re, le peintre romain Marco del Re, se laisse installer il y a trois ans son atelier. « On voit trois bistrots, un rempailleur et une étrange euphorie nous saisit : voilà! Nous ne sommes pas dans la condition des Japonais, nous sommes meilleurs! Rome, il faut la vivre de loin, car lorsque vous y êtes, c'est pourri. Les Trastevere (2) sont morts, il n'y a plus de petits métiers, plus d'artisanat, plus rien. Il n'existe pas d'endroit comme la rue Daguerre, avec cette qualité de vie. Bien sûr, on s'invente un peu une histoire, car si l'on regarde attentivement, il n'y a que deux ou trois motifs qui nous accrochent. Mais ils sont comme les deux ou trois bribes de vérité dont nous avons besoin pour vivre.

« Le quartier est vital parce que des gens, imprimeurs, ouvriers, artisans, y travaillent. Tous ces hommes qui mangent seuls à table le midi témoignent, comme le disait Pasolini, d'une vie rude qui est le fondement d'une dignité liée au travail. Rude signifie qu'on se dit des vérités en pleine gueule. Mais ce côté viril est sans violence. A aucun moment on n'y trouve cette frustration qui éclate aux Halles dans des agressions gratuites.

« Et puis, il y a les intellectuels du quartier, avec leur typologie, velours et col roulé. Avec eux, on est dans la représentation de quelque chose d'autre, déjà vu. Des témoins de groupuscules éclatés d'il y a dix, vingt ou trente ans et qui sont restés figés depuis ces temps. La métropole est si grande qu'elle peut préserver ainsi les microcosmes, et



conserver une réserve d'Indiens qui se trouvent bien, même là où existe un mur ébréché. Avec les uns et les autres, il y a des codes à suivre, dont celui, commun, de se plier, ou plutôt de s'incliner devant la tradition du vin.

« Je suis conscient que cela est fragile et que certains magasins de troisième catégorie peuvent fermer après-demain et être remplacés par ces boutiques qui n'existent qu'à coups de rayonnages plaqués, avec rien qui n'accroche dans la peau des murs. Pour l'heure, estime Marco del Re, ces îlots qui constituent le Lyonnais de la rue Boulevard (3) ou le Grec du marché couvert nous aident à reconstituer quelque chose de perdu et à trouver des points d'attache.

Si fragile, en effet, que contre la menace suspendue sur le marché couvert, racheté il y a trois ans par un promoteur qui a évincé à coups d'indemnités la quasi-totalité des trente commerçants, pour ne pas laisser subsister en bonne place, au milieu de boutiques fantômes, que le dernier rempart constitué par le comptoir de Costa « le Grec », se sont rassemblées toutes les énergies du quartier et bien au-delà. On a ainsi pu entendre, côte-à-côte, sur France-Culture le 14 janvier dernier, Roland Dupuy, papetier-libraire dans la partie piétonne, conseiller municipal (apparenté RPR), vice-président de l'Association des amis de la rue Daguerre, et l'imprimeur Jean-Paul Dollé (4), dénoncer la situation faite à un quartier ou à son peuple.

La contestation par le promoteur, silencieux jusqu'alors sur ses intentions, de la qualité architecturale du marché (5) est cependant plus qu'une indication sur le sort qu'il entend faire subir à l'ensemble. C'est précisément cette dimension que viennent maintenant défendre au nom de la qualité du quartier architectes, urbanistes et habitants. Roland Dupuy résume les arguments : « Avec son simple étage, le marché couvert forme un poutrelle dans la rue. Lorsqu'on l'aura surmonté de cinq ou six niveaux, ce sera fini! Et il faut conserver les ateliers d'artistes qui

l'occupent. Nous ne voulons pas de galeries marchandes avec leurs magasins de vêtements, ni toutes ces boutiques franchisées qui vous fabriquent des rues franchisées qui se ressemblent toutes. La rue Daguerre doit demeurer une rue alimentaire et non pas une rue spectacle comme la rue Saint-André-des-Arts et la rue de la Huchette. Et puis, il ne reste qu'un seul marché couvert rive gauche, contre douze rive droite, et c'est autant de raisons de défendre le nôtre.

Voilà pour les commerçants. Mais les artisans? Force est de reconnaître que nombreux, parmi les plus traditionnels, ont disparu petit à petit, mort « naturelle », ou augmentation de la « pression immobilière », pour ne pas parler d'argent. Mais ils ont souvent été remplacés par des compagnons de nouvelles spécialités : photographes, retoucheurs, designers, graphistes, architectes ou cinéastes, comme Agnès Varda qui gère sa société Ciné-Tamaris en « atelier de films » auquel collabore volontiers le reste de la famille. Nombre de ces « artisans » occupent des boutiques au ras du trottoir, assez peut-être, pour que le quartier Daguerre conserve son droit à l'appellation de « village ». Sans doute est-ce là l'unique revendication d'un militant (ou un résistant) que l'on soupçonne de se cacher dans le havre de verdure de la villa Boulevard, ne se découvrant que pour sonner l'alerte à chaque lever du soleil : un coq.

Jean-Louis Perrier

- (1) Une copie vidéo peut être consultée à la Vidéothèque de Paris, qui le projette également sur grand écran plusieurs fois par an. Porte Saint-Eustache, 2, Grande-Galerie. Tél. : 40-26-30-60. Entrée : 30 F.
- (2) Ancien quartier populaire de Rome.
- (3) Au Vin des rues, le « bouchon » de la rue Boulevard.
- (4) Auteur notamment de *Fureurs de ville* (Grasset, 235 p., 99 F.).
- (5) Le Monde du 20 décembre 1990.

► Outre chez Costa « le Grec », au cœur du marché couvert, les pots se prennent chez Peret, 6, rue Daguerre, à l'Echanson, 89, rue Daguerre, et Au Vin des rues (Lyonnais), 21, rue Boulevard, tél. : 43-39-56-45; aux Petites Sorcières, 12, rue de Liencourt, tél. : 43-21-95-68; aux Petites Chandeliers (réunionnais) 62, rue Daguerre, tél. : 43-20-25-87.

Des prix à vous faire partir!

FLORIDE

prix à partir de

5040 F*

7 Nuits Orlando & Vc Jura un séjour & Pass 4 jours Disneyland

1 ticket d'entrée à Universal Studios valable 1 journée

VO

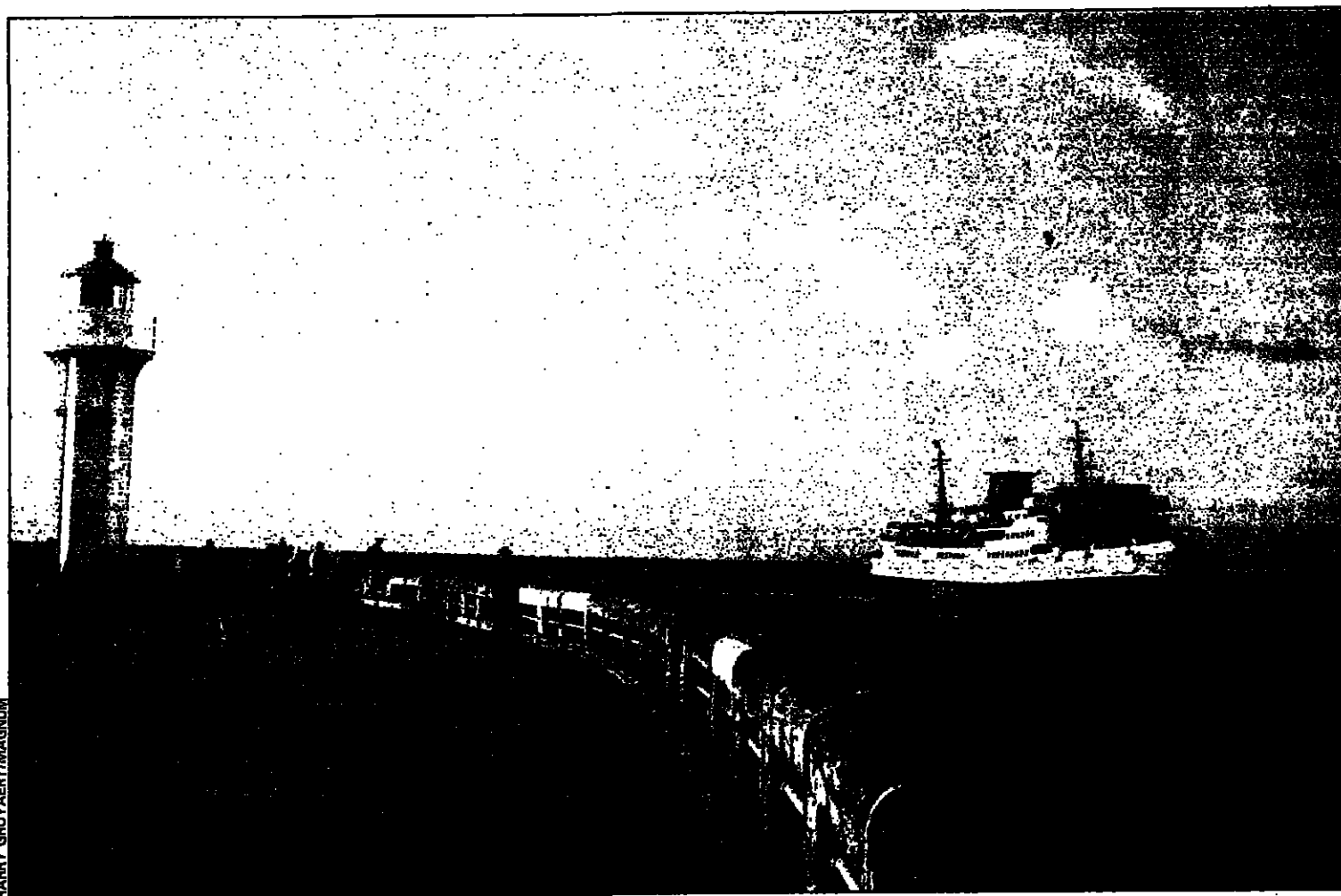
Départ, on vous conseille...

Tél. : 40 53 07 11

181, bd Pétrelle, 75017 PARIS

سكنى من الحضر

هنا من الازدحام



HARRY GRUYAERT/MAGNUM

Plusieurs fois par jour, les ferries pour Douvres viennent se ranger le long des bassins dans l'indifférence générale.

Ostende en mal de mer

Suite de la page 17

Une option jamais prise, un oubli. Et, par voie de conséquence, un grain de folie, comme pour tenir à distance regrets ou sentiments d'échec.

Et c'est vrai que les Ostendais sont un peu fous. Malicieux, irrévérencieux, heureux de leur bizarrerie. Habitants d'un port à leur seul usage. Ce n'est pas pour rien que les peintres Constant Permeke ou James Ensor inventèrent, dans ce décor offert au vent, l'expressionnisme, même le surréalisme en art, bien avant l'heure : le réel s'échappe sans cesse, et tout le monde paraît s'en amuser. Les formes sont floues, incertaines, la ville paraît grise, prise dans son

béton, reconstruite à la hâte après les bombardements de la dernière guerre, mais la lumière ou les grains d'hiver réduisent, ensorcelent les vilaines tours du front de mer, et les occupants de ce théâtre d'ombres donnent l'impression d'avoir le pouvoir de les entraîner dans leur danse silencieuse et gaie. Gagner Ostende un jour de novembre, c'est s'offrir un voyage dans un conte. Dans le brouillard, dense et enivrant, on croirait entendre des rires. La mer est invisible, et vos compagnons de bars en semblent tout joyeux. Commence la haute saison des décalages généralisés.

Où, tout est fou, insensiblement hors la norme des choses. La ville vous laisse le bord du quai, sur la

jetée, mais se promène, sur l'autre trottoir, le long des restaurants. On la croit flamande. Elle assure parler l'oostens, un flamand qu'on ne comprend pas à Bruges (24 kilomètres) ou à Middelkerke, plus proche encore. Elle se nourrit de gaufres et met du citron dans sa bière.

Elle collectionne les amateurs d'art et les esprits fins, mais se juge un peu fade. « *Knokke est plus snob* », dit un notable, qui n'a pas vu Knokke depuis dix ans. Elle affiche une curieuse insouciance pour la conservation de ses sites, pourtant ennoblis par Léopold II (1865-1909), au temps où Ostende avait été élue « reine des plages » par le roi des Belges. Ce souverain, qui aimait beaucoup le Congo, dressa là, sur la digue, le décor d'une station balnéaire et thermale. On garda, avec les décennies, l'hippodrome et le parc, on offrit sa statue, face à la mer, au bienfaiteur, mais on négligea les arcades, les thermes et les maisons de maître. Dans la rue, on vous montre deux immeubles « Arts déco », sans insister. Un ensemble de bâtisses à dentelles de briques, qui risquent encore la démolition. La maison, banale, de la reine Marie-Louise, dans Lange

Straat... mais c'est l'immense mitoyen qui paraît contenir tout le génie d'Ostende : un labyrinthe d'antiquaires créé par un Wallon, et un café obscur où l'on vous raconte l'œuvre de Permeke et des peintres de la « lumière flamande » comme nulle part ailleurs.

Tout est ainsi, légèrement abra-cadabrant. Après des années d'attente, Ostende a enfin rénové le Palais des Thermes, redevenu un hôtel de grande classe, mais on n'en tire guère d'orgueil. Le casino, le Kursaal cher au cœur de tous les noctambules océaniques, mériterait un coup de neuf. La ville va en discuter longtemps. Pourtant, ce navire de l'architecture fragile des années 50 subit gaillardement les outrages du sel et du vent. La salle contenant l'immense fresque murale de Paul Delvaux n'est plus qu'un bric-à-brac de tables à roulettes remises, de fauteuils empilés. L'œuvre prend doucement l'eau.

Difficile, cependant, de condamner cette autre apparente négligence : elle va bien à l'atmosphère. Le Kursaal devient beau dans le brouillard, et puis, placé de biais, il protège la ville du vent. Il a l'air ballotté, mal ancré. Les

lumières des salles de jeu semblent vaciller. Et les visages des vieilles femmes qui misent leur pension mensuelle au black-jack ressemblent à ce dessin de James Ensor, *Squelettes jouant au billard* (1916), une œuvre tellement en avance qu'elle mérite bien qu'on la reproduise tous les soirs.

Et, au fond, Ostende présente bien des familiarités avec son artiste préféré. A 16 heures, tous les jours d'hiver, les bars se remplissent d'hommes et de femmes qui vont reprendre la pause. Squelettes qui se moqueraient de la mort. Corps d'antan, conservés par une jeunesse secrète, qui défilent le temps dans leur port d'attache. A l'Hôtel du Parc, sans doute l'un des plus beaux cafés d'Europe, où les filtres à café ressemblent à des phares, au Jamaïque, le soir, la vie revient par la bière, par une gaieté qu'ailleurs on pourrait juger inquiétante et qui vous emplit, vous même ailleurs, vers une autre bière, et d'autres yeux moqueurs.

Toute sa vie, James Ensor habita la même maison, un magasin d'objets absurdes et de coquillages. Toute sa vie, il collectionna les masques. En 1896, avec quelques compagnons de bordée, il

gagna Paris, et Montmartre, par le train, pour une soirée inoubliable au cabaret Le Rat mort. Ainsi naquit la tradition ostendaise du Rat mort, concentration, début mars, chaque année, de tous les grains de folie locaux. Une nuit de bal avec tombola au Kursaal. Tous les déguisements, et les squelettes d'Ensor. Tous les songes étalés sur la place publique. Une sorte de revendication d'indépendance. Ostende est en pays flamand, en Belgique, mais à la manière des esprits malins des cimetières. Ici, l'on sait des choses, des choses que Magritte, Klee, quelques autres ont approchées parce qu'ils avaient un port embouché dans la tête. Quelque chose qu'on vous laisse approcher, sans vous donner les clés de ces songes déraisonnables.

Alors, il y a deux monstres, à Ostende, d'envisager la croquette aux crevettes. Soit de l'avaler machinalement, en trouvant cette nourriture océane bien nordiste. Soit de s'émerveiller, à la James Tavern, dans la galerie Ensor, de cette autre géniale découverte. Car, enfin, pour brouiller, et monter en pâte, ce qui ailleurs se déconforte, il faut bien avoir pris, sous le crâne, un fort coup de vent. Chez James, on vous observe. Si vous retrouvez Permeke ou Ensor dans ce doigt de croquette pimentée, si vous vous sentez de la tendresse, soudain, pour Joyce - qui goûta à Ostende à ce curieux plat - ou pour Eluard, vous pourrez rester, et ajouter votre sens du non-réalisme à ceux que cultive la ville avec délectation.

« *Beaucoup de gens aiment s'installer chez nous*, raconte un patron de café. *Surroui des Marcellais*. » Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils viennent, toujours en train, d'un autre port sans embarquement, et que la fantaisie ne leur manque pas... En fait, tous les étrangers sont ici les bienvenus, à condition que l'hiver les fasse rire et qu'ils soient persuadés que les apparences sont toujours trompeuses.

Ostende serait tout à fait heureuse, avec vous, dans son brouillard hallucinogène, si les Anglais, qui, à leur manière, entêtés, ont créé cette cité à leur usage transitoire, venaient un peu moins y mêler la bière fade des ferries aux chefs-d'œuvre de bords locaux. Depuis la journée précédant le drame du stade du Heysel, depuis les braileries alcoolisées des supporters britanniques dans tous les bars, où, depuis ce funeste jour, où le réalisme surprit la ville, les consommateurs ostendais se méfient et gardent toujours un œil, dans les pubs, sur ces tentatives d'instauration de l'ordre des choses.

De notre envoyé spécial

Philippe Boggio

La grise mine de Prague

A la suite du reportage de J. P. Péroncel-Hugoz sur Prague « le Monde sans visa » du 28 septembre, nous avons reçu de M^{re} Janine Buenzod, de Genève, une longue lettre dont nous extrayons ce passage :

« (...) Un bref séjour à Prague m'a tout de même permis de percevoir - car enfin, elle crève les yeux - la navrante misère qui y règne. Il est vraiment difficile de se laisser aller en tout hédonisme aux plaisirs de la flânerie dans une ville qui n'est pas seulement un beau décor, mais une vraie ville où l'on croise tant de silhouettes désolées. Les Praguais, beaucoup d'entre eux du moins, ont mauvaise mine. Ils sont souvent plus que pauvrement

vêtus. Comment s'en étonner ? Le jeune chômeur avec lequel j'ai pu engager la conversation (il savait le français) m'a dit que le quart de la ville (300 000 personnes sur 1 200 000) était au chômage. Je le crois volontiers. Et vous savez sans doute que le système de sécurité sociale mis en place par le régime communiste (qu'il ne me viendrait certes pas à l'esprit de défendre, mais enfin...) a été démantelé et n'a pas été remplacé. Comme me le disait ce même jeune chômeur : « *Sous le régime précédent, je n'avais pas le droit de dire : le président est un imbécile, mais je mangeais, et mes enfants aussi. Aujourd'hui, je suis libre de dire le président est un imbécile, mais nous avons faim*. » Aussi, vous entendrez parler de « *grand silence jousif et moelleux* », de « *passage à vide assez délicieux, de rêverie, de néo-romantisme* » m'a stupéfiée. (...) »

Bombes sur Saint-Nazaire

Le fait de guerre évoqué dans l'article, publié le 21 septembre et consacré à Saint-Nazaire a incité M. Louis-René Ollivier, de La Baule, à nous faire parvenir la précision suivante :

« Un paragraphe a retenu plus particulièrement mon attention. Je cite (6^e colonne, « Les alliés touchèrent tout ») : « *L'amiralauté, à Londres, tenta tout, même une opération de commando, qui échoua*. » Cette phrase est probablement passée inaperçue pour la grande majorité des lecteurs et il n'y a pas là, a priori, de quoi fonder un chat. Mais la stricte vérité historique mérite qu'on s'y arrête. En fait, M. Philippe Boggio a certainement voulu parler de l'opération « Chariot » qui eut lieu dans la nuit du 26 au 27 mars

1942. Cette opération navale combinée, absolument remarquable, n'avait pas pour objectif essentiel la destruction de la base sous-marine, techniquement impensable et impossible, mais la destruction de la forme Joubert, ou forme Normandie, seule susceptible de recevoir, réparer, entretenir les cuirassés et croiseurs-cuirassés de la classe *Scharnhorst*, *Tirpitz*, *Bismarck*, *Gneisenau*, etc., dont la présence ainsi assistée en Atlantique pouvait, avec la meute de sous-marins déjà déployée dans cet océan, décider de la bataille de l'Atlantique et infléchir - jusqu'où ? - l'issue de la seconde guerre mondiale.

La destruction des écluses donnant accès aux bassins du port et donc à la base sous-marine, destruction susceptible de gêner - momentanément - les mouvements des sous-marins de la Kriegsmarine, constituait une

COURRIER

opération subsidiaire qui, d'ailleurs, réussit en partie. Par conséquent, loin d'être un échec, l'opération « Chariot » fut un succès total, pour son objectif majeur. Il convient donc de donner à cet exploit qui, selon l'amiral Charles Forbes, « *sans vouloir rabaisser Zebränge... l'a désormais éclipse* », l'éclairage et l'importance qu'il mérite. »

○ Précision sur Aden et le kat. Dans la bibliographie sur le Yémen et en particulier l'usage du kat en ce pays, accompagnant le reportage de J.-P. Péroncel-Hugoz sur Aden (« le Monde sans visa » du 16 novembre), il fallait lire que l'ouvrage collectif dirigé par Joseph Chelhod, *L'Arabie du Sud. Histoire et civilisation* (tome III, 430 p. ; chapitre sur le kat p. 259 à 277) a été publié par Maisonneuve et Larose en 1985.

Tibet oublié

M. Pierre Leconte, de Neuilly-sur-Seine, nous écrit :

« L'espère ne pas avoir été le seul lecteur à regretter que votre journal, mon journal, qui, si souvent, apporte sa contribution appuyée aux causes justes de toutes sortes, ait « oublié » dans la carte de l'Asie orientale publiée dans « le Monde sans visa » du 21 septembre à propos de la Mongolie, ait oublié, dis-je, le Tibet. Rien que cela ! Peut-être, hélas, le Tibet est-il en train de disparaître ; mais c'est encore un peu tôt pour entretenir cette suppression culturelle, politique et humaine.

Bivouac de rêve à El Bahreim

L'homme rêvait. Il était sur une île déserte au milieu d'une grande étendue de sable. Il vivait au pied d'un arbre un peu bizarre qui était rempli de moineaux.

C'ÉTAIT un arbre ébouriffé, à petites feuilles gaies. A des centaines de kilomètres à la ronde, c'était le seul arbre non pétrifié.

L'endroit se trouvait en Egypte, près de la frontière libyenne. Il était situé sous le tropique du Cancer, par 23°08' de latitude nord et 29°42' de longitude est.

De loin, on distinguait un rocher, surmonté d'un plumeau. On aurait dit une île dans le désert, à trois mètres au-dessus du niveau du sable. En une minute et demie, le tour en était fait. Et Robinson dormait.

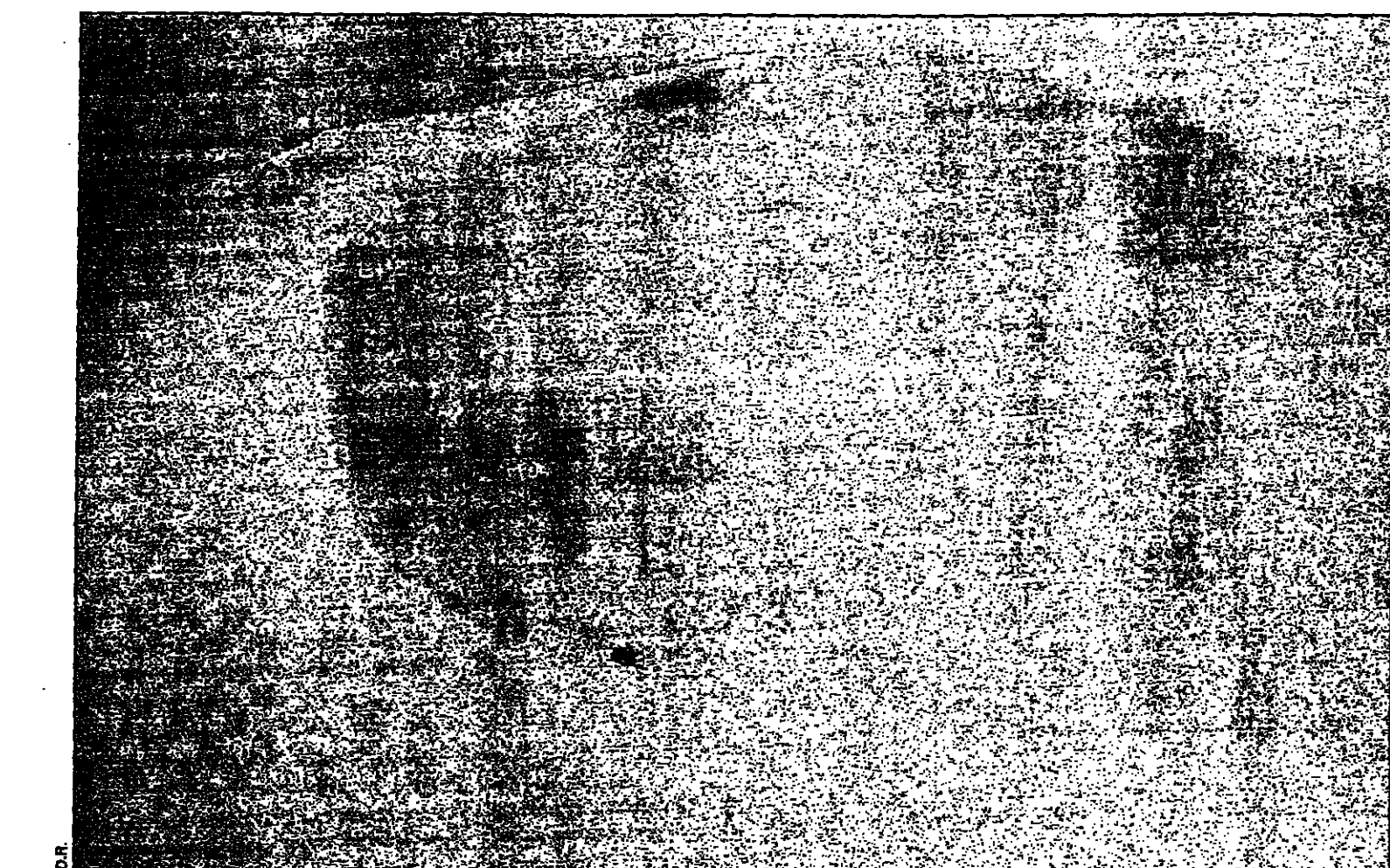
L'homme rêvait. Il ne savait plus depuis combien de temps il était là, ni ce qui l'avait amené. Cette amnésie elle-même ne pouvait rien. L'amnésie du désert, et cela il s'en souvenait, frappe de manière presque instantanée. On arrive au milieu des sables. On enfle un short et deux jours après, à l'horizon de l'horizon, on n'a plus la moindre idée de ce qu'il y a.

Une chagrine était venue s'échouer mais il avait toujours connu le squelette de chameau. Dans l'arbre, les moineaux se coupaient sans cesse la parole mais ne s'éloignaient jamais. Lui non plus ne bougeait pas. L'arbre était un repère inflexible. Nul ne pouvait le manquer. Mais jusqu'à présent, il n'avait jamais vu passer que la journée.

L'homme rêvait. Il tournait en rond et s'interrogeait sur ses origines. Il avait peut-être été pêcheur de requins. On marchait sur les dents de Carcharedons fossilisés dans la région. Ou bien mangeur d'huîtres, à une date plus récente, les coquilles s'entassaient dans l'océan. A moins qu'il n'ait fait naufrage dans les parages. La mer s'était retirée il y a longtemps. Peut-être était-il condamné à rester attaché à ce rocher, condamné à attendre son retour.

Le soir, quand le soleil chevauchait l'horizon, l'appel du large éveillait chez lui un écho douloureux. Orion était la seule constellation qu'il connaissait. Dès qu'elle était là, au-dessus de l'arbre, il s'endormait, bercé par le vent du désert qui soufflait en rafales. Le vent roulait des vagues, venues de la nuit des temps. Et dans ses rêves, il naviguait.

L'homme rêvait. Il était à El Bahreim. Il venait de débarquer. C'était un milieu de lumières, un casino au milieu du désert. Il y avait des néons, des torches, des feux, des lampes halogènes de 100 watts, des phares, toutes sortes de phares, de camions, de motos, de



L'amnésie du désert frappe de manière presque instantanée. On arrive au milieu des sables et on n'a plus la moindre idée de ce qu'il y a.

4x4. Du haut des falaises, il les regardait s'allumer, danser, clignoter au pied des hélicoptères.

Les hélicoptères étaient arrivés les premiers. Ils avaient survolé les dunes cathédrales et s'étaient posés en faisant décoller le sable jusqu'au sommet de la grande tente. C'était la salle à manger. Une brigade d'égyptiens en sandales finissait de la monter. Et à côté, ils fabriquaient un four à pain avec leurs mains.

Les gens étaient habillés de combinaisons blanches, jaunes, rouges. Certains portaient des bottes, d'autres des T-shirt marqués *Rallye des Pharaons*. Des cuisiniers en toque blanche plantaient des choux roses sur les gâteaux. Les gens faisaient tout vite. Ils parlaient fort pour couvrir les moteurs de camions qui restaient allumés pour fournir de l'air comprimé. Sauf le chauffeur russe, récupéré à Moscou, et qui ne parlait encore qu'avec les mains.

Ils plantaient des tentes autour des véhicules. Ils bâtaient des cités entières et leurs tentes se seraient de près, un accident est si vite arrivé. Quelques explorateurs escaladaient les falaises et montraient voir les crânes des tombes troglodytes d'El Bahreim. Ils étaient rattrapés par les petits hélicoptères qui venaient se poser au plus près du spectacle. Les crânes

étaient plus ou moins diaphanes. Sur une main, il restait un ongle mais cela ne prouvait rien. Dans le désert, les chameaux morts depuis cinquante ans ont encore de beaux restes sur le dos.

L'homme rêvait. Il marchait dans le sable d'El Bahreim et se rapprochait de la lumière. On aurait dit une raffinerie, une plateforme off shore. Les gens portaient des lampes sur le front et s'aveuglaient les uns les autres. Ils se racontaient des aventures extraordinaires dans lesquelles des pales d'hélicoptères se détachaient en vol. Ils se racontaient des *casquettes*, des envolées en haut des dunes. Et en haut des dunes, le temps est suspendu tant qu'on ne sait pas ce qu'il y a derrière. Mais heureusement, derrière, c'était un dos de baleine. Les plus flambeurs disaient qu'il faut « être bien dans sa tronche » si on ne veut pas s'abîmer. Et ils souriaient.

Et d'autres histoires encore plus extraordinaires dans lesquelles ils étaient plongeur en mer Rouge, planteur d'ananas au Sierra Leone, chasseur de faucon en Normandie, pharmacienne au Japon, ex-casque bleu de l'ONU. Et parfois, même, ils ne faisaient plus rien d'autre dans la vie que de s'amuser et se promener d'un désert à l'autre. Ils étaient ouvrier de pistes, peintre de départs,

d'arrivées, d'oasis, chauffeur, livreur, cuisinier.

La circulation était incessante. Il y avait 110 voitures, des monstres à ailerons, des buggies à porte papillon. Et 72 motos, dont une ce soir-là avait le guidon pendante. Il y avait des camions ravitailleurs, des camions-pompes, des camions tchèques avec des chauffeurs de même nationalité, toujours sous les machines. Des camions jaunes remplis de pneus. Des motos naines pour conduire les sponsors à leur tente, car les sponsors n'avaient pas le temps de marcher.

Le camion-baleine arrivait dans un coup de corne de brume. Il y avait toujours du whisky à bord. Les Japonais écrivaient encore au conducteur pour l'en remercier des années après. La bétailière bleue des militaires égyptiens faisait des rondes. Les officiers finissaient de ripailler sous la grande tente. L'équipage du Shinook s'en retournait auprès de sa soucoupe volante, bras dessus, bras dessous, s'agissait de calculer un cap avec le matériel de bord. Les concurrents étudiaient les « road books ». Demain, la course allait franchir le tropique. Elle longerait un arbre que les égyptiens appelaient *arak* et dont ils font des cure-dents. C'était un parcours

simple. Une mer de sable, sans fech-fech. Le premier ferait plus de cinq cents kilomètres de piste en moins de six heures.

L'homme rêvait. Il était dans une usine au milieu du désert. Sous les étoiles, des dizaines de personnes *mécaniquaient*. Les moteurs ronflaient. Les téléscripteurs donnaient les résultats de la journée. Les portières claquaient. Les freins sifflaient. Un type appelait Georges dans son talkie-walkie. L'organisateur était surnommé Fenouil, sa compagne Puce, et tous deux cherchaient un porte-voix pour annoncer le programme. Les marteaux cognaient les tôles. Les lampes à souder illuminaient les moteurs.

C'était une zone industrielle qui n'en finissait pas. Sous leurs lampes halogènes, des mécaniciens, jaunes de la tête aux pieds, passaient l'aspirateur. Ils changeaient les embrayages, les ponts avant, les ponts arrière, les filtres à air scellés sous vide. Un ingénieur branchait le micro-ordinateur sur le tableau de bord et refaisait le trajet de la journée. Puis il s'installait au volant pour les contrôles. Et il partait pour une ronde fantastique autour d'El Bahreim, une symphonie de ronflements et d'accéléérations. Les phares illuminaient les tentes qui se félicitaient de s'être regroupées.

Il était sur un périphérique des sables, entouré de cités HLM. Dans leurs tentes, les habitants dormaient avec des boules Quies. L'aube allait se lever. Les essais continuaient, les mécaniciens chauffonnaient, les moteurs ronflaient à ses oreilles. Il attendait le vent, ce souffle qui lui faisait toujours croire que la mer reviendrait. Puis dans le grondement des générateurs, la Croix du Sud apparaissait et il s'endormait.

L'homme rêvait. Il se réveillait et il était de nouveau au pied de l'arbre ébouriffé rempli d'oiseaux joyeux. Le ciel était couvert de nuages effilochés. Le vent était glacial mais il ne servait à rien de s'impatiser. Dans une demi-heure, il ferait chaud. Et dans une heure trop chaud.

Il se frottait les yeux. Il sortait son GPS. L'appareil indiquait toujours 23°08' de latitude nord, 29°42' de longitude est. Puis il se levait et faisait quelques pas. Le calendrier indiquait, le 9 octobre 1991, mais il n'en avait pas.

L'homme rêvait. Il marchait en direction du rocher à tête de tortue. Soudain, il apercevait des traces de pneus. Et dans son rêve, il riait.

De notre envoyée spéciale
Corine Lesnes

La Corderie de l'amiral

Rochefort, la Corderie... L'article de Régis Guyotat, publié dans « Le Monde sans visa » du 19 octobre, n'a pas laissé insensible M. Roland Messmer, de Paris, qui nous écrit :

« Rochefort, ville miraculée, notamment par la Corderie. Je lis l'article de Régis Guyotat et je transcris : la vie est un conte de fées ; un amiral, « dit-on », est intervenu, magique et anonyme, avec « plusieurs contingents d'appelés pour des corvées de débroussaillage » afin de sauver la Corderie.

Effectivement, après l'incendie par les Allemands en 1944, la nature généreuse des bords de la Charente a repris tous ses droits. Ce magnifique ensemble architectural du dix-septième siècle que fut la Corderie était

promis au rôle de carrière de pierres et devait être démolie. Le hasard qui fait si bien les choses (et votre envoyé spécial semble être imprégné de cette philosophie) a voulu que, en 1964, le commandant de l'arrondissement maritime de La Pallice-Rochefort ait le goût et l'intuition des chefs-d'œuvre en péril. Tous les jeudis, jour de sport collectif, à la tête des élèves des écoles de la Marine nationale (et non des apprentis), il a débroussaillé ce champ de ruines. Cette action bénéfique, travail de cyclope, a permis que, le 2 juin 1967, le ministère des affaires culturelles classe la Corderie monument historique.

Après ces péripéties, il est désormais possible d'admirer l'ouvrage rénové, centre vivant d'activités diverses, que montre la photo de la page que je commente. L'auteur de ce

sauvetage d'un monument déjà perdu, est un homme d'action - Ecole navale, commandant du sous-marin *Orphée* en Méditerranée en 1943-1944 - et également un homme de réflexion, d'étude et de cœur, auteur de trois ouvrages passionnants (*D'Entrecaesteux*, Editions d'Outre-mer, 1983 ; *l'Amiral William*, éditions Tallandier, 1987 ; *l'Amiral Dervès et Napoléon*, éditions Economica, 1991).

Entre la guerre et la paix, inventer la Corderie royale : cette démarche à elle seule serait une vie. Ce personnage existe réellement : il a quatre-vingt-deux ans, il poursuit des travaux passionnants, il peut improviser des conférences sur une foule de sujets en rapport avec la mer ; c'est l'amiral Maurice Dupont. »

NOËL EN LAPONIE VACANCES AU PAYS DU PÈRE NOËL

Départs spéciaux
22 et 25 décembre
6 jours Paris/Paris
séjour en hôtel ou
en chalet : 9 990 F

Enfant de moins de 12 ans
partageant la chambre
de deux adultes : 5 900 F

Demandez la brochure
ALANFOURS FINLANDE
à votre agent de voyage ou
ALANFOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 PARIS
(1) 42.96.59.78

LES ANTILLES A PARTIR DE 2 890 F A/R

DE TELS PRIX RENDENT LE MONDE PLUS ACCESSIBLE.

NEW YORK	A 5 150	A R 295	CARACAS	A 5 965	A R 400
LOS ANGELES	A 5 190	A R 360	BUENOS AIRES	A 5 880	A R 400
SAN FRANCISCO	A 5 190	A R 360	SANTIAGO	A 5 880	A R 400
MIAMI	A 5 190	A R 360	NAROPH	A 5 880	A R 400
MONTREAL	A 5 110	A R 220	DAKAR	A 5 880	A R 400
RIO DE JANEIRO	A 5 980	A R 510	BANGKOK	A 5 920	A R 500
SAO PAULO	A 5 925	A R 510	SYDNEY	A 5 920	A R 500
MEXICO	A 5 250	A R 400	SEYCHELLES	NA	A R 020

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAÏRÉS. RESTAURANTS, TRANSPORTS ET LOGEMENTS. COUPONS ET VOUCHERS. LA CARTE. PAYS, MONNAIES, MONNAIES ET MONNAIES. VOTRE VOYAGE AU MONDE EN UN CLIC. VOTRE CARTE A LA MAIN.

ACCESS
voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELET-LES HALLES.
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS.
TEL. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 45 08 85 35
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, TEL. 78 63 67 77.

هنا من اهل

Bridge

n° 1461

BIEN JOUER
C'EST PRÉVOIR

Quand un contrat semble sur table, il faut imaginer la pire des distributions pour essayer de se protéger contre elle. La donne suivante jouée dans un match par quatre est typique car à une des deux tables un déclarant a chuté par imprévoyance.

♠ A 4	♥ V 5 2	♦ A 7 6 2	♣ A 8 5 3
♠ 10	♥ A R D 4	♦ 8 3	♣ R D 9 6 4 2
♠ V 7 5 2	♥ 10 9 8 5 4	♦ V 7	♣ 10
♠ R D 9 8 6 3	♥ 7 6 3	♦ R D V	♣ 10

Ann. : O. E-O vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 passe 2 passe
4 passe 5 passe
(1 ♠ naturel)

Ouest a tiré As Roi et Dame de Cœur sur lesquels tout le monde a fourni, comment Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense après avoir pris la contre-attaque du Roi de Trèfle?

Réponse :

A la première table, le déclarant, après avoir fait l'As de Trèfle, a tiré l'As de Pique sur lequel Ouest a fourni le 10 de Pique. Au second tour d'atout, Sud a un peu réfléchi pour savoir s'il allait faire l'impasse au Valet, mais la répartition 3-2 étant plus fréquente que 4-1, il a mis la Dame de Pique, et il a chuté en concédant à la fin le Valet de Pique. Quant à Ouest, il s'est félicité de n'avoir pas redit 3 Trèfles sur 2 Piques car le déclarant (au contrat de 4 Piques) lui aurait alors attribué un singleton à Pique, et il aurait fourni le 8 au second tour d'atout.

A l'autre table, un joueur prévoyant et bon technicien a résolu tout de suite le problème en prenant une précaution gratuite au cas où Est aurait le Valet ou le 10 quatrième à Pique : après l'As de Trèfle, Sud s'est rendu compte qu'il ne coûtait rien de couper tout de suite un Trèfle, puis il tira le Roi de Pique et l'As de Pique sur lequel Ouest ne fournit plus. Cette fois, la situation n'était plus désespérée si Sud arrivait à se raccourcir à l'atout.

une deuxième fois (pour être à égalité d'atout avec Est); ensuite, il suffirait d'être au mort à la fin du coup. Le déclarant s'empresse donc de couper un autre Trèfle, et il joue Roi et Dame de Carreau, puis le Valet pris par l'As de Carreau :

♠ 7 3 8 ♠ V 7

♠ R 9

Est, obligé de couper le 7 de Carreau ou le 8 de Trèfle, se fait surcouper par Sud...

TOURNOIS
EN BULGARIE

Le bridge en Bulgarie n'a pas attendu la chute définitive du rideau de fer pour connaître un large développement. Mais l'activité de la Fédération ne se limite pas aux tournois et aux championnats, elle organise d'autres compétitions et notamment un concours de la meilleure donne du mois. Voici celle qui a remporté le premier prix :

♠ A R 10 8 5
♥ A R 9
♦ A 8 5 4
♣ 5

♠ 9 7 6 4
♥ V 7 2
♦ D 10 7 6 4 2
♣ 10

Les enchères. Nord donneur, auraient pu être les suivantes :

Nord Sud
2 ♠ 2 SA
3 ♣ 3 ♣
4 ♣ 5 ♣
6 ♣ 6 ♣

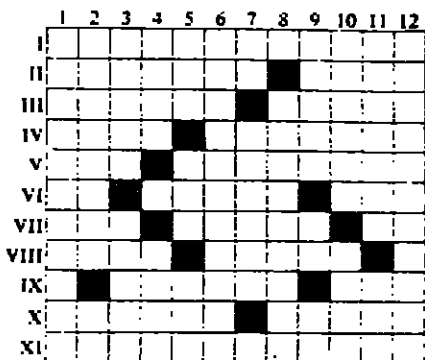
Ouest a entamé le 6 de Trèfle pour le Roi d'Est qui a continué avec l'As de Trèfle. Comment Lubomir Krastev en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR contre par Est?

Note sur les enchères
Si Nord peut ouvrir d'un « 2 Piques » fort et naturel, il est facile d'arriver au bon chelem à Cœur.

Philippe Brugnol

Mots croisés

n° 690



HORIZONTALEMENT

I. Depuis Saint-Louis on essaye d'y voir plus clair. - II. Parfaitement polis, même à la campagne. Gite. - III. Reprise. Pour la pipe de Quincey. - IV. Fera toujours le plus grand bien. Potasse. - V. Un coup foudroyant. Nouveau-né. - VI. L'éducation le supprimera. Fait l'hologène. Il est très important qu'il soit gagné. - VII. N'est pas à la portée de chacun, et c'est heureux. La où les sages se dissipent parfois. Note inversée. - VIII. Rivière. Attaque. - IX. Faméuse, la croûte, ainsi! Monnaie. - X. Flûte de Pan. Dans ma panoplie. - XI. Mis en lumière.

VERTICALEMENT

I. Seul comme ici, il cède l'Académie, mais à plusieurs ils font un rafut effrayant. - 2. Va donner des boutons. Après la rupture. - 3. Un de nos voisins. Toujours aussi convivial. - 4. Vit en Afrique. Bien placée en France. - 5. Fait rapidement des ouvertures... ou la rapeture. Les et bouleversé. En toute clarté. - 6. Il se

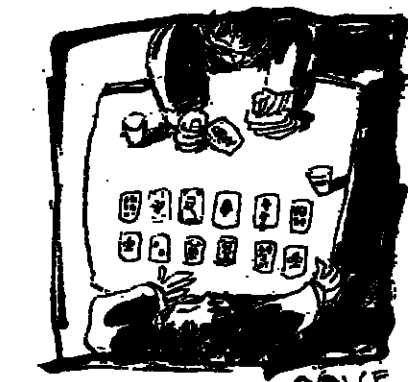
renferme un peu et il a de quoi. - 7. Proposition. S'exprime avec plutôt que sans cérémonie. - 8. On le rencontre à la Bourse ou au cinéma. - 9. On y faisait le voyage. Pronom. Note. - 10. Ont un peu perdu la tête. Chacun d'entre eux compte et se compte. - 11. Met sous tutelle américaine. Hèle sa belle. - 12. Coupent en deux les années qui passent.

SOLUTION DU N° 689

Horizontalement
I. Ukrainiennes. - II. Naissant. Enu. - III. Impie. Inter. - IV. Fier. Manotte. - V. Lie. Foucê. - VI. C. Omise. Soc. - VII. Azer. Silo. Uli. - VIII. Terme. Favart. - IX. Récit. Lse. - X. Ude. Patelin. XI. Rassasièrent.

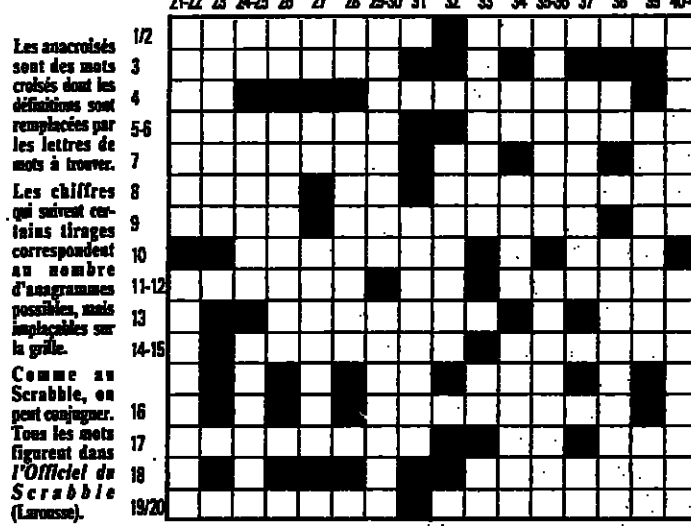
Verticalement
1. Unificateur. - 2. Kamikaze. Sa. - 3. Ripée. Erres. - 4. Asir. Omées. - 5. Ise. FM. Ec. - 6. Na. Mois. Ops. - 7. Intensif. - 8. Etincelante. - 9. Noé. Or. Er. - 10. Nettes. Aile. - 11. Emet. Oursin. - 12. Surexcitent.

François Dorlet



Anacroisés (R)

n° 692



HORIZONTALEMENT
1. ABBEHRRU. - 2. AFHMNU. - 3. MINORS. - 4. DEMORSU (+1). - 5. AEGMORS. - 6. AELNORU. - 7. DEHIST. - 8. EHNOOPRS. - 9. EGORRSU. - 10. EELMSU (+2). - 11. ADELIS (+6). - 12. EEEPRU (+1). - 13. AAKNTTU. - 14. EELRSTU. - 15. AELTU. - 16. EHNOQU. - 17. CLOORS. - 18. DEEERS (+2). - 19. ENPSSU. - 20. DEISSST.

VERTICALEMENT
21. IOORST. - 22. CDEEMNS. - 23. EHIORS. - 24. EEEGLS. - 25. AFHRSW. - 26. ADELMNR (+3). - 27. LINGOSU. - 28. ADELNTU. - 29. BEEMST (+1). - 30. AENORS (+2). - 31. ELOORT. - 32. ABOSSSU. - 33. DEHRSU. - 34. EIQSUX. - 35. CFHORSU. - 36. AEEPSSU. - 37. EHIORS. - 38. ADELMSU (+5). - 39. AELNNRT. - 40. AELILMS. - 41. EEEQSTU.

SOLUTION DU N° 691
1. PARMESAN. - 2. ECCEITE, caractère fondamental. - 3. NONUPLER. - 4. LEGALISE (ALLIAGES EGALISÉS). - 5. UTERIN (REUNIT RUTINE).

19° TOURNOI INTERPOLIS

Tilburg, 1991.
Blancs : J. Timman.
Noirs : G. Kasparov.
Défaite est-landienne.

1. ♠ C6 - ♠ C6 (1). - 2. ♠ C6 (1). - 3. ♠ C6 (1). - 4. ♠ C6 (1). - 5. ♠ C6 (1). - 6. ♠ C6 (1). - 7. ♠ C6 (1). - 8. ♠ C6 (1). - 9. ♠ C6 (1). - 10. ♠ C6 (1). - 11. ♠ C6 (1). - 12. ♠ C6 (1). - 13. ♠ C6 (1). - 14. ♠ C6 (1). - 15. ♠ C6 (1). - 16. ♠ C6 (1). - 17. ♠ C6 (1). - 18. ♠ C6 (1). - 19. ♠ C6 (1). - 20. ♠ C6 (1). - 21. ♠ C6 (1). - 22. ♠ C6 (1). - 23. ♠ C6 (1). - 24. ♠ C6 (1). - 25. ♠ C6 (1). - 26. ♠ C6 (1). - 27. ♠ C6 (1). - 28. ♠ C6 (1). - 29. ♠ C6 (1). - 30. ♠ C6 (1). - 31. ♠ C6 (1). - 32. ♠ C6 (1). - 33. ♠ C6 (1). - 34. ♠ C6 (1). - 35. ♠ C6 (1). - 36. ♠ C6 (1). - 37. ♠ C6 (1). - 38. ♠ C6 (1). - 39. ♠ C6 (1). - 40. ♠ C6 (1). - 41. ♠ C6 (1). - 42. ♠ C6 (1). - 43. ♠ C6 (1). - 44. ♠ C6 (1). - 45. ♠ C6 (1). - 46. ♠ C6 (1). - 47. ♠ C6 (1). - 48. ♠ C6 (1). - 49. ♠ C6 (1). - 50. ♠ C6 (1).

NOTES

a) La réponse la plus naturelle et la plus forte consiste en 8.f4 : en stoppant le pion d5 et en occupant le maximum d'espace, les Blancs réduisent considérablement les perspectives de contre-jou de leur adversaire. Il est cependant possible de différer l'avance 8.f4 et de choisir d'autres plans ; par exemple, 8.h3 ou 8.b3 ou encore 8.d2.

b) Après 8...exd4 ; 9.cxd4, Cb6 (une idée de Réti contre Alekhine, Piaty, 1923) ; 10.Tf1-d1

(10.b3 ne donne rien à cause de 10...c5) ; 11.Cd-b5, a6 ; 12.Ca3, Ff5 ; 13.f4 - - ou 13.Dd1, d5l ou 13.Dd3, Cf-d7 - - Cx64 ; 14.Fx64, Fx64 ; 15.Cx64, Fx64 ; 16.Fg5, f6 ; 17.Fh6, Fd4 ; 18.Fxh8, Dxd8 les Blancs ont une parfaite égalité.

c) 12.f4 ne donnerait pas grand souci aux Blancs ; 12...Cg5 ; 13.f3, a5 et si 14.Fe3, d5l ou si 14.Ff4, Cb5 ; 15.Fe3, f5l.

d) Maintenant 13.f4 n'est plus possible, cette case étant contrôlée par les Blancs. Cette modeste poussée du pion e ne peut évidemment pas donner aux Blancs un jeu dynamique et obde déjà à l'adversaire l'initiative, ce qui n'est pas à conseiller face à un champion du monde en grande forme.

e) Un plan sans valeur, le Cg5 disposant d'une excellente case centrale en e4.

f) Quant aux Blancs, ils ont déjà trouvé le juste plan : l'attaque sur l'aile-R.

g) Bien sûr, sans ouvrir la colonne a aux Blancs par 15...axb4 ? ; 16.axb4, Txa1 ; 17.Txa1.

h) Un échange généralisé ne ferait qu'accroître l'avantage des Blancs ; 16.Cx64, Cx64 ; 17.Fx64, Dxd4 ; 18.Dxd4, Txd4.

i) Les derniers coups des Blancs sont anodins (17.Ta-c1 et 18.a4).

Dames

n° 419

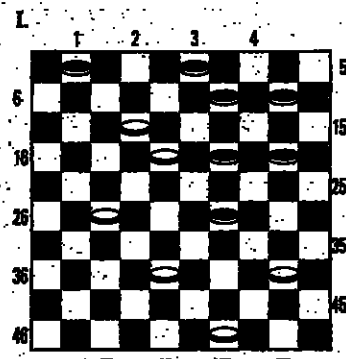
Dans chaque chronique sont maintenant proposés « Le coin du débutant », comportant deux diagrammes, et « L'univers magique », avec également deux diagrammes, mais plus particulièrement destinés aux initiés.

LE COIN DU DÉBUTANT

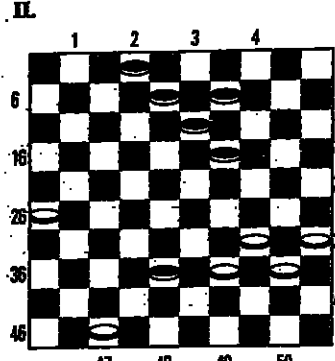
Les règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale du jeu de dames, et le plus souvent méconnues, seront illustrées ou rappelés régulièrement.

• Cinquième règle : le corollaire de la quatrième règle (le Monde du 9 novembre 1991) réside, lors de prises multiples successives, dans l'interdiction de passer deux fois sur le même pion, le passage deux fois, ou plusieurs fois en un même point étant réservé aux seules cases vides.

Ainsi, dans le diagramme 1, les Blancs jouent 40-34 (25x40) 49-44 (40x49) [dame noire] 18-13! (49x8) [on doit prendre du côté du plus grand nombre] 13x21, le pion qui exécute la rafle passe deux fois sur la case 13 (miniature d'Everett).

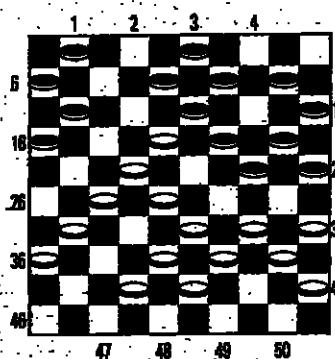


• Sixième règle : quand un pion blanc accède à la rangée 1 à 5, quand un pion noir accède à la rangée 46 à 50, il est promu dame. S'il parvient à l'une de ces cases à la suite d'une rafle, il faut qu'il n'ait plus aucune pièce à prendre, sinon il demeure pion. Ainsi, dans le diagramme 2, le pion blanc, qui



L'UNIVERS MAGIQUE

Vainqueur de prestigieuses compétitions, dont le tournoi des grands maîtres en 1925 à Paris, Stanislas Bizot se révéla dès le début du siècle par sa profondeur de vision étourdissante, comme ici, en 1909, contre le maître Dumont.



Avec les Blancs, Bizot plaça une combinaison de gains en neufs temps, d'une très haute technique : 18-12! (8x17) 28-23!! (19x28*, forcé) 34-30! (23x34) 39x6 (28x26) (sacrifice de quatre pièces) 8-2 [temps de repos] (17x28) 36-31 (26x37) 38-33 (28x39) 27-21 (16x27) 2x46!! +. Quel rayonnement de la dame!

PROBLÈME N° 419

F. PEREZ, 5^e prix concours international F.F.J.D., 1983.
Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

SOLUTION DU PROBLÈME

n° 418

P. GARLOPEAU (1991)

Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49.
Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.
47-41! (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x51 (25 x 14) 5x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.

Jean Chaze

Echecs

n° 1463

1. Fb6+ échoue à cause de 1...Rd3 ; 2.Ta8-a3+, Tg3.

2. Fg5+! Rxd5 (si 1...Rd3 ; 2.Ta8-a3+, Rd2 ; 3.Ff4+) ; 3.Ta8-a3+, Tg3 (et non le séduisant 2...Rd6 à cause de 3.Ta6+, Tg6 ; 4.Td2+, Rg5 ; 5.Tc2+) ; 3.Txc5+, Rd6! ; 4.Tb5+, Txd5 ; 5.Ta6+ suivi de 6.Ta5+ et de 7.Txd5.

3. Si 20.Rxf2, Cg4+ et les Blancs peuvent abandonner.

4. Menace 22...Fg4 ; 22...Cg4 et 22...Cxd1, entre autres possibilités.

5. Une défense astucieuse.

6. Cette jolie pointe (si 23...cxd5 ; 24.Fxd4 et 25.Tx63 avec gain) contient une petite faille.

7. Le champion du monde a vu plus loin.

8. Si 24.Rf1, Ch2+ et si 24.Rh1, Dxd1+.

9. La conclusion de la combinaison : avec deux T pour la D et toujours une forte attaque, les Blancs conservent une position de gain.

10. On 28.Dxd6, F66.

11. Ultime espoir.

12. Si 34.b7, Tg-b1.

13. Le mat est proche.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1462

D. GEORGIEV (1930).

(Blancs : Rd8, Ta8 et a2, Fg7. Noirs : Rd4, Tg2 et h1.)



Blancs (4) : Rd7, Fh2 et Pa5 et d6.

Noirs (3) : Rd3, Tt1.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Qu'est-ce qu'une grande table ?

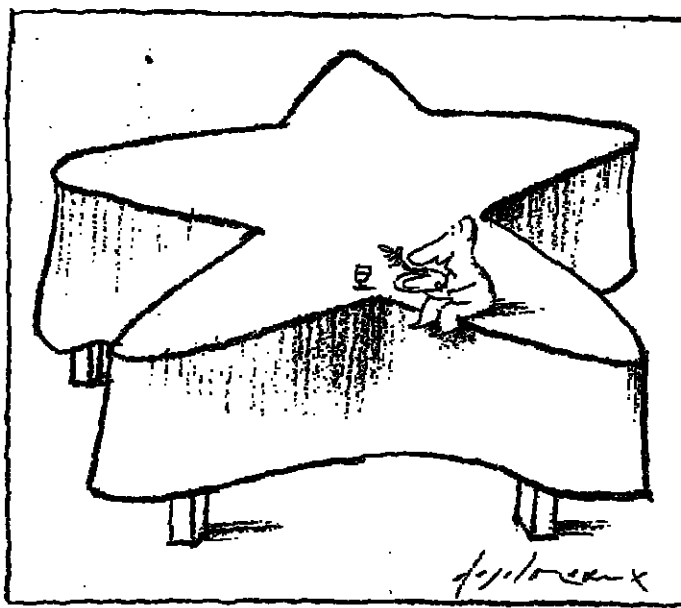
Le mot « grand », dit le Petit Robert, peut s'entendre dans l'ordre physique et dans l'ordre qualitatif. En ce qui concerne la table - c'est-à-dire, ou cela devrait dire, la cuisine - on admettra volontiers que l'expression « grande table » ressortit de l'ordre qualitatif.

Mais voilà ! La qualité n'est pas jugée de la même façon pour tous ! Est-ce celle, avant tout, du mets ou celle du service ? Est-ce le luxe ou la sincérité ? Et n'est-ce pas, pour certains juges (hélas !), le prix ?

Un restaurant de 300 couverts est aussi un grand restaurant dans son genre.

Et un restaurant où le principal choix reste le caviar servi dans du cristal et arrosé de champagne est-il une grande table ? Ou un restaurant où vous devez déguster sous l'œil attentif, voire servile en son indifférence, de cinq ou six maîtres d'hôtel est-il, obligatoirement, une grande table ?

J'y songeais en lisant le *Botin gourmand 1992*, qui vient de paraître, et à propos de *La Ferme des Mathurins* (17, rue Vignon, tél. : 42-66-46-39). On y dit : « Ce n'est pas une grande table, mais la cuisine y est d'un excellent rapport qualité-prix... » Si l'on se reporte à la « légende des symboles » (sic), on voit que 4 étoiles signifient une qualité exceptionnelle (une grande table, j'imagine ?), 3 étoiles une très grande qualité, 2 étoiles une grande qualité et 1 étoile une qualité certaine. Mais combien d'étoiles parisiens ne proposent point des plats aussi savoureux, aussi parfaits que, par exemple, le jam-



bon à la crème de M. René Marin ? Une grande table, ce peut être, à mon avis, tout autant cette perfection de cuisine simple que le luxe ou la légende.

Il est incontestable que *La Tour d'Argent* est une grande table pour ne parler que de ce symbole qu'elle représente. Et parce qu'elle ajoute à son histoire un site exceptionnel, une cave magnifique, un parfait service et une belle et bonne cuisine. Elle n'est pas la seule, certes, mais il ne faudrait point qu'un snobisme trompe l'œil fasse classer

grande table des imitations de grandes tables. Le surplu s'ajoute dans des assiettes de « Limoges » reste du surplu ! Et le camembert qui n'est point au lait cru n'est que du camembert par l'étiquette trompeuse !

Je voudrais un autre classement des guides en général. Des signes (des symboles, comme dit le *Botin gourmand*) particuliers comme, par exemple, dans les *Guides Lebey*, une, deux ou trois tasses signalant la qualité du café. On pourrait, de même façon, donner des étoiles à

certaines plats, au chariot des fromages, au beurre sur table, etc. Alors, donnant trois étoiles ou classant comme « grande table du beurre blanc », je citerais *La Grille* (90, rue du Faubourg-Poissonnière, tél. : 47-70-89-73), ou « grande table de la coquille Saint-Jacques », *La Coquille de Clément Lassecker* (6, rue du Débarcadère, tél. : 45-74-25-95), etc.

Mais revenons au *Botin gourmand 1992*. On ne s'étonnera pas d'y trouver quatre nouveaux « 4 étoiles », dont *La Côte d'Or* de Sanlieu (à la mode cette année et médiatisée en diable) et *Le Vivarois* du cher Claude Peyrot (192, av. Victor-Hugo, tél. : 45-04-04-31). De se rejoindre des 3 étoiles de *L'Hostellerie de Vendée* (au Petit-Lancy, banlieue genevoise, tél. : 022-792-04-11), de quelques nouveaux promus doublement étoilés (dont *Le Relais d'Auteuil*, 31, bd Murat, tél. : 46-51-09-54). On ne s'étonnera pas non plus de quelques omissions regrettables. Eh quoi ! Ces messieurs du *Botin gourmand* n'ont-ils jamais entendu parler de *La Côte d'Amour* (44, rue des Acacias, tél. : 42-67-15-40) ? Ni des *Elysées du Vernet* (25, rue Vernet, tél. : 47-23-43-10), un des meilleurs et discrets restaurants d'hôtel de Paris ?

La Reynière

P.S. *La Gault-Millau France 1992*, lui aussi, vient de sortir ses favoris (19,5 sur 20 pour Boyer à Reims et Bardet à Tours), mais il ignore, bien évidemment, *La Ferme des Mathurins* !

Semaine gourmande

Les jardins du Don Camilo

La cuisine des cabarets laisse souvent à désirer (il est vrai que les clients viennent surtout pour le spectacle). Peut-être aussi parce qu'ils ne servent que le soir. Ici le cabaret du soir (frère de celui de la rive gauche) cède, dans un décor de théâtre, la place, au déjeuner, à un excellent restaurant. Jean Vergnes a eu l'audace de confier son « piano » à Jacques Chêne et Christian Pollet, seconds de Guy Girard avant qu'il ne prenne sa retraite. Et surtout, outre le banc de fruits de mer et la carte, très complète (et ses spécialités de grillades quasi sous votre regard !), il propose au déjeuner le « Menu du quartier », une entrée, un plat du jour, un dessert, une demi-bouteille de Bordeaux et le café pour 140 F - qui dit mieux ? Les plats du jour vont du navarin d'agneau au cassoulet, du pot-au-feu des épaulés au soufflé de homard à l'estragon. A la carte comptez 200-250 F.

► Les Jardins du Don Camilo, 92, rue La Boétie (8^e). Tél. : 43-59-08-20. Fermé dimanche, AE, DC, CB.

Napoleon

Napoleon du nom de l'hôtel dont il est l'éminent restaurant. Il fut ces derniers mois encore le *Baummann-Napoleon* mais G.-P. Baummann,

parti pour Strasbourg (*Maison Kammerzell*) et qui « choucroute » encore rue Marbeuf (*Baummann-Marbeuf*), s'éloigne, et dans ce décor neuf et plaisant, c'est Philippe Detourbe (veanu du défunt *Bacchus gourmand*) qui officie.

Ne nous plaignons point, bien au contraire. Un menu à 240 F vous fera découvrir les huîtres en gelée crème à la cannelle, l'effilochée de queue de bœuf braisée au indoc, la crème brûlée vanille (entre autres). Dans les entrées, la petite salade aux croustillants d'aïlerons de volaille frite (70 F), le saumon aux épices vapeur à la lie de vin (155 F), le filet de bœuf aux épi-grammes de pied de porc (180 F), le pain perdu aux pommes caramélisées (recette de M^{me} Detourbe mère, 45 F) sont, entre autres plats, de grande qualité. Un menu « dégustation » (420 F) pour les amateurs de surprises, une carte des vins de qualité, un service aimable. C'est aujourd'hui, pour ce *Napoleon*, Anstettitz !

Napoleon, 38, av. de Friedland (8^e). Tél. 42-27-99-50. Fermé samedi et dimanche. Salon : 25 couverts. AE, DC, CB. Parking : 22, av. de Wagram.

Au Relais Perceire

Puisque nous parlons, aujourd'hui, des menus intéressants il convient de citer aussi celui d'Aline Perdrix : 195 F (ou 220 F avec une demi-bouteille de vin). Il m'a comblé avec son foie gras (accompagné d'un verre de juran-

çon), sa cuisse de canard confite, le pur bœuf de l'abbaye de Belloc et les pruneaux pochés au madiran. Mon voisin se régala plus légèrement d'une terrine de poisson, du filet de julienne à l'oseille, du fromage et d'une mousse au chocolat. A la carte il vous faudra compter 200-250 F.

► Au Relais Perceire, 27 bis, bd Perceire (ou 30, rue du Printemps, 17^e). Tél. : 42-27-28-97. CB.

La Bretonnière, à Boulogne

Une façade presque anonyme cache une belle terrasse et une salle agréable, la cuisine d'un autodidacte inspiré (trop de petits chefs prétentieux pourraient prendre modèle sur le saumon norvégien fumé maison, le poivron doux farci de morue, le steak de thon et sa ratatouille, les rouelles de rognon de veau et leur galette de pomme de terre, le gratin d'agrumes au vin moelleux). Le menu du soir est à 150 F. La carte est alléchante, elle aussi, avec les huîtres spéciales de Gillardeau ou l'assortiment de petites entrées marines (120 F), le homard entier grillé, sel de Guérande et beurre d'Eclair (250 F), le filet de canette fermière rosé et son escalope de foie gras (140 F). Bons desserts. Cave intéressante. Mais j'insiste sur la trouvaille, à quelques tours de roue de Paris, de ce menu nocturne à 150 F. Bravo M. Marc Laurent !

► La Bretonnière, 120, av.

J.-B. Clément, à Boulogne-sur-Seine (92100). Tél. : 46-05-73-58. Fermé samedi et dimanche. CB.

Le Céladon

Le restaurant de l'Hôtel Westminster (rue de la Paix) s'affirme comme un des meilleurs de l'hôtellerie parisienne. C'est le Céladon (élegant ainsi que rimait Rostand) aux tons du vert apaisé du personnage de l'Astrée, fleurit, et surtout à l'excellente cuisine d'un jeune chef de talent : Joël Boilleau.

Le menu (290 F) est un modèle du genre : choix de huit entrées, autant de plats, fromages et desserts. Du gâteau de pomme de terre aux pétales de lotte fumée, crème acidulée aux huîtres fraîches aux endives et citron vert ; de la cotriade de Saint-Jacques au coq au vin ; de ses filets de canette aux épices et de son spaghetti « arlequin » à la galette de reblochon fermier et bacon... à la carte, outre les petits choux farcis aux escargots (150 F), le rognon de veau rôti au genièvre (210 F). D'étonnantes noix de Saint-Jacques bardées de magret de canard fumé (210 F). Belle carte des vins proposée par un jeune sommelier compétent, J.-P. Rodas.

► Le Céladon, 15, rue Daunou (2^e). Tél. : 47-03-40-42. Fermé samedi et dimanche. Salon : 45 couverts. Voiturier et parking Vendôme. CB, AE, DC.

GASTRONOMIE

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Foyer de bouillottes et de langoustes.
10, place du Châtelet Paris 9^e
Réservation : (1) 48 74 44 78 - Fax : (1) 42 80 83 10

CHEZ HANSI
L'Alcove de Hansi dans un décor unique.
3, place de l'Hotel-Dieu Paris 6^e
Anglais, Menuiserie, Bar de Bœufs
Réservation : (1) 45 40 50 42 - Fax : (1) 45 44 55 48

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plaisir centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, cible.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

HÔTEL DE CHIBERTIA

ET DU GOLF***
(3 km de Biarritz)
« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et au calme de la forêt de pins »
Séjours en chambres-studios
équipées tout confort
(téléphone direct, TV Canal +)
Prix par personne : 770 F la semaine
en occup. double
valable du 1-11-91 au 28-03-92

Période du 21-12-91 au 04-01-92 :
Tarif moyenne saison.
Prix par personne : 1 085 F la semaine
en occup. double

Service de petits déj. et repas du soir
sur demande
Forfaits golf et cure thermes marius,
en option
Navette aéroport

104, boulevard des Plages, ANGLET
Tél. réserv. : 59-52-15-16.
Tél. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

Montagne

AUVERGNE

FÊTES DE FIN D'ANNÉE
AU FAMILY HÔTEL**
15800 Vic-sur-Cère
Tél. : 71-47-50-49
Fax : 71-47-51-31
En pension complète,
semaine à 1 645 F.
10 jours à 2 220 F. réveillons inclus.
« Oxygénation », V.T.T.,
PISCINE COUVERTE.

74380 BONNE - HAUTE-LOIRE
Hôtel** au pied des stations
et à 10 mn des premières pistes,
dans village de caractère.
Vos vacances de Noël et d'hiver
en pension et 1/2 pension.
Ambiance familiale et savoyarde.
Tous res. : Hôtel Hexagone.
Tél. : (06) 50-39-20-19.
Fax : 50-36-27-80.

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meubles, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
Fax : 92-45-80-10.

HAUTES-ALPES (Hiver 92)

AUBERGE LA BLANCHE - PELVOUX
Pension complète + Clubs enfants
+ Animations soirées.
Semaine à partir de 1 676 F
(réductions enfants de 25 à 50 %).
N° Vert, appel gratuit, 05-03-29-21.

SIXT - FER - A - CHEVAL
Haute-Savoie
Hôtel 2** sur les pistes de ski alpin et de
fond et à 10 mn du Grand Massif
par navette skieurs.
7 jours pension de 1 765 F à 2 095 F.
Baby club le matin. Animation.
Possibilité de forfait tout compris.
Rens. Le Petit Tisserand : 50-34-42-51
Fax : 50-34-12-02.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct, TV couleur, 280 F à 420 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Suisse

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles
dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-MORITZ - Tél. : 1941 8721 11 51
Fax : 3 27 38

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée,
à proximité du funiculaire
Sunnegga. Chambres avec balcon
cuisinette - bar - bains - w.-c.
radio - téléphone - TV. Hall d'accueil
avec bar. Restaurant. Entrée
gratuite dans une piscine couverte.
Prix spéciaux en janvier, dès 80 FS
(env. 320 FF) en demi-pension.
Téléphone : 1941/28/67 12 03.
famille R. Perren, Fax 1941/28/67 50 14.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut-Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franc-comtoise
du XVII^e, confortable, rénovée,
chambres 2 personnes avec s. de bus, w.-c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. maxi., tables d'hôtes.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au vieux four à bois). Poss.
rand. pédestres, patin à glace, tennis,
VTT. Pension complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 400 F à 2 950 F pers/semaine.
Renseignements et réservations
(16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

CRÉOLES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	L'ARTOIS	ALGÉROISES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES
LA VILLA CRÉOLE 19, rue d'Assin, 2 41-44-44-44 Marmite d'œuf de la cuisine Créole	RELAIS BELLMAN , 37, rue François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.	Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Artois, 8 ^e . F. sam. midi, dim. SUD-OUEST	LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15 96 ^e arr. Tél. : 48-28-81-64 Cuis. traditionnelle : Bourk, Chorba Choix de couscous et tajine algériens	ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e Dorowott, Beyengetou av. l'Indjira.	L'APENNINO , 61, rue Amiral- Mouchez, 14 ^e , 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.
CRUSTACÉS POISSONS	LA COUR COLBERT	LA TOUR DE L'ODÉON	DANOISES ET SCANDINAVES	INDIENNES	VIETNAMIENNES
DESSIRIER 141, Jusq. 0 h 30. Huîtres, coquillages, crustacés Spéc. de poissons, viandes 9, pl. du Mal-Juin 17 ^e (voiturier) 42-27-82-14 - 43-80-50-72	LA COUR COLBERT , 12, rue Hôtel- Colbert 5 ^e , 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	Fermé dimanche 7, rue Conscience, 6 ^e , 43-26-03-65.	COPENHAGUE 1 ^{er} étage FLORA DANICA , sur un jardin 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M ^{me} Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	NEM 66 , 66, rue Lauriston, 16 ^e , 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cui- sine légère. Grand choix de grillades.

دولتي في

هكذا من الأصل

Gaudi n'était pas seul...

Barcelone sera à l'honneur en 1992 et on se souviendra notamment alors qu'elle fut, il y a un siècle, une des capitales de l'art nouveau, style que les Catalans pratiquèrent sous le nom de « modernisme ». Antoni Gaudí i Cornet, le plus connu, le plus inventif, n'était pas seul : plusieurs générations d'architectes, Domenech i Montaner, Puig i Cadafalch, et bien d'autres ont laissé dans la ville et dans la province des œuvres flamboyantes et étranges, qui ont été pour la plupart conservées et qui souvent aujourd'hui sont restaurées.

POUR illustrer ce qui fait l'originalité de l'art nouveau catalan, pour mieux le voir et le comprendre, un bel ouvrage vient de paraître qui, sous la plume alerte et savante de François Loyer, historien de l'architecture du dix-neuvième et du vingtième siècle, directeur de recherches au CNRS après avoir enseigné à Rennes, à Paris et à Strasbourg, retrace cette aventure et apporte une démonstration par l'image (iconographie due à Michel Sautan) et par le texte. Au-delà de l'exubérance, du délire décoratif dont la Catalogne ne s'est pas pri-

« Avec Vienne, Bruxelles et Paris, la métropole catalane est l'une des capitales de cette révolution des formes qui passionna l'Europe au tournant du siècle. Pourtant, vous posez vous-même la question : l'art nouveau a-t-il vraiment existé à Barcelone ? »

Nous avons l'habitude de découper l'histoire en séquences nettes, assez courtes. Les Catalans, eux, appellent « modernisme » cette période qui coïncide avec le mouvement de la « Renaixença » catalane, des années 1870 aux années 1930. J'ai préféré étudier ce demi-siècle

Palais d'Alfonse XIII, dont le style strictement historiciste marque, en 1929, la fin d'une époque.

« Le souci est constant à l'époque d'associer art et industrie, d'apprivoiser des matériaux nouveaux, le fer, le verre, la brique, la céramique, le ciment, et de faire intervenir des artistes et des artisans. Que signifie notamment la casa Vicens, antérieure aux années 1880 ? »

C'est pour le jeune Gaudí, il a vingt-six ans quand il commence le projet de la maison d'un fabricant de briques et de céramiques justement, le paradoxe d'un matériau traité comme un découpage sans épaisseur, une feuille de papier qui tient dans le vide. La brique est un élément contraignant, obsessionnel, qui oblige à tout inventer à l'intérieur d'une trame. Chez Gaudí, à la « casa Vicens », l'exercice est souligné par les carreaux bicolores, et produit un graphisme aux effets presque menaçants.

« A l'opposé des formes douces, enveloppantes et protectrices de cette maison Freixa, aux environs de Barcelone, de Lluís Masculí, tout à fait « expressionniste » ? »

C'est un étrange bâtiment et une étrange histoire : construite en 1907 pour abriter un atelier de textiles, transformée après son achèvement en résidence pour la famille de l'industriel, qui avait entre-temps abandonné son projet, après la crise de 1905, cette maison utilise le principe de la « voûte catalane », une voûte en briques plates, qui ne nécessite que des points d'appui légers et que les architectes ont mis au point pour les usines, et que l'un d'eux proposa pour le sommet des gratte-ciel de Chicago.

« On a baptisé « îlot de la discordie » la juxtaposition de trois bâtiments d'inspiration et d'auteurs différents. Vous analysez un autre de ces rapprochements géographiques, celui de l'hôpital Sant-Pau, séparé de la Sagrada par une courte avenue. »

La confrontation est intéressante. C'est Gaudí bien sûr qui emporte la partie. De Domenech on connaît bien le Palais de la musique, dont la beauté parle d'elle-même : c'est pourquoi je me suis intéressé plutôt à l'hôpital, conçu sur le principe de pavillons dans un jardin, établi selon les règles de l'hygiène le plus moderne pour l'époque et où l'ornement ne masque pas les recherches structurelles. Malheureusement, dans les salles aux voûtes

en arc brisé, entièrement carrelées, on a installé des bancs plaqués, on a installé des fontaines, etc.

« Parmi les « pères » directs de Gaudí, vous placez deux Français... »

Oui, Pugin est encore imprégné d'esprit religieux, Semper est historiciste ; celui qui, à la moitié du siècle, est le véritable apôtre de la modernité, qui parle du style de la locomotive, du style de la vapeur, du style de la vitesse, c'est Viollet-le-Duc. A Barcelone, un de ses admirateurs passionnés, Elies Rogent, le directeur de l'école d'architecture, impose la lecture des *Enseignements sur l'architecture* exercés par une influence considérable sur les Catalans, l'Allemand Gottfried Semper, auteur de l'Opéra de Dresde, émigré en Suisse, et un Anglais, Pugin, co-auteur avec Barrie du Parlement de Londres, le premier à définir à travers le néogothique le rationalisme où la

modernité puisera sa doctrine : toute forme doit être utile, etc.

« Comment est homme austère, « sialiste » dites-vous, s'accommodait-il des fantômes formels de son architecture ? Ou bien les partage-t-il ? »

L'architecture du Palau Güell est étonnante, en effet. D'une extrême austérité d'écriture, très dépouillée sur l'extérieur, il exprime cette tendance de l'autonomisme catalan à reprendre dans sa tradition gothique propre l'aspect froid, sans pitié, de l'architecture médiévale. Il y a, c'est vrai, une étrange audace de la part de Gaudí à avoir mis l'image du Golgotha sur le toit, parmi les fils à linge... Quant à la multiplication des monstres, des dragons, c'est un moment d'ambiguïté dans le symbolisme ou bien une image totalement oïrique qui se détourne du propos religieux, l'expression d'une dualité personnelle chez l'architecte de l'intelligence et de la vitalité, un sens aigu du bien et du mal, qu'il résoudra personnellement dans le rationalisme de son expérience mystique.

« Que sait-on de ses relations avec ses confrères ? Étaient-ils proches, amis ou rivaux ? »

Jeune, Gaudí était certainement un personnage moins fermé et il fréquentait aussi le fameux café des « Tres Gats », où se rencontraient les novateurs. On remarque aussi que très tôt, encore étudiant, sa personnalité était telle que ses patrons se sont pratiquement mis à son service. Domenech l'a protégé et soutenu ; plus tard, l'architecte du diocèse se

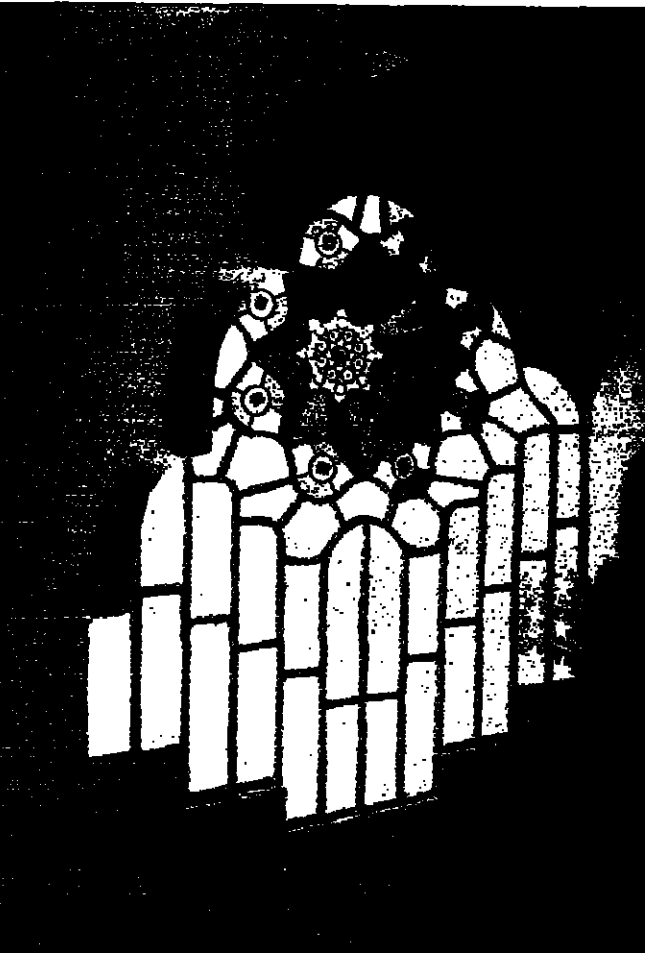


Décor de carrelage de la maison Vicens, calle de las Carolinas à Barcelone (Gaudí, projet de 1878, réalisé à partir de 1883).



Maison Freixa, atelier textile converti en résidence de campagne, à Terrassa (Muncunill, 1910).

Vitrail d'entrée du hall de la villa Bellesguard, à Barcelone (Gaudí, 1902).



vée, on peut lire le souci d'une époque qui voulait tirer parti des matériaux nouveaux, libérer les formes, inventer des espaces jamais vus, être moderne en somme sans cesser d'être lyrique.

Dans cette cité déjà dense et frémissante qui pourtant ne craint pas d'accueillir sur son territoire les prochains Jeux olympiques, nul ne s'étonne que l'on ait repris le chantier de l'inachevé temple expiatoire de la Sagrada Família. C'est toute l'histoire de Barcelone, son violent désir d'être différente, autonome, qui s'écrit sur ses murs. On n'en finit pas de déchiffrer les mystérieux symboles de la casa Milà de Gaudí, les vagues dentelées de lignes fermées de sa façade, ses toits gardés par de laconiques guerriers ; on ne se lasse pas d'explorer les intérieurs ombreux, les escaliers-arabesques baignés par la lumière sous-marine que dispense un vitrail ouvragé, ou, au hasard du quadrillage rigoureux du plan « haussmannien » de Cerdà, de découvrir telle ou telle folie décorative, un donjon habillé de céramiques à la maison Vicens, la brique et les carreaux de couleurs du Palais de la musique de Domenech, les falaises artistement cassées du parc Güell, les nymphes et les dragons d'une époque pleine d'ardeur créatrice qui avait foi en son avenir et n'avait pas peur de le dire.

Comment et pour qui, dans quel contexte et selon quelles filiations, François Loyer le raconte.

qui va de la naissance du modernisme à l'explosion de l'art nouveau proprement dit, après 1900, c'est-à-dire un peu plus tard qu'en France et en Belgique. Ce parcours historique permet d'éclairer les débats, les tendances, autorise des comparaisons plus larges, avec la Hollande et Berlage notamment, et réserve des surprises, car on trouve aussi des œuvres qui se rattachent plutôt à l'expressionnisme.

« Les dates retenues dans le titre de votre livre, 1888 et 1929, correspondent aussi à des expositions universelles pour la première, internationale pour la seconde. »

Oui, la rivalité avec Madrid est sur-aiguë à cette époque : Barcelone est le « centre » économique de l'Espagne. Le modernisme montre comment une exigence théorique va se concrétiser dans une ville qui n'est pas encombrée d'un patrimoine culturel classique, une grande ville en rupture avec les modèles, un grand port qui, dans l'orgueil de sa réussite, cherche à exprimer sa puissance par une image neuve, en contradiction avec l'académisme de la capitale.

C'est comme un immense souffle : on a affaire à des gens qui sont conscients de réaliser quelque chose. Et les expositions sont évidemment l'occasion de commandes importantes : ainsi le café-restaurant de l'Exposition de 1888 de Domenech, le Castell dels Tres Dragons, devenu aujourd'hui musée de zoologie, avec son allure de château fortifié, ou le

« Que pensez-vous de la reprise du chantier de ce monument ? »

Comme historien, cela ne me satisfait pas. Comme observateur, je le comprends parfaitement et il me semble naturel que les Catalans qui se sont totalement identifiés à cette œuvre, au-delà de toute signification religieuse, veuillent l'achever.

« Achever peut-être, continuer certainement... Comment expliquez-vous que le patrimoine de ces années-là, qui, dans le reste de l'Europe, a subi des revers de fortune, ait été pour l'essentiel conservé ? »

C'est surprenant. Mais on peut penser que l'architecture moderne des années 30, celle de José Luis Sert, a servi de cible aux fascistes et qu'ils n'ont pas eu à s'attaquer à ses prédécesseurs. Le sentiment régionaliste et autonomiste a fait le reste.

Propos recueillis par Michèle Champenois

► François Loyer, *L'Art nouveau en Catalogne, 1888-1929*. Conception graphique de Michel et Sylvia Sautan-Éclaire. Collection « Le Septième Fou ». Bibliothèque des Arts. 256 pages, grand format, 186 illustrations en couleur et 186 documents en noir et blanc, avec des légendes très précises. Index des bâtiments et des architectes. 720 F.